Sixième enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens, 2024

Comprend une analyse détaillée de l'échantillon français

Décembre 2024

Sixième enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens, 2024

Comprend une analyse détaillée de l'échantillon français

Décembre 2024

Directeur du Projet
Dr. Marcelo Dimentstein

Assistante recherche
Marina Astanovskaja

Assistants recherche - Italie
Betti Guetta, Murilo Cambruzzi (Fondazione CDEC)

Assistant de terrain – France
Yohan Ziri (Fonds Social Juif Unifié)

Assistants de terrain - Allemagne
Anja Olejnik, Alexej Tarchis (Zentralrat der Juden in Deutschland)

Consultant en analyse et statistiques
Dr. Viacheslav Konstantinov (Myers-JDC-Brookdale)

Editeur du rapport
Antony Korenstein

Relecture
Debbie Shohat

Graphisme du rapport
Giuliana Nahum Sembira

Remerciements

Debbie Minsky, Agata Rakowiecka, Amos Levi, Lela Sadikario, Mike Mendoza, David Gidron, Julia Dandolova, Colin Bulka, Chen Tzuk, Stefan Oscar, Marina Goutman, Israel Sharli Sabag, Sam Amiel, Karina Sokolowska, Bence Tordai, Mircea Cernov and the Budapest Mozaik Hub, Moni Beniosev, Bruce Rosen, Daniel Bijaoui, Izabela (Iza) Zajac-Contreras.

Autriche: Benjamin Nägele (IKG Wien)

Belgique: Mathy Franco (CCOJB), Laure Lachman (FJO)

France: Richard Odier and Philippe Lévy (Fonds Social Juif Unifié)

Allemagne: Anja Olejnik (Zentralrat der Juden in Deutschland)

Grèce : Taly Mair (Communauté Juive d'Athènes))

Italie: Gadi Luzzatto Voghera (Fondazione CDEC), Uriel Perugia (UCEI)

Pays-Bas : Muriel Leewin

Norvège: Michael Gritzman

Pologne: Magda Rubenfeld Koralewska

Espagne: Carolina Aisen (FCJE), Federico Szarfer, Igal Entenberg

Suisse: Jonathan Kreutner (SIG)

Royaume-Uni : Sara Hussain (Board of Deputies)

Droits d'auteur © JDC-ICCD, 2024

Tous droits réservés © Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche ou transmise, sous aucune forme ou par aucun moyen, de façon électronique, mécanique, par photocopie, enregistrement ou par tout autre moyen sans l'accord préalable de l'éditeur.

Indice

		Page
Liste des tableaux et graphes		4
Avant-propos		6
Synthèse		7
I.	**Introduction**	16
II.	**Priorités de la communauté**	17
III.	**Les menaces de l'avenir de la vie juive**	21
IV.	**L'impact du 7 octobre**	26
V.	**Sécurité et sûreté dans le contexte de l'après 7 octobre**	29
VI.	**Emigration**	32
VII.	**Israël et la communauté juive européenne**	33
VIII.	**L'Europe et ses Juifs : Une perspective continentale**	38
IX.	**Enjeux internes de la communauté**	42
	1. Le Statut des Juifs	42
	2. La situation financière	45
	3. Planification et leadership	46
X.	**Profile des répondants**	47
XI.	**Analyse comparative de l'échantillon français**	53

List of Tables and Figures

Page

Figure 1. « En pensant à votre situation personnelle, dans quelles mesures considérez-vous que la guerre en Israel et ses conséquences en Europe ont affecté votre relation avec : » 8

Figure 2. Les 10 priorités communautaires. (Sur une échelle de 1 à 10, 1 signifiant « N'est pas une priorité » et 10 signifie « Priorité importante »). Comparaison entre 2011-2024. 9

Figure 3. « Parmi ces menaces internes et externes, lesquelles représentent selon vous les menaces les plus sérieuses pour le futur d'une vie juive dans votre pays ? » 2024 (Pourcentage des répondants ayant donné une note de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5). 10

Figure 4. « Dans quelle mesure pensez-vous qu'à l'heure actuelle, il est possible de vivre son judaïsme en toute sécurité dans la ville dans laquelle vous résidez ? » Evolution des réponses « très sûr » entre 2008 et 2024. 11

Figure 5. Déclarations sélectionnées concernant Israël. Tout à fait et plutôt d'accord. Comparaison entre 2021 et 2024. 12

Figure 6. « Je suis optimiste quant à l'avenir de l'Europe ». Comparaison de 2021 et 2024. 13

Figure 7. « Qui doit être accepté comme membre de la communauté juive ? Tout à fait d'accord et plutôt d'accord. 2024. 13

Figure 8. Causes communautaires. « Veuillez indiquer les sujets prioritaires pour les 5 à 10 années ». Réponses entre 1 et 10 pour 2011-2024. 18

Figure 9. « Parmi ces menaces internes et externes, lesquelles représentent selon vous les menaces les plus sérieuses pour le futur d'une vie juive dans votre pays ? » (Pourcentage de répondants donnant une note entre 4 et 5 sur une échelle de 1 à 5) – comparaison entre 2008-2024. 23

Figure 10. « Parmi ces menaces internes et externes, lesquelles représentent selon vous les menaces les plus sérieuses pour le futur d'une vie juive dans votre pays ? » (Pourcentage de répondants donnant une note de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5). Comparaison entre les groupes d'âge sur les sujets choisis. 25

Figure 11. « En pensant à votre situation personnelle, dans quelles mesures considérez-vous que la guerre en Israel et ses conséquences en Europe ont affecté votre relation avec... » 27

Figure 12. « Considérez-vous qu'après les évènements du 7 Octobre vivre et pratiquer son judaïsme dans votre ville est devenu… » 29

Figure 13. « Dans quelle mesure ressentez-vous qu'il y a une division au sujet d'Israël dans votre communauté aujourd'hui ? » Est versus Ouest, 2021 versus 2024. 34

Figure 14. Réponses aux sujets sélectionnés concernant Israël : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes à propos d'Israël ? » Tout à fait d'accord et plutôt d'accord. Comparaison 2008-2024. 35

Figure 15. Réponses sur les affirmations concernant les Juifs d'Europe sont exprimées dans la catégorie de réponse « tout à fait d'accord » (%). Comparaison 2011-2024. 39

Figure 16. Optimisme quant à l'avenir de l'Europe : comparaison Est/Ouest, 2021/2024. Plutôt d'accord et Tout à fait d'accord. 41

Figure 17. « Qui doit être accepté comme membre de la communauté juive ? » Tout à fait d'accord et plutôt d'accord. 2024. 43

Figure 18. « Dans quelle mesure ressentez-vous, aujourd'hui, des tensions entre les différents courants religieux au sein de votre communauté ? » Comparaison 2011-2024. 44

Page

Figure 19. « Comment décririez-vous à l'heure actuelle, la situation financière générale de votre communauté ?" Comparaison 2011-2024. 45

Tableau 1. Pays de résidence 2008-2024. 47

Figure 20. Répartition des répondants par confession juive, 2024 (à gauche) et comparaison des confessions juives, 2008-2024 (à droite). 51

Figure 21. Distribution des répondants par dénomination de la synagogue. 2024. 58

Figure 22. « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous pensez que les éléments suivants devraient être prioritaires dans les 5 à 10 prochaines années. »
Enquête France vs Total, réponses sur une échelle de 1 à 10. 61

Figure 23. « Lesquelles des menaces suivantes sont les plus sérieuses pour le futur d'une vie juive dans votre pays ? » Pourcentage de répondants donnant un score de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5. Points communs et différences entre la France et l'enquête totale. 63

Figure 24. « Dans quelle mesure pensez-vous qu'à l'heure actuelle, il est possible de vivre son judaïsme en toute sécurité dans la ville ou vous résidez ? » Comparaison de l'ensemble de l'enquête par rapport à la France en 2024 versus France 2021 et France 2018. 65

Figure 25. Déclarations choisies sur Israël. France vs. Total de l'enquête. 68

Figure 26. Optimisme à l'égard de l'Europe. Total de l'enquête vs. France 24 vs. France 21. 70

Figure 27. « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas avec les affirmations suivantes concernant les critères d'adhésion. » Réponses plutôt d'accord et tout à fait d'accord. France vs. Europe de l'Ouest vs. Total de l'enquête. 71

Avant-Propos

Le Centre International pour le Développement des Communautés (ICCD), le département de recherche européen du American Jewish Joint Distribution Committee (JDC) est fier de vous présenter la sixième enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens. Cette enquête est conduite environ tous les trois dans, afin de mettre en exergue les tendances d'intérêts et les préoccupations auprès des dirigeants juifs européens.

L'enquête de 2024 est émise durant la période historiquement complexe pour le peuple Juif à travers le monde. L'impact des attaques abominables du 7 octobre puis la guerre en Israël sont inimaginables. L'enquête de cette année inclue des questions supplémentaires concernant l'impact du 7 octobre sur les divers aspects de la vie communautaire, les perceptions et les comportements.

La montée simultanée mondiale d'actes antisémites et de manifestations anti-Israël à travers l'Europe sont la priorité des dirigeants Juifs à travers le continent voire même au-delà. Cette enquête fournit des données précieuses concernant l'augmentation du niveau d'isolation et d'insécurité et de peur chez les Juifs Européens, qui signalement une volonté de se rassembler autour d'autres Juifs.

Comme dans chaque enquête diffusée depuis 2008, cette enquête donne également la possibilité d'analyser les changements dans l'affiliation, l'engagement et les priorités à travers les régions. Il est particulièrement intéressant de noter les différences au niveau des enjeux et tendances entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est.

Suite à la pandémie, au conflit avec l'Ukraine et au 7 octobre, le peuple Juif fait face à de nouvelles réalités. Le JDC-ICCD espère que l'information contenue dans cette enquête servira de guide aux dirigeants des communautés juives à travers l'Europe afin d'aider à planifier et innover, renforcer la vie juive pour les générations à venir et transformer le défi en une opportunité.

Je désire remercier tous les partenaires qui ont pris le temps de réaliser cette enquête. Ces dirigeants ont dû faire face à des défis extraordinaires au cours de ces dernières années et leur engagement est sans équivoque. Nous sommes honorés de travailler en collaboration avec vous afin de mener à bien notre mission collective pour une vie Juive forte et festive.

Stefan Oscar
Directeur régional, JDC Europe

Synthèse

Le 7 octobre et ses répercutions ont secoué les Juifs d'Europe, principalement ceux d'Europe de l'Ouest. Ils sont menacés par l'antisémitisme et craignent pour leur sécurité. Ils sont plus isolés socialement et pessimistes quant à l'avenir.

Cependant les communautés juives restent fortes, et se rassemblent face aux menaces qui s'intensifient, leurs connexions sont plus profondes et renforcées, leur support à Israël est nuancé mais robuste et répond correctement aux besoins émergents.

Les Juifs d'Europe tiennent bon. Malgré les défis de la réalité d'après le 7 octobre, ils ne sont pas plus enclins à émigrer aujourd'hui qu'il y a trois ans.

Voici les constatations auxquelles la *sixième enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens*, conduite au mois de mars et avril 2024 par le Centre International pour le Développement des Communautés du département de recherche européen du American Jewish Joint Distribution Committee (JDC-ICCD). L'enquête a été menée dans 10 langues et soumise à 897 répondants dans 32 pays.

Le JDC-ICCD conduit *l'enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens* tous les trois ou quatre ans, en utilisant le même format afin d'identifier les sujets et les tendances importants ainsi que des résultats sur les différences d'attitudes par région, âge, sexe et rôle communautaire. Ainsi l'analyse des résultats de 2024 ont été évalués avec l'ajout des données disponibles des enquêtes supplémentaires réalisées en 2008, 2011, 2015, 2018 et 2021.

Pour l'enquête de cette année, nous avons posé aux dirigeants et professionnels communautaires juifs européens une variété de questions, afin d'obtenir leur point de vue sur les principaux défis et enjeux touchant la communauté juive européenne en 2024 et leurs attentes sur la façon dont leurs communautés évolueront au cours des cinq voire dix prochaines années. En outre, l'enquête de cette année comprend une section spéciale destinée à comprendre l'impact du 7 octobre sur la vie juive en Europe.

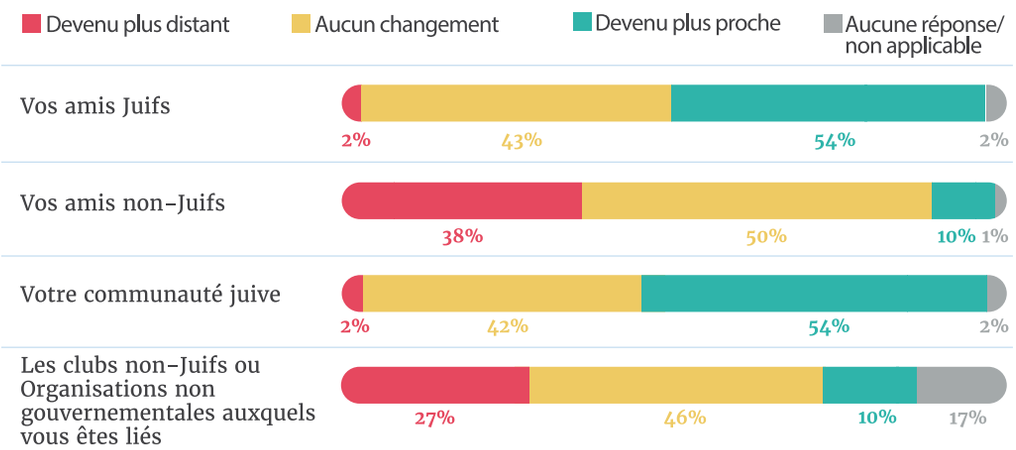
Les Juifs d'Europe après la réalité du 7 octobre

Le 7 octobre a profondément touché les Juifs d'Europe, comme nous pouvons le voir dans les diverses sections de l'enquête. Les préoccupations concernant l'antisémitisme et la menace d'attaques physiques se sont intensifiées. Une large majorité, 78 % se sentent moins en sécurité à vivre comme Juif dans leurs villes qu'avant l'attaque du Hamas et sont plus prudents sur la façon dont ils s'identifient comme Juifs. Ils sont également plus distants de leur entourage éloigné, 38 % signalant s'être éloignés d'amis non Juifs.

Ils ont cependant trouvé force et réconfort entre eux. Ils se sont rapprochés de leurs familles et amis Juifs, on peut également observer une augmentation de 11 % dans la participation aux activités communautaires. Presque la moitié, 48 % sont plus enclins à participer à des

manifestations pro-Israël. Ils affichent en outre un sens accru de lien avec les Juifs hors de leurs communautés – en Europe, en Israël ou ailleurs dans le monde – pendant que les tensions communautaires internes se sont modérées.

Figure 1. « En pensant à votre situation personnelle, dans quelles mesures considérez-vous que la guerre en Israel et ses conséquences en Europe ont affecté votre relation avec : »



Ils sont également largement d'accord sur les difficultés auxquelles ils sont confrontés. Plus que jamais, l'antisémitisme est cité comme principale menace à la vie Juive en Europe. Combattre ces risques constitue la priorité des dirigeants communautaires.

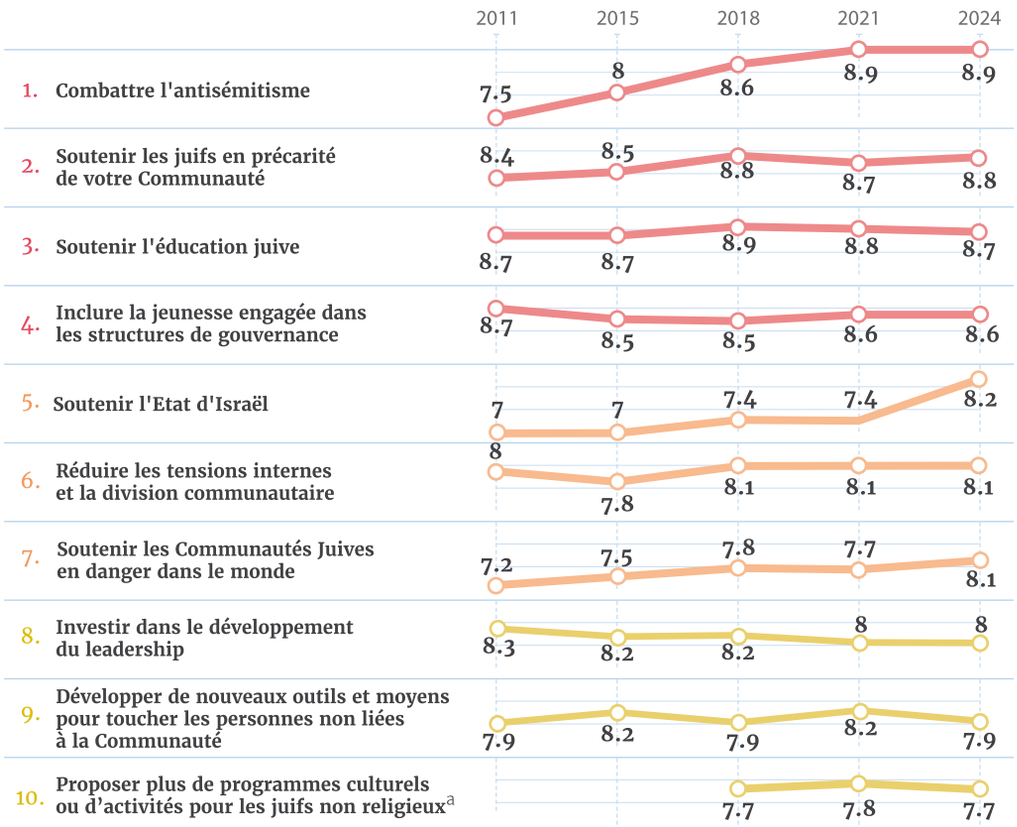
Les priorités communautaires

Les répondants de 2024 ont confirmé à nouveau *combattre l'antisémitisme* est au centre de leurs priorités après être passé de la septième place en 2011 à la première place en 2021. Les autres priorités de cette année sont de *soutenir les Juifs en précarité dans votre communauté, renforcer l'éducation Juive* et *inclure la jeunesse engagée dans les structures de gouvernance*. Bien que l'ordre ait changé, ces priorités sont situées parmi les quatre premières depuis 2018.

Deux enjeux liés au 7 octobre ont été élevés dans l'échelle des priorités depuis 2021. *Soutenir l'Etat d'Israël* est passé de la 14ème place à la 5ème place, et *soutenir les communautés juives en danger dans le monde* est passé de la 10ème à la 8ème place. *Réduire les tensions communautaires et la division communautaire* reste une priorité élevée en 2021.

Les sujets comme *renforcer le dialogue inter-religieux fonctionner comme groupe de pression dans la politique nationale, renforcer la vie religieuse juive et le développement d'un politique efficace en matière de mariage mixtes*, restent des sujets peu priorisés parmi les 16 priorités analysées, certains stables d'autres à la baisse.

Figure 2. Les 10 priorités communautaires. (Sur une échelle de 1 à 10, 1 signifiant « N'est pas une priorité » et 10 signifie « Priorité importante »). Comparaison entre 2011-2024.



a. . Elément présent depuis l'enquête de 2018.

Les menaces pour l'avenir de la vie juive

Le taux de menaces de cette année affiche une augmentation des préoccupations chez les répondants, avec un nombre croissant de menaces notées comme plus sérieuses que par le passé. Bien qu'il s'agisse d'une tendance à long terme, l'impact du 7 octobre est évident.

Tout comme en 2021, l'antisémitise a été placé comme la menace la plus importante avec un taux plus élevé encore de 79 % (contre 71 %). Ceci a été suivi par une augmentation dans *l'aliénation des Juifs de leur vie Juive*, une stabilisation du manque de renouvellement dans les organisations Juives et *l'ignorance concernant le judaïsme* toujours légèrement plus élevé. Les préoccupations concernant le *terrorisme et les actes de violences contre les Juifs* ont augmenté radicalement passant de 53 % en 2021 à 64 %, atteignant la 5ème place.

Avec les communautés qui se rassemblent, *le manque d'engagement des membres dans la vie communautaire et les activités de l'Institution* faisait partie des menaces considérées comme les moins sérieuses selon les réponses des répondants de cette année (64 % par rapport à 68 %). Ils sont également moins concernés par les *efforts engagés pour bannir certaines pratiques religieuses (comme la Brit Mila, l'abattage rituel).*

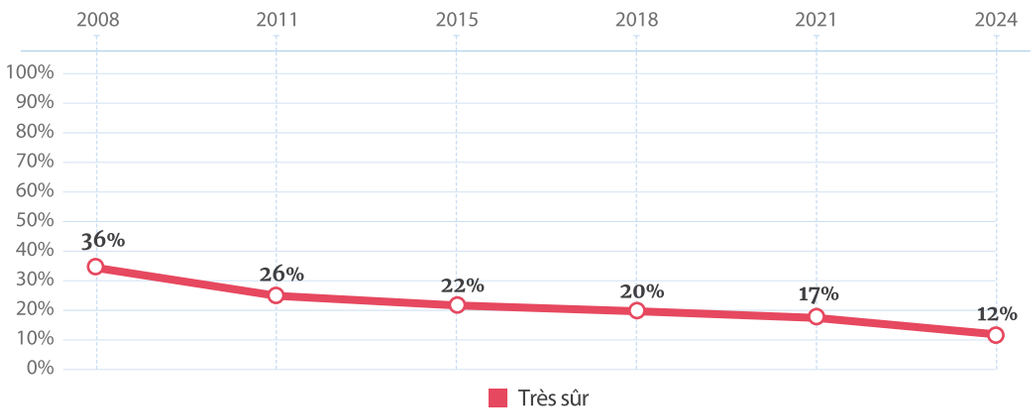
La pauvreté au sein de la communauté, est la menace la moins élevée et continue de décliner dans le classement des menaces, passant de 35 % à 32 %), bien que *les difficultés économiques des membres/le coût de la vie en augmentation* ait augmenté de 37 % à 41 %.

Figure 3. « Parmi ces menaces internes et externes, lesquelles représentent selon vous les menaces les plus sérieuses pour le futur d'une vie juive dans votre pays ? » 2024. (Pourcentage des répondants ayant donné une note de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5)

Sécurité et sûreté dans le contexte de l'après 7 octobre

L'enquête de 2024 reflète une dégradation dans la situation sécuritaire. Un pourcentage important atteignant les 38 % signalent que leurs organisations ont soufferts d'incidents antisémites depuis le 7 octobre et une grande majorité (78 %) indiquent qu'il est devenu moins sûr de vivre et pratiquer son judaïsme dans leur ville de résidence. Bien que 73 % considèrent qu'il est encore sûr, le nombre de personne se sentant *très en sécurité* continue à décliner, atteignant son plus bas niveau de 12 %, alors que plus d'un quart dit se sentir actuellement ne pas être en sécurité. Les dirigeants sont de plus en plus pessimistes concernant l'antisémitisme que par le passé, avec 83 % s'attendant à une aggravation du problème pour les années à venir, comparé à 70 % en 2021.

Figure 4. « Dans quelle mesure pensez-vous qu'à l'heure actuelle, il est possible de vivre son judaïsme en toute sécurité dans la ville dans laquelle vous résidez ? » Evolution des réponses « très sûr » entre 2008 et 2024.



Les répondants ont signalé prendre de plus grandes précautions dans leur façon d'afficher leur identité juive. Un quart a répondu qu'ils seraient moins enclins à porter la kippa, alors que 32 % évitent les signes visibles (Tee-shirt, colliers) susceptibles de représenter une cible d'attaques physiques. Ils se sentent moins anxieux lorsqu'il s'agit de signes identitaires moins affichés comme une mezouza sur le linteau de la porte ou par les réseaux (s'identifiant comme Juif sur les réseaux sociaux), avec un taux de 75 % et 53 % respectivement, ne signalant aucun changement. Ils sont également plus enclins (48 %) à rejoindre des manifestations pro-israéliennes où ils sont en mesure d'afficher leur identité de façon anonyme. Ceci reflète aussi le point de vue dominant (78 %) selon lequel leurs gouvernements ont correctement répondu aux besoins sécuritaires de leurs communautés et l'estimation que leurs communautés sont soit très (41 %) soit *relativement préparées* (41 %) à agir en cas d'urgence.

Emigration

Les dirigeants Juifs ayant participé à l'enquête de 2024 ne sont pas plus enclins à émigrer que les dirigeants ayant participé à l'enquête en 2021 et leur estimation concernant la tendance à l'émigration au sein de leur communauté reste virtuellement inchangée : la moitié s'attend à une augmentation limitée (39 %) ou aucune (8 %). L'antisémitisme est actuellement la raison principale mentionnée pour l'émigration, Israël restant de loin la destination préférée.

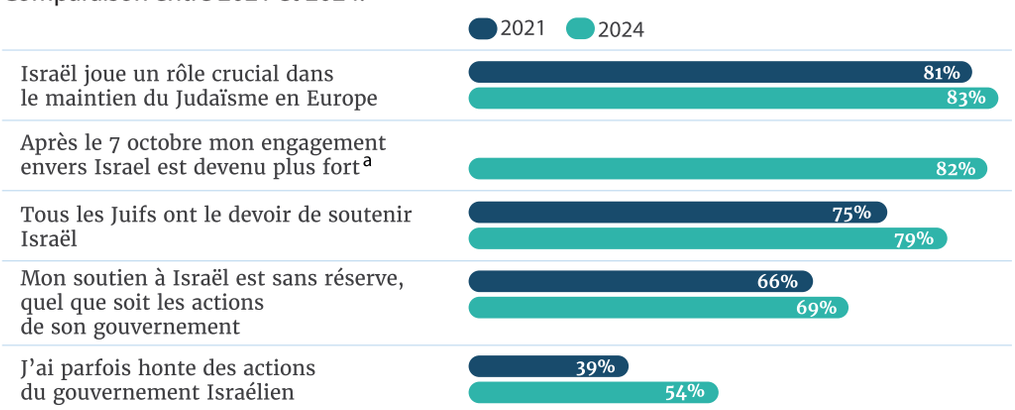
Israël

Les Juifs d'Europe se sont rassemblés pour soutenir Israël, même après être devenus plus sensibles sur l'impact des événements sur leur propre vie. La grande majorité des répondants, 82 %, ont signalé que leur engagement à Israël était plus fort depuis le 7 octobre, et une majorité grandissante pense que les Juifs ont la responsabilité de soutenir inconditionnellement Israël. La division comme problème au sein de la communauté a décru, puisque la vaste

majorité déclare que c'est mineur (36 %), gérable (32 %) ou inexistant (19 %).

Simultanément, 93 % consentent actuellement que les événements survenant en Israël sont susceptibles de causer une augmentation de l'antisémitisme dans leur pays, comparé à 81 % il y a trois ans, alors qu'une majorité grandissante consent que les médias de leur pays présentent péjorativement Israël. Ceci se fait ressentir dans l'augmentation – la majorité est actuellement de 53 % - déclarant être parfois honteux des actions du gouvernement israélien et peut-être, selon l'opinion largement répandue, qu'Israël est essentielle pour la vie juive en Europe.

Figure 5. Déclarations sélectionnées concernant Israël. Tout à fait et plutôt d'accord. Comparaison entre 2021 et 2024.



a. Elément présent depuis l'enquête de 2024.

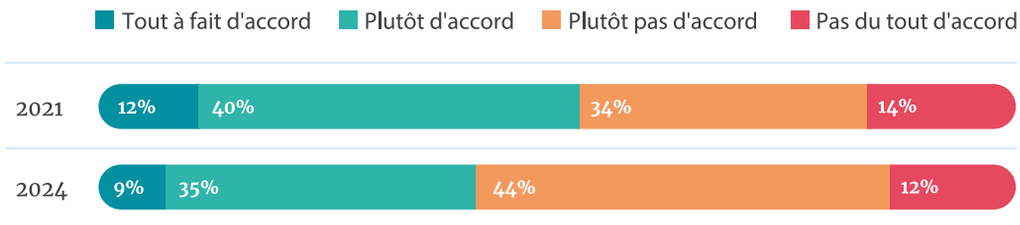
L'Europe et ses Juifs : une perspective continentale

Les résultats de cette année affichent évidement l'importance croissante de la place que les dirigeants accordent aux liens forts et aux responsabilités mutuelles des Juifs d'Europe. Une réponse presque unanime de 97 % accorde une grande importance au renforcement des liens avec les autres Juifs d'Europe et 85 % sont d'accord avec le fait que les Juifs d'Europe ont une responsabilité particulière les uns envers les autres.

Cependant dans les faits, la connaissance des dirigeants avec les autres Juifs d'Europe est limitée. Moins de deux tiers (60 %) disent avoir une connaissance directe de la situation dans les autres communautés juives d'Europe et moins de la moitié (46 %) connaissent des organisations juives européennes. Les données de cette année ont cependant affiché des signes d'arrêt ou d'inversion de la baisse constante de l'implication des dirigeants auprès de leurs voisins continentaux.

La plupart des dirigeants juifs européens interrogés sont pessimistes concernant le futur, bien qu'un peu moins concernant les Juifs d'Europe que l'Europe dans sa totalité. À 54 % le pessimisme à l'égard de leurs communautés est resté stable en dépit des événements récents, même si leur évaluation concernant l'avenir de l'Europe a varié de 8 points passant d'un 52 % relativement optimistes à 56 % quelque peu pessimistes.

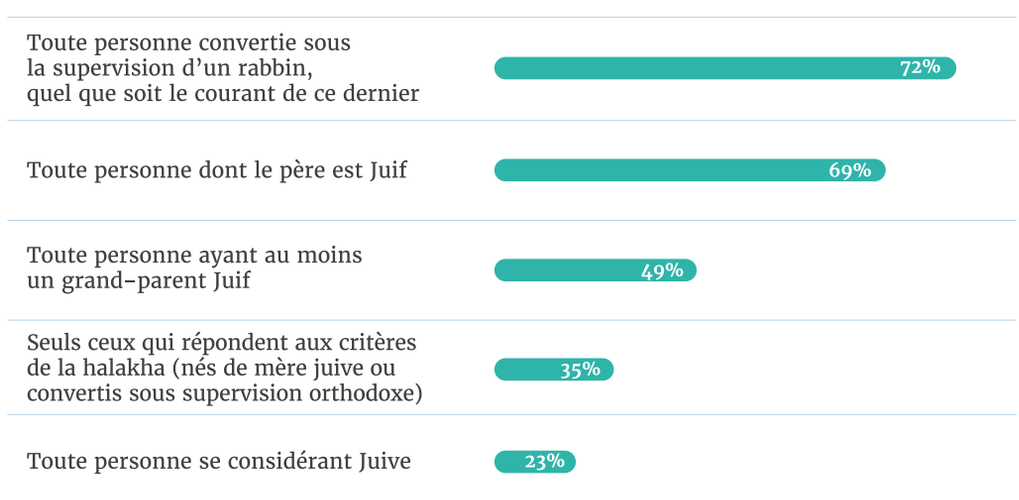
Figure 6. « Je suis optimiste quant à l'avenir de l'Europe ». Comparaison de 2021 et 2024.



Les enjeux internes de la communauté

Les tensions interconfessionnelles se sont encore atténuées cette année, poursuivant une tendance à long terme, avec 80 % des personnes interrogées les qualifiant d'au moins gérables. À la question clé « Qui est Juif ? », les répondants de 2024 ont réaffirmé leur préférence pour des critères d'adhésion à la communauté plus accommodants, avec 72 % en faveur de l'acceptation d'une personne convertie par un rabbin de toute confession. Le soutien à l'application de critères Halakhiques reste à environ un tiers.

Figure7. « Qui doit être accepté comme membre de la communauté juive ? » Tout à fait d'accord et plutôt d'accord. 2024.



Bien qu'une petite majorité de 53 % prédisent une dégradation des tensions communautaires, les répondants de 2024 ne sont pas plus pessimistes à propos de ces sujets qu'il y a trois ans.

A propos de la situation financière de leur communauté, la grande majorité dit être gérable ou mieux, avec une évaluation légèrement meilleure pour leurs propres organisations (77 % sont d'accord) que pour la communauté plus vaste (73 %). Ces majorités se sont restreintes depuis l'enquête de 2021 au plus fort de l'incertitude de la pandémie du Covid, alors que les chiffrent affichant que les finances de leurs organisations étaient ingérables ou critiques ont augmenté. Cette année, les dirigeants sont plus pessimistes concernant la situation financière, mais à nouveau moins concernant leurs organisations que leurs communautés.

Le cadre de 2024 signale que leurs organisations sont légèrement moins

engagées dans une planification stratégique qu'il y a trois ans, mais un peu plus dans une planification de succession du leadership. Une certaine amélioration est évidente dans la représentation des femmes dans les conseils d'administration, avec 33 % des répondants stipulant qu'au moins la moitié des membres du conseil sont des femmes, par rapport à 27 % en 2021.

Les différences régionales

La segmentation des données de réponse a fourni des informations importantes sur les différences d'attitudes entre les groupes d'âge, les courants religieux, les rôles communautaires et les régions géographiques. Les différences régionales sont particulièrement frappantes cette année, avec les retombées du 7 octobre pesant bien plus sur les répondants à l'Ouest que leurs collègues à l'Est.

L'inquiétude concernant l'antisémitisme s'est accrue dans les deux régions, les dirigeants du continent considèrent *la lutte contre l'antisémitisme* comme leur priorité principale. Cette inquiétude croissante est plus importante à l'Ouest (passant de 77 % à 86 % par rapport à 50 % à 55 %), alors que les répondants de l'Ouest l'ont classé comme la menace la plus sérieuse, ceux de l'Est l'ont placé seulement en 7ème position.

Les répondants de l'Ouest sont également deux fois plus concernés que ceux de l'Est par *le terrorisme et la violence contre les Juifs* représentant une menace sérieuse (72 % par rapport à 34 %). Pareillement, ceux de l'Est signalent massivement (95 %) que leurs villes restent sûres pour les Juifs, par rapport à une détérioration nette à l'Ouest, dont le chiffre stipulant qu'ils ne se sentent pas en sécurité est passé de 27 % à 33 %.

Cet impact différentiel est ressenti dans l'intensité des changements dans leurs opinions respectives. Alors que les deux ont priorisé leur *soutien à l'Etat d'Israël*, cette priorité vient en 8ème position à l'Est, alors qu'elle est passé en 5ème position pour ceux de l'Ouest. Les Juifs de l'Est sont moins susceptibles d'être *tout à fait d'accord* (44 % par rapport à 56 %) sur le fait que leur soutien à Israël s'est intensifié depuis le 7 octobre. La priorisation croissance de l'Est pour le *soutien aux Juifs en détresse à travers le monde* est pareillement amoindrie.

Les dirigeants de l'Est sont plus uniformément accommodants dans leur approche des questions du statut des Juifs et donnent la priorité à l'apport *de plus de programmes culturels ou d'activités pour les juifs non religieux*, que ceux de l'Ouest. Les Juifs d'Europe de l'Est sont plus optimistes quant à l'avenir des Juifs d'Europe, avec 66 % prédisant que cela sera dynamique, par rapport à 57 % en 2021, alors que les Juifs d'Europe de l'Ouest sont de plus en plus pessimistes (avec 59 % par rapport à 56 %).

A propos de l'échantillon des répondants

L'échantillon utilisé pour l'enquête de 2024 (879) est légèrement inférieur à celui de 2021 (1054), retournant au niveau de l'avant-Covid de 2018 (891). Les trois-quarts des répondants résident en Europe de l'Ouest, le plus grand centre de représentation juive du continent. L'Allemagne, la France et l'Italie sont les pays les plus représentés dans l'échantillon. Ceci est dû au fait que les communautés nationales ou les fédérations nationales de France, Allemagne et d'Italie – le *Fonds Social Juif Unifié*, le *Zentralrat der Juden in Deutschland* et l'*Unione delle comunità Ebraiche Italiane* (UCEI), ont collaboré avec le JDC-ICCD afin d'atteindre le plus grand nombre de répondants. Ces échantillons nationaux solides fournissent aux partenaires des informations fiables et à jour pour l'élaboration de leurs politiques.

Le ratio en termes de sexe de 2024 est similaire à celui de 2021, bien que légèrement plus d'hommes y ont participé. Les répondants de cette année sont également légèrement plus âgés, avec moins de jeunes dirigeants, et plus âgés entre 41 et 54 ans.

Les répondants s'identifiant selon leur religion ou courant l'ont fait selon une proportion relativement similaire à celle de 2021. Un peu plus d'un tiers de l'échantillon s'identifie comme juif orthodoxe, un quart comme massorti, libéraux ou réformistes, et le reste comme laïc ou culturels. Concernant la pratique religieuse, une petite majorité se considère comme « religieux » ou « plutôt religieux » par rapport à 46 % se définissant comme « non-pratiquant » ou « plutôt non-pratiquant ».

Plus de la moitié des répondants (55 %) sont représentants élus ou nommés et plus d'un quart (28 %) des professionnels communautaires, avec un petit nombre de rabbins (9 %) et d'activistes (8 %).

Pour les besoins de cette enquête, les rôles suivants ont été inclus dans la définition de « dirigeants » et « professionnels communautaires » : présidents et présidentes d'organisations -parapluie nationales ou fédérations; présidents et présidentes et directeurs et directrices exécutifs de fondations juives privées, organisations de charité et autres initiatives privées; présidents et représentants de communautés juives organisés au niveau des villes; directeurs exécutifs et coordinateurs de programmes ainsi que membres anciens et actuels de conseils d'administration; directeurs et directeurs exécutifs d'agences juives ou de départements en charge des affaires sociales juives; directeurs et coordinateurs de programme de corps éducationnels juifs et départements de fédérations et communautés juives; proviseurs d'écoles juives; éducateurs informels juifs éminents dont des rabbins; directeurs et coordinateurs de programmes de départements de jeunesse dans les fédérations ou communautés juives; directeurs et directeurs exécutifs de centres communautaires juifs; responsables d'équipes de programmation pour initiatives juives non institutionnalisées; jeunes activistes éminents entrepreneurs médias juifs d'influence; et donateurs importants aux communautés.

I. Introduction

Un des premiers objectifs de l'*enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs* est d'identifier les priorités et défis principaux actuels des communautés juives européennes. L'enquête examine également d'autres sujets tels que la sécurité et la sûreté, l'émigration et la perception face à Israël et l'Europe, ainsi que les enjeux communautaires internes, les tensions interconfessionnelles, finances organisationnelles et communautaires, planification et gouvernance. Chaque enquête triennale ajoute des nouvelles perceptions sur l'évolution de la pensée juive européenne sur les enjeux affectant le bien-être de ses communautés.

Cette année l'enquête a été menée durant le traumatisme du 7 octobre et de la guerre dans laquelle Israël est entrée depuis ces derniers mois. Le résultat reflète ceci, apportant une définition à l'impact important de ces événements sur les Juifs d'Europe, en Israël et à travers le monde. Ceci a été renforcé par les données d'un ensemble de questions se concentrant sur les changements vécus par les dirigeants durant cette période de bouleversement au niveau politique et social.

L'enquête se concentre sur les priorités et enjeux pressant dominant l'agenda opérationnel des dirigeants juifs européens actuels. Ces priorités constituent l'essentiel du rapport, représentant les défis actuels nécessitant l'attention, des ressources et des actions des dirigeants, leurs organisations et leurs communautés. Les autres sections de ce rapport explorent le contexte dans lequel l'agenda opérationnel actuel a été établit. Sur la base des données comparatives indiquant des changements et tendances, les résultats de l'enquête présentent un aperçu des évaluations des dirigeants concernant les principaux enjeux auxquels eux tout comme leur communauté doivent faire face, et cette année reflète clairement le changement de réalité après le 7 octobre. Analysé dans la section sur les menaces concernant *l'avenir de la vie juive* et par la suite élaborée dans les sections spéciales, il s'agit de défis ayant formé la priorité de l'agenda des dirigeants.

Grâce aux perspectives sur la situation des Juifs européens au printemps 2024, l'enquête européenne fourni une base de comparaison avec les enquêtes menées sur les enjeux liés, réalisée ces derniers mois aux Etats-Unis et ailleurs[1]. Cela a apporté une grande contribution à notre compréhension collective suite à l'impact du 7 octobre sur le monde juif dans son ensemble.

1. Par exemple, *l'Enquête d'opinion juive américaine du comité juif américain* de 2024, conduite en même temps que l'enquête des dirigeants européens et posant le même type de questions.

II. Les priorités de la communauté

Tout comme pour les enquêtes précédentes, il a été demandé aux répondants de noter 18 enjeux selon leur priorité, la note 1 (n'est pas du tout une priorité) à 10 (priorité absolue) (Figure 8). Les priorités les plus importantes de 2024 (ayant obtenu la note de 8 ou plus) sont les suivantes: *combattre l'antisémitisme* (8,9), *soutenir les juifs en précarité de votre Communauté* (8,8), *soutenir l'éducation juive* (8,7), *inclure la jeunesse engagée dans les structures de gouvernance* (8,6), *soutenir l'Etat d'Israël* (8,2), *réduire les tensions communautaires et les divisions* (8,1), *soutenir les communautés juives en danger dans le monde* (8,1), *développer de nouveaux outils et moyens pour toucher les personnes non liées à la Communauté* (8,2), et *investir dans le développement du leadership* (8).

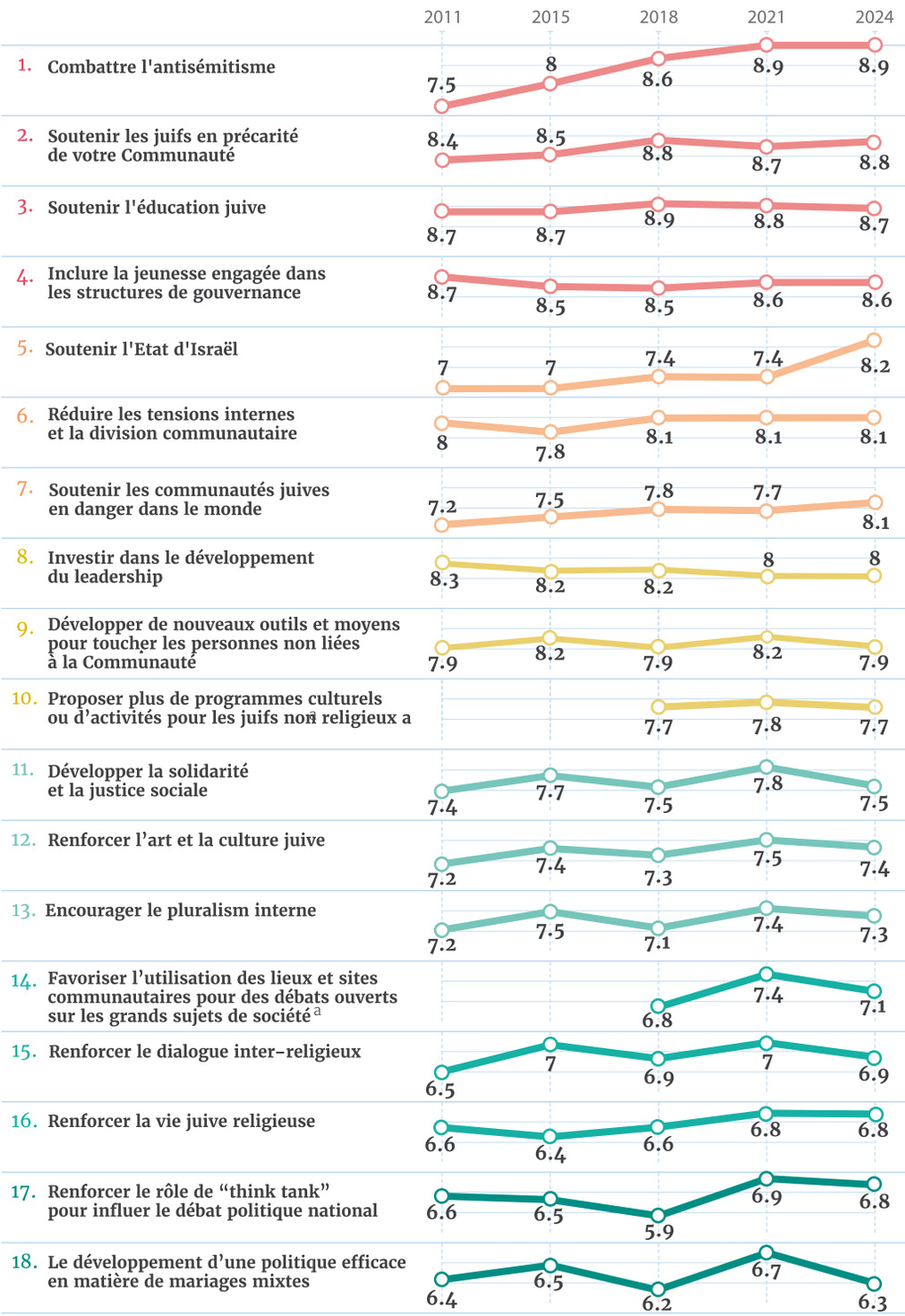
En dépit des différences notables avec l'enquête de 2024 reflétant le changement de la réalité de l'après 7 octobre, l'ordre des priorités reste constant dans l'ensemble. Bien que leur ordre puisse varier, les quatre priorités similaires – *combattre l'antisémitisme, soutenir l'éducation juive, soutenir les juifs en précarité de votre Communauté* et *inclure la jeunesse engagée dans les structures de gouvernance* – restent dans les priorités de chaque enquête depuis 2018, alors que quatre autres – *renforcer le dialogue inter-religieux*, *Renforcer le rôle de « think tank » pour influer le débat politique national, renforcement de la vie juive religieuse et le développement d'une politique efficace en matière de mariages mixtes* – ont reçu les places les moins élevées.

La rupture la plus marquante pour l'ensemble de la stabilité est la montée constante que les dirigeants apportent à *combattre l'antisémitisme*, classé en premier cette année avec une note de 8,9. Bien que cette position ait pu être attendue en 2024, les données des années récentes indiquent que les dirigeants l'ont considéré comme une priorité d'urgence croissante bien avant la montée de l'antisémitisme suite au 7 octobre. Alors qu'elle n'avait obtenu que la 7ème place en 2011 avec une note de 7,5, elle est passée à la 6ème place en 2015 (8,0), puis la 3ème place en 2018 (8,6) avant de passer en haut de la liste en 2021 (8,9), affirmant son statut en 2024 avec une note inchangée.

Simultanément, le 7 octobre et son impact se sont fait ressentir dans l'augmentation de la priorité accordée à deux autres enjeux, et particulièrement *soutenir l'Etat d'Israël*. Ce sujet n'a pas fait partie des 10 priorités par le passé, sa note de 7,4 pour 2021 ne lui a accordé que la 14ème place. Cependant en 2024, sa note est montée de presque un point (0,8), passant à 8,2, lui accordant la 5ème place.

Un effet similaire même si moins marquant a été noté concernant le soutien *des communautés juives en danger dans le monde*. Ce sujet a augmenté d'un demi-point (0,4) passant de 7,7 en 2021 à 8,1 en 2024, de la 10ème place à la 8ème place.

Figure 8. Causes communautaires. « Veuillez indiquer les sujets prioritaires pour les 5 à 10 années ». Réponses entre 1 et 10 pour 2011-2024.



a. Elément présent depuis l'enquête de 2018.

Comme par le passé, il ressort de l'image un consensus auprès des dirigeants des différents sous-groupes, avec cependant quelques valeurs à souligner. Les dirigeants âgés de plus de 55 ans par exemple, favorisent le *combat contre l'antisémitisme* plus qu'aucun autre sous-groupe, lui accordant une note de 9,2 (par rapport à 8,4 pour les moins de 40 ans). Ceci est comparable à la prochaine note la plus élevée de 9,1 accordée par les dirigeants culturels/laïcs et femmes et une note de 8,9 pour l'ensemble.

Les répondants les plus âgés et les dirigeants orthodoxes ont donné au *soutien à l'Etat d'Israël* les notes les plus élevées de 8,6. Cette note contraste grandement avec celle donnée par les répondants âgés de moins de 40 ans. Alors que les jeunes répondants ont augmenté la note à ce sujet passant de 6,0 en 2021 à une note de 7,1 en 2024, elle a été la plus faible de tous les sous-groupes. Un demi-point (0,5) inférieur à la note la plus basse (professionnels juifs, 7,7) et plus d'un point (1,1) en moins que l'ensemble de la note de 8,2. Nous avons également observé une disparité entre les dirigeants orthodoxes donnant une note de 8,6 et les massorti, libéraux et réformistes (abrégé désormais MLR) et dirigeants culturels/laïcs donnant une note de 8,0.

Les données révèlent également des différences importantes entre les régions. Les répondants de l'Europe de l'Est ont plus tendance à prioriser *proposer plus de programmes culturels ou d'activités pour les juifs non religieux*, donnant une note de 8,3 par rapport à 7,5 pour ceux d'Europe de l'Ouest, et 7,7 dans l'ensemble, et le *renforcement de l'art et la culture Juive* (7,8 par rapport à 7,3 à l'Est avec une note générale de 7,4). Ceci reflète une approche plus laïque et culturelle de l'identité juive qui prévaut dans la partie anciennement communiste de l'Europe. En revanche, les dirigeants de l'Ouest accordent une plus grande priorité au fonctionner comme groupe de pression dans les politiques nationales, lui donnant une note de 7,1 (par rapport à 6,8 en général) bien plus élevé que pour l'Europe de l'Est avec une note de 5,7.

La comparaison sur la façon dont les dirigeants des deux régions classent les enjeux liés au 7 octobre est également très intéressant. *Soutenir l'Etat d'Israël* a atteint la sixième place dans les deux régions entre 2021 et 2024 mais cette augmentation est plus évidente à l'Ouest. Dans cette région, les dirigeants l'ont faite passer d'une 11ème place en 2021 à la 5ème place en 2024 alors qu'à l'Est, l'augmentation est passée de la 14ème place assez faible à une place moyenne se situant à la 8ème place. De même, alors que les dirigeants des deux régions ont fait monter le *soutien aux communautés juives en danger dans le monde* de deux places entre 2021 et 2024, l'Ouest l'a fait passer de la 9ème à la 7ème place, alors que l'Est l'a fait passer de la 11ème à la 9ème place.

L'exception de « l'intensité différentielle » entre l'Est et l'Ouest se trouve dans le sujet du *combat de l'antisémitisme*. Les dirigeants de l'Est ont fait passer cette priorité de la quatrième place en 2021 à la première place en 2024, s'alignant avec l'Ouest qui l'avait déjà classé comme première priorité lors de l'enquête précédente et réitérant ce classement cette année.

L'enquête de cette année a également mis en lumière des différences de sexe intrigantes. Les répondants femmes ont généralement affiché une légère tendance à classer les priorités plus élevées que les hommes. Ce classement est plus évident dans les sujets tels que

combatte l'antisémitisme classé par les femmes répondant avec une note de 9,1 par rapport à une note de 8,8 pour les hommes, et s*outenir les Juifs en précarité de votre Communauté* (8,9 par rapport à 8,6), et i*nclure la jeunesse engagée dans les structures de gouvernance* (8,7 contre 8,5). La différence est particulièrement prononcée dans *développer la solidarité et la justice sociale* (7,7 contre 7,3), *développer l'art et la culture Juive* (7,7 contre 7,3) et *renforcer le dialogue inter-religieux* (7,3 contre 6,6).

Cependant cette tendance n'est pas ressentie dans tous les domaines. Les hommes ont accordé une place bien plus élevée que les femmes à propos du *renforcement de la vie religieuse juive* (7,0 par rapport à 6,4), ainsi que pour le *développement d'une politique efficace en matière de mariages mixtes* (6,6 contre 6,1). Un autre sujet moins prononcé mais tout autant notable, les répondants hommes ont noté le *soutien à l'Etat d'Israël* plus élevé (8,3) que leurs collègues femmes (8,1).

III. Les menaces de l'avenir de la vie Juive

Tout comme dans les autres sections de l'enquête, les réponses concernant les menaces fournissent une image de ce que les dirigeants juifs considèrent comme les dangers et défis les plus importants ainsi que des données à jour pour une comparaison sur du long terme. Cette année il a été à nouveau demandé aux répondants de classer 17 sujets – certains internes à la communauté, d'autres externes – qui pourraient être considérés comme menaces sérieuses pour l'avenir de la vie juive dans leurs pays.

"L'antisémitisme est une menace à un niveau de violence auquel nous ne nous attendions pas ni à son caractère massif. Il enferme les Juifs et ferme la porte de certains aspects de la société environnante."

(Professionnel communautaire, France)

Les réponses sont notées sur une échelle de 5, 1 indique *pas du tout menaçant* et 5 *menace très sérieuse*. L'unité utilisé pour cette enquête est le pourcentage de répondant ayant noté une menace en lui donnant 4 (*sérieuse*) ou 5 (*très sérieuse*).

Comme présenté dans la figure 9, les réponses de cette année poursuivent une tendance à long terme selon laquelle les répondants perçoivent un nombre grandissant de menaces comme de plus en plus sérieuses. Les chiffres de 2024 sont remarquablement similaires à ceux de 2021 ayant été récoltés durant la crise du Covid et affichent actuellement une élévation du nombre de menaces considérées comme sérieuses depuis 2018.

Cependant, une hausse importante a été observée dans le pourcentage de répondants considérant une menace comme sérieuse (notée entre 4 et 5) suite et après le 7 octobre. Tout comme en 2021, l'*antisémitisme* est considéré comme la plus grande menace, identifiée comme sérieuse par 79 % des répondants. Ensuite suit *l'aliénation des Juifs de la vie communautaire* (74 %). La place élevée occupée par l'aliénation peut refléter une inquiétude selon laquelle certains Juifs répondent à l'antisémitisme croissant en se distançant de la vie juive.

Bien que leur placement reste relativement inchangé, l'inquiétude concernant ces menaces a grandement augmenté depuis la dernière étude, avec 8 % de répondants de plus considérant *l'antisémitisme* une menace plus sérieuse qu'en 2021 (71 %) et 4 % de plus concernant *l'aliénation des Juifs* (70 %) en 2021. *Le terrorisme et la violence contre les Juifs* continue d'émerger comme une inquiétude grandissante, ayant actuellement rejoint la 5ème place (avec le *manque d'engagement des membres dans la vie communautaire et les activités de l'Institution et le déclin démographique*), alors qu'elle se trouvait en 11ème place il y a trois ans. Lorsque ce sujet a été soulevé pour la première fois lors de l'enquête de 2018, 40 % des dirigeants l'ont considéré comme *sérieux* ou *très sérieux*. En 2021 le pourcentage est passé à 53 %, augmentant de 11 % supplémentaires, culminant à 64 % pour la menace *de terrorisme et violence contre les Juifs* considérée comme sérieuse.

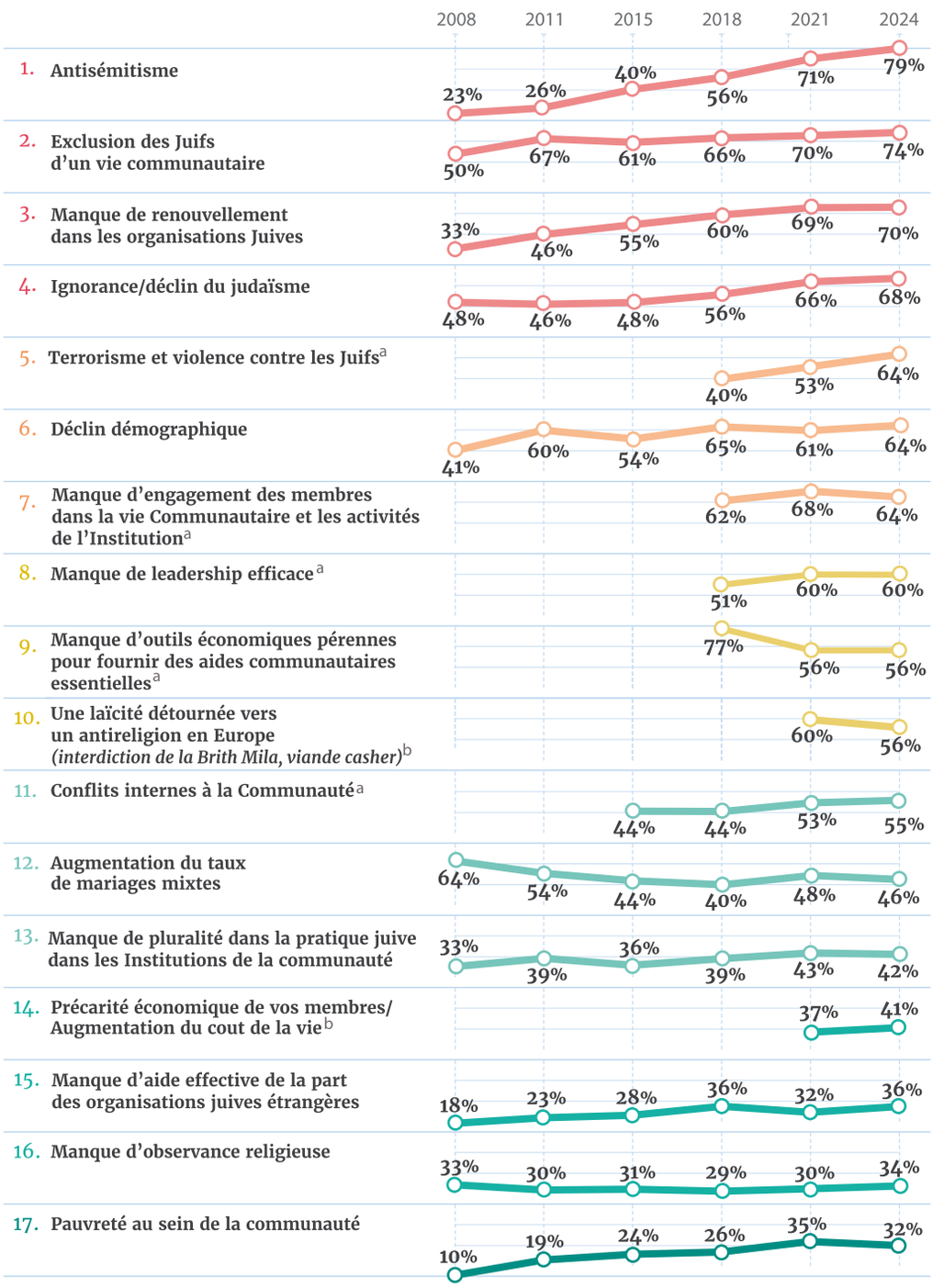
"Je pense que nous ne pouvons pas continuer à faire la même chose et s'attendre à des résultats différents concernant l'éducation juive. "

(Professionnel communautaire, Espagne)

De même, une inquiétude concernant *le manque d'engagement des membres dans la vie communautaire* a baissé de 4 %, passant à 64 % en 2024 contre 68 % en 2021. Cette chute peut être expliquée par les événements récents ayant réuni les communautés juives ensemble. Il est également possible d'observer une baisse de 4 % dans *une laïcité détournée vers un antireligion en Europe (interdiction de la Brith Mila, viande casher)*, considéré à 56 % comme *sérieux* cette année par rapport à 60 % il y a trois ans.

Une autre déviation d'intérêt concerne l'aspect *précarité économique de vos membres/augmentation du cout de la vie*. Bien que cette menace n'arrive pas en premier, le nombre de dirigeants mentionnant ceci comme *sérieux* ou *très sérieux* est passé à 41 % contre 37 % il y a trois ans. De façon intéressante, *la pauvreté au sein de la communauté* – la menace longtemps classée comme la moins sérieuse – semble s'atténuer davantage comme danger, avec 32 % la considérant comme *sérieuse* cette année contre 35 % en 2021.

Figure 9. « Parmi ces menaces internes et externes, lesquelles représentent selon vous les menaces les plus sérieuses pour le futur d'une vie juive dans votre pays ? » (Pourcentage de répondants donnant une note entre 4 et 5 sur une échelle de 1 à 5) – comparaison entre 2008-2024.



a. Elément présent depuis l'enquête de 2018. b. Elément présent depuis l'enquête de 2021.

"Ile coût de la vie est de plus en plus cher, le prix de la nourriture, du gaz et de l'électricité augmente. Pour une personne moyenne de la communauté, il devient très difficile de pouvoir se permettre un camp de vacances d'été ou une école juive."

(Professionnel communautaire, Bulgarie)

Des différences importantes sont observées selon les régions sur des sujets liés à la sécurité et la sûreté qui concernent les dirigeants de l'Ouest plus encore que ceux de l'Est. *L'antisémitisme* est considéré comme une des principales menaces selon les répondants de l'Ouest, 86 % la note comme *sérieuse,* représentant une augmentation de 9 % par rapport à 2021 (77 %). En revanche, non seulement moins de répondants de l'Est l'ont noté de la même façon (55 %), mais l'augmentation de 5 points par rapport aux 50 % de l'enquête précédente était beaucoup plus faible qu'à l'Ouest. Ce sujet a été classé en 7ème position par les répondants de l'Est, derrière *l'aliénation des Juifs de la vie communautaire* (75 %), *manque de renouvellement dans les organisations juives* (66 %) et *ignorance du judaïsme* (66 %). De même, *le terrorisme et la violence contre les Juifs*, placée en 3ème position à l'Ouest avec 72 % est la troisième avant la fin à l'Est, avec seulement 34 % des répondants la considérant comme *sérieuse*. Les répondants de l'Est sont également bien moins concernés par les efforts de bannir certaines pratiques religieuses, avec 29 % la considérant comme *sérieuse* contre 63 % à l'Ouest.

Il semblerait que les dirigeants d'Europe de l'Ouest se concentrent bien plus sur *l'antisémitisme* que par le passé. En 2021, après l'avoir classé comme la plus grande menace, à seulement 6 % de la deuxième menace de *l'aliénation de la vie juive* (77 % contre 71 %), en 2024 ces deux menaces occupent toujours la première et la deuxième place, mais leur pourcentage a doublé, passant à 86 % contre 74 %.

"Ma communauté est officiellement reconnue comme orthodoxe. Cependant les organisations juives non orthodoxes ne sont pas impliquées dans la vie interne de nos communautés et organisations. Cette séparation est absurde."

(Représentante élue, Italie)

Il n'existe aujourd'hui aucun débat dans les communautés, les divergences avec la « ligne officielle » n'est pas la bienvenue. Les religieux, par-dessus tout, la pluralité politique est considérée comme une menace."

(Activiste, Espagne)

Les leaders de l'Ouest sont plus enclins à considérer *le manque de pluralité dans la pratique juive dans les institutions de la communauté* comme une menace sérieuse que ceux de l'Est (43 % contre 35 %), même si comme nous l'avons observé, ils prioriseront *l'apport de plus d'activités pour les Juifs non religieux*, sujet noté par ceux de l'Ouest à 7,5 par rapport à 8,3 pour ceux de l'Est. Il est possible que cette divergence apparente souligne une priorisation plus intense des répondants de l'Ouest aux menaces externes.

"Quand allons-nous nous attaquer à la question de la responsabilité que les dirigeants des diverses tendances au sein du Judaïsme exercent sur ses membres, engendrant un refus croissant d'accepter un moyen différent de pratiquer le Judaïsme ? "

(Professionnel communautaire, France)

Les répondants de l'Ouest ont similairement noté *le manque de leaders efficaces* (62 % contre 56 %). En revanche, ceux de l'Est sont plus inquiets par *les difficultés économiques parmi les membres* (44 % contre 40 % à l'Ouest) et

particulièrement par *le manque d'aide effective apportée par les organisations juives étrangères* (42 % contre 34 %).

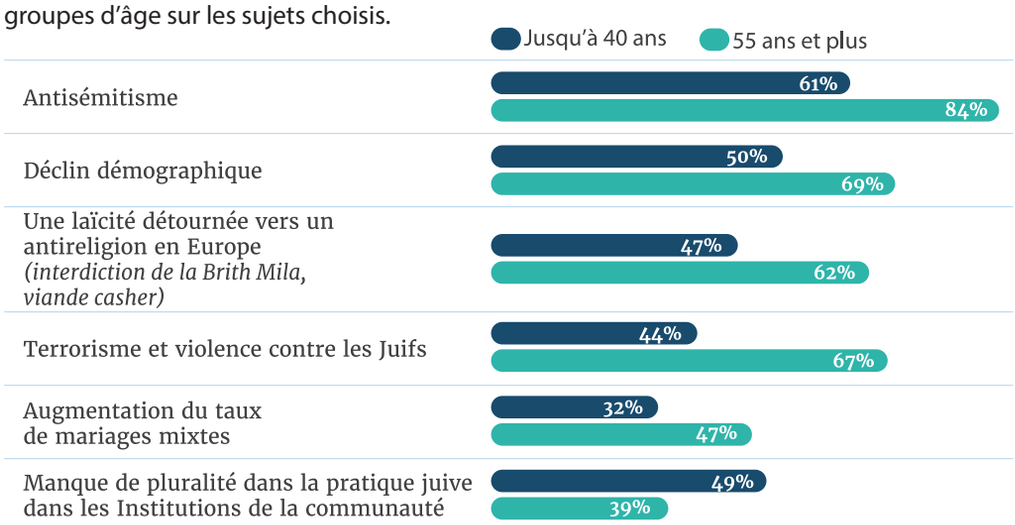
> *"Il est important de comprendre que la communauté juive n'a jamais été unifiée. Le pluralisme n'est pas une malédiction moderne, mais la caractéristique d'un être à laquelle nous devons faire face et non pas décourager."*
>
> *(Représentant élu, Hongrie)*

Les différences entre les dirigeants des divers courants religieux est plus prévisible. Les dirigeants MLR sont particulièrement concernés par *les conflits internes à la Communauté* (62 % contre 52 % pour les Juifs culturels/laïcs et 49 % pour les Juifs orthodoxes). Les Juifs orthodoxes ont plus tendance à considérer des menaces comme *les efforts de bannir les pratiques religieuses* (71 % contre 50 % des Juifs MLR et 46 % des Juifs culturels/laïcs), *augmentation du nombre de mariages mixtes* (62 % contre 34 % contre 36 %) et *le manque d'observance religieuse* (49 % contre 32 % contre 19 %).

Des différences importantes sont visibles entre les différents groupes d'âge (Figure 10). Les plus jeunes répondants sont moins concernés que les anciens aussi bien par la menace la plus tangible de *l'antisémitisme* (61 % des moins de 40 ans contre 77 % des répondants âgés entre 41 et 56 ans et 84 % des plus de 55 ans) ainsi que *le terrorisme et la violence contre les juifs* (44 % contre 65 % contre 67 %), ainsi que pour les menaces moins immédiates sur *le déclin démographique* (50 % contre 63 % contre 69 %) et *l'augmentation du taux de mariages mixtes* (32 % contre 47 % contre 47 %). Ils sont plus concernés par *le manque de pluralité dans la pratique juive dans les institutions de la communauté* (49 % contre 40 % contre 39 %). En revanche, les répondants de plus de 55 ans ont plus tendance à citer *l'antisémitisme* (84 %), *le déclin démographique* (69 %) et *les efforts pour bannir certaines pratiques religieuses* (62 %) comme menaces sérieuses.

> *"Le nombre important de Juifs au Royaume-Uni ne sera semblablement plus le même dans les 40 ou 50 prochaines années et notre communauté, très vieille, se restreindra. Il existe une certaine complaisance à ce propos à mon avis. L'illusion de la permanence – de la richesse, la culture et le nombre de Juifs – est communément cru. "*
>
> *(Bénévole, Royaume-Uni)*

Figure 10. « Parmi ces menaces internes et externes, lesquelles représentent selon vous les menaces les plus sérieuses pour le futur d'une vie juive dans votre pays ? » (Pourcentage de répondants donnant une note de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5). Comparaison entre les groupes d'âge sur les sujets choisis.



IV. L'impact du 7 octobre

Un objectif clé de l'enquête de cette année a été d'apporter une définition empirique de l'évidence anecdotique des changements et défis auxquels les Juifs d'Europe ont été confrontés depuis le 7 octobre. Afin d'améliorer les perspectives produites suites aux questions pluriannuelles, l'enquête de 2024 a posé une série de questions spécifiques sur l'impact du 7 octobre comme celle de 2021 sur le Covid.

> *"Nous avons augmenté notre travail d'organisation de sécurité pour la communauté et les lieux juifs. Augmenté l'aide apportée aux Israéliens locaux. Accru le contact avec l'état et les organismes de sécurité. Augmenté l'attention portée sur les activités culturelles expliquant la réalité et la culture israélienne."*
>
> *(Représentante élue, Italie)*

Cette section spéciale a sondé les conséquences du 7 octobre sur la vie quotidienne des dirigeants et de leurs communautés. Elle s'intéresse aux besoins ou priorités particulières survenues depuis le 7 octobre dans la vie quotidienne des dirigeants et de leurs communautés, sur la façon dont leurs communautés ont répondu et la nature des programmes mis en place. Des questions ont également été posées aux dirigeants concernant les changements observés dans la participation aux événements communautaires, y compris s'ils ont été sollicités par des Israéliens vivant dans leurs villes.

> *"Les enfants Israéliens ont eu la possibilité d'étudier dans nos écoles, nous avons créé un programme pour aider les Israéliens à trouver un logement, ainsi qu'un numéro vert pour les Israéliens et autres événements. "*
>
> *(Représentant élu, Grèce)*

Plus de 7 sur 10 (71 %) ont déclaré que le 7 octobre a généré de nouveaux besoins au sein de leurs communautés, bien que l'on puisse observer des différences régionales. A l'Ouest, 76 % des répondants ont fait part de nouveaux besoins par rapport à seulement 52 % à l'Est. Bien que le chiffre soit moins élevé pour les répondants de l'Est, ils sont plus enclins que leurs compatriotes de l'Ouest (91 % par rapport à 84 % et 84 % dans l'ensemble) à signaler que leur organisation a entrepris des activités ou des programmes afin de répondre à ces besoins.

> *"Nous avons organisé des séances de soutien pour les membres de la communauté locale essayant d'accepter la situation, dont des séances avec des pédopsychologues préparant les parents à parler aux enfants."*
>
> *(Représentante élue, Pologne)*

> *"Nous avons commencé à relever toutes les menaces antisémites et de haine reçues par les réseaux sociaux afin de pouvoir les présenter aux autorités locales."*
>
> *(Professionnelle communautaire, Suède)*

De même, 30 % de l'échantillon total ont déclaré avoir observé une augmentation de la participation aux événements communautaires depuis le 7 octobre. Ce « dividende de participation » paraît être plus important à l'Ouest. 13 % de répondants en plus ont signalé une augmentation de la participation (33 %) par rapport à ceux ayant signalé une baisse (20 %), alors qu'à l'Est, il est possible d'observer une augmentation nette modeste de 3 % (20 % de participation en plus, 17 % en moins).

"Il semblerait que nous assistions à un nouvel esprit pionnier et que le besoin de se retrouver autour de divers événement est visible, renforçant notre communauté."

(Représentante élue, Pays-Bas)

"Au départ nous avons observé une baisse radicale, les gens n'osaient pas venir. Mais les semaines suivantes, nous avons observé une forte augmentation d'inscription des membres. "

(Professionnel communautaire, Suède)

"Suite au 7 octobre, une sensation d'unité est ressentie. De nombreux Juifs précédemment détachés de la communauté recherchent le contact."

(Représentante élue, Allemagne)

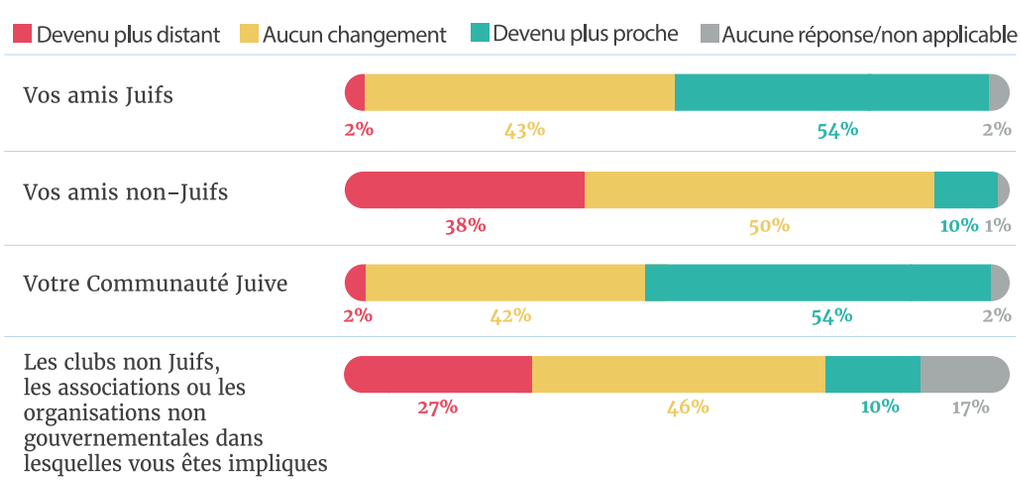
Venant s'ajouter à cette légère hausse, 45 % des dirigeants déclarent que des Israéliens vivant dans leurs villes ont fait appel à leurs organisations pour leur venir en aide. Une petite variation est visible entre l'Est (42 %) et l'Ouest (45 %) sur ce sujet.

Il a été également demandé aux répondants si, et de quelle façon, le 7 octobre et la guerre l'ayant suivie, ont porté atteinte à leurs relations avec différents groupes. Cette question a fourni une affirmation statistique selon laquelle la guerre a eu un impact social et psychologique, apportant une perception sur l'aspect subtile mais tout aussi profond de l'antisémitisme dans la vie quotidienne des répondants en tant que citoyens Juifs dans leur pays.

Les réponses affichées dans la figure 11 indiquent que les répondants sont devenus *plus distants* ou *bien plus distants de leurs amis non Juifs* (38 %) et *d'organisations non juives* auxquels ils sont liés (27 %). Simultanément, ils sont devenus *plus proches de leurs amis Juifs* (54 %), *communautés juives* (54 %) et *familles* (36 %).

Ces effets sont plus visibles à l'Ouest, où 41 % sont devenus *plus distants de leurs amis non Juifs* (par rapport à 24 % à l'Est) et 30 % *d'organisations non juives* (par rapport à 17 %). Les répondants de l'Ouest ont plus tendance à signaler des *liens plus proches avec leurs amis Juifs* (55 % par rapport à 46 %), *communautés juives* (57 % par rapport à 43 %) et *familles* (39 % par rapport à 29 %).

Figure 11. « En pensant à votre situation personnelle, dans quelles mesures considérez-vous que la guerre en Israel et ses conséquences en Europe ont affecté votre relation avec… »



Cet éloignement est plus ressenti auprès des jeunes répondants, 47 % d'entre eux signalent un éloignement *des amis non Juifs* et 38 % *d'organisations non juives*. Cependant, cet effet semble se modérer avec l'âge. Les groupes plus âgés signalent moins de mise à l'écart de la part de leurs amis non Juifs (entre 41 et 54 ans = 40 %, âgés de plus de 55 ans = 35 %), ainsi que des organisations non juives (26 % et 25 %). Ceci peut être dû à l'exposition à l'hostilité antisémite à laquelle les jeunes répondants font face dans les campus ou plus généralement dans leur vie de célibataire. Les femmes ont plus tendance que les hommes à signaler leur *éloignement d'amis non Juifs* (46 % par rapport à 32 %) et *d'organisations non juives* (32 % contre 23 %).

"Je me sens étranger dans une terre étrangère. Je ne ressens plus qu'il s'agit de mon pays ou de ma ville. "

(Rabbin, Espagne)

"Je vis plus dans une bulle juive qu'avant. J'hésite à afficher mon identité juive en public, je cache mon rôle/mon identité afin d'éviter de subir un antisémitisme direct. "

(Représentante élue, Allemagne)

Les dirigeants d'autres sous-groupes ont donné des réponses très similaires à ces questions, soulignant l'impression générale, en tant que Juifs, que les répondants se sentent plus isolés de leur environnement non juif et se soutiennent mutuellement.

Pour garantir la dimension humaine de ces retombées reflétées dans les données, l'enquête invite les répondants à décrire dans leurs propres mots l'effet du changement de leur environnement sur leurs vies. Les déclarations suivantes sont des témoignages poignants de la façon dont les Juifs d'Europe ressentent l'éloignement de leurs environnements plus larges.

"Je suppose que le traumatisme est toujours là. On a l'impression que c'est le 7 octobre encore et encore tous les jours. Ma vie et la vie de tous les Juifs que je connais ont changé depuis. Je me sens moins en sécurité, je me sens moins accepté, je me sens moins intégré dans la société à laquelle je pensais appartenir. "

(Professionnelle communautaire, Italie)

"Je me méfie davantage de parler d'Israël ou du fait que je suis Juif à des étrangers. Mes amis non Juifs proches m'ont entouré, je me souviendrai toujours de ceux qui m'ont contacté pour savoir comment j'allais et ceux qui sont resté silencieux. "

(Représentante élue, Royaume-Uni)

"J'ai des amis Juifs et de la famille à qui parler mais avec mes amis non Juifs j'évite le sujet. Avec d'autres amis non Juifs j'ai même cessé toute communication. Être connecté et discuter de sujets avec divers groupes juifs aide beaucoup, alors que suivre les réseaux sociaux de mes amis non Juifs m'attriste énormément et me frustre pour des jours. "

((Représentante élue, Croatie)

"Le plus difficile pour moi dans cette situation est de ressentir la solitude et l'abandon, qui même s'il n'est pas intentionnel de la part des cercles non Juifs dont je faisais partie et pourtant devenu une réalité. Je me sens déraciné de la réalité dans laquelle je vivais jusqu'à présent, puisque j'étais enraciné dans des environnements Juif et progressiste (ouvert aux minorités, multi-ethnique, tolérant et solidaire). Je ne me sens plus chez moi les derniers temps et c'est extrêmement douloureux."

(Professionnelle communautaire, Pologne)

"Après ce que j'ai vu et entendu ces derniers mois, en personne et par d'autres Juifs, je trouve de plus en plus difficile de ne pas penser en termes de « nous les Juifs » et « eux les non-Juifs » concernant la société italienne. "

(Représentant élu, Italie)

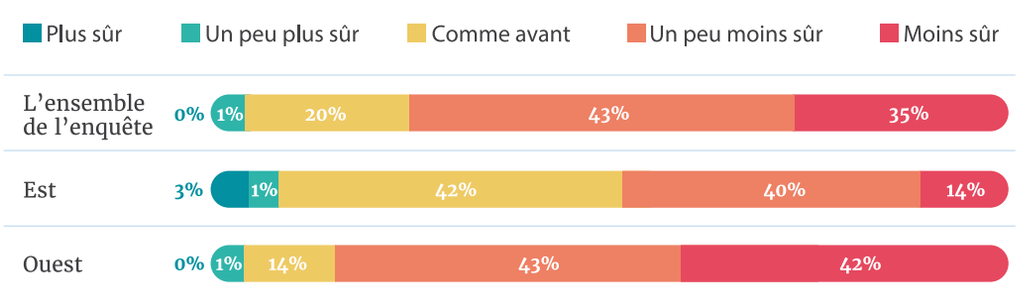
V. Sécurité et sûreté dans le contexte de l'après 7 octobre

Au premier abord, la perception des dirigeants concernant la sécurité semble avoir légèrement changé depuis la dernière enquête. En 2024, 73 % des répondants ont signalé qu'il est *plutôt sûr* ou *très sûr* de vivre et pratiquer une vie juive dans leurs villes, seulement 5 % de moins qu'en 2021 (78 %). En examinant de plus près ces données, elles indiquent que les dirigeants Juifs d'Europe, ceux de l'Ouest en particulier, se sentent moins en sécurité qu'il y a trois ans.

Nous observons une poursuite de ce déclin sur du long terme pour ceux déclarant qu'il est *très sûr de vivre et pratiquer une vie juive dans votre ville*. Depuis 2008, alors de 30 % des répondants déclaraient que leur ville était *très sûre*, le nombre se réduit à chaque enquête, atteignant les 17 % en 2021 et seulement 12 % en 2024.

De plus, comme illustré dans la figure 12, les répondants signalent que leur sentiment de sécurité a été négativement affecté depuis le 7 octobre. Dans l'ensemble, 78 % déclarent qu'il est *plutôt sûr* ou *moins sûr de vivre comme Juif dans leur ville*. Ceci est particulièrement vrai en Europe de l'Ouest, 85 % des dirigeants signalent se sentir moins en sécurité qu'avant le 7 octobre par rapport à un pourcentage inférieur mais tout autant important de 54 % à l'Est. En effet, les distinctions régionales à ce sujet sont importantes, les données dévoilant un contraste net entre la façon dont les mois précédents influençaient les communautés à l'Est à la différence de l'Ouest.

Figure 12. « Considérez-vous qu'après les évènements du 7 Octobre vivre et pratiquer son judaïsme dans votre ville est devenu… »



Les différences sont déjà présentes en 2021 lorsque 27 % des répondants de l'Ouest ont signalé que leurs villes n'étaient pas sûres comparé à seulement 5 % des répondants de l'Est, s'intensifiant en 2024. Le nombre de répondants d'Europe de l'Est ayant signalé ne pas se sentir en sécurité a augmenté de 6 % depuis 2021 en passant à 33 % alors qu'en Europe de l'Est, le nombre reste inchangé à 5 %.

En outre, alors que 38 % des répondants ont déclaré que leurs institutions ont subi des incidents antisémites depuis le 7 octobre, le chiffre était 40 % parmi les dirigeants de l'Ouest et seulement 30 % pour ceux de l'Est.

L'effet pratique de l'inquiétude grandissante concernant la sécurité et la sûreté se reflète dans les changements de l'identification publique des

répondants comme Juifs. Un tiers (32 %) se dit *moins susceptible de porter un collier ou un Tee-shirt avec des signes juifs*, alors qu'un quart (25 %) ont stipulé être *moins susceptibles de porter la Kippa*, et 18 % *s'identifient moins comme Juif sur les réseaux sociaux*.

L'image générale est tout de même mitigée. La réaction la plus commune des répondants a été de continuer à afficher leur judaïsme comme auparavant. Donc 43 % disent porter des colliers juifs etc. comme auparavant, comme 39 % des gens portant la kippa, alors que 56 % ne signalent aucun changement dans leur identification comme Juif sur les réseaux sociaux. Pour la Mezouza sur la porte, 75 % ne signalent aucun changement alors que seulement 14 % disent être moins susceptibles d'afficher leur identité de cette façon.

> *"Physiquement, je sens que nous sommes en sécurité dans mon pays, mais je ne pense pas que nous soyons « en sécurité » à de nombreux niveaux, que nous devrions aborder et aborder de façon stratégique."*
>
> *(Professionnelle communautaire, Pays-Bas)*

Cette tendance grandissante à la prudence a été compensée à certains degrés par un léger contre-effet, certains dirigeants se déclarant plus enclins à afficher de tels signes. Quatre pourcents ont déclaré être susceptible de porter la kippa, 10 % de porter des collier/Tee-shirt et 5 % d'avoir une Mezouza. Parmi les utilisateurs de réseaux sociaux, le nombre de personne ayant signalé une croissance de l'identification comme juif est de 18 %, la même proportion que signalée pour la baisse.

Ce contre-effet est important en termes de participation à montrer son soutien à Israël ou contre l'antisémitisme. Près de la moitié 48 % se disent être susceptibles de joindre des manifestations depuis le 7 octobre alors que seulement 9 % disent être moins susceptibles de le faire et 36 % ne signalent aucun changement.

Les changements signalés par les dirigeants dans ces affichages publics ajoutent à la baisse du sentiment de sécurité. Les répondants sont susceptibles d'éviter les comportements les exposant physiquement et individuellement (le port de la kippa, collier/Tee-shirt), mais moins si l'affichage est atténué ou filtré (Mezouza, réseaux sociaux) et peu probable lorsque l'exposition est collective (manifestations). Il semblerait que les dirigeants craignent de devenir une cible personnelle. Ils privilégient donc l'anonymat, la sécurité et le soutien mutuel en grand nombre.

Les différences régionales mentionnées ci-dessus se reflètent dans les différentes approches des dirigeants s'identifiant publiquement comme Juifs. Les répondants de l'Europe de l'Ouest étaient deux voire trois fois plus susceptibles d'éviter les affichages publics que ceux de l'Est. Lorsqu'il s'agit de porter une kippa, 30 % des répondants de l'Ouest étaient moins susceptibles de le faire, contre 10 % à l'Est, pour le port du collier/Tee-Shirt, 36 % à l'Ouest présentent une baisse contre 15 % à l'Est et pour la Mezouza, 16 % contre 7 %, et enfin pour l'identification comme Juif sur les réseaux sociaux, 21 % contre 8 %. Pour ce qui concerne la participation aux manifestations, le tableau est plus équilibré avec 84 % des répondants de l'Ouest et 81 % des répondants de l'Est déclarant qu'ils continueront comme par le passé, soit qu'ils participeront davantage et seule une petite proportion (10 % à l'Ouest contre 7 % à l'Est) signalent qu'ils y participeront moins.

Les femmes sont plus susceptibles de réduire leur visibilité comme Juives: 36 % des répondantes femmes contre 28 % des hommes évitent de porter des colliers ou des Tee-Shirt à prononciation juive depuis le 7 octobre, 16 % contre 12 % évitent la Mezouza et 22 % contre 15 % sont moins susceptibles de s'identifier comme Juifs sur les réseaux sociaux.

En revanche, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'accroître leur participation aux manifestations (51 % contre 45 %), bien que moins susceptibles de dire que leur niveau de participation reste inchangé (31 % contre 40 %).

De façon intéressante, aucune différence pertinente au niveau statistique n'existe entre les groupes d'âge ou les rôles communautaires, excepté pour les rabbins qui sont plus enclins à maintenir leur comportement précédent, avec aucun changement noté dans leur apparence comme porter la kippa (52 %) ou un collier/Tee-Shirt (54 %) ou avoir une Mezouza (87 %) et s'identifier comme Juif sur les réseaux sociaux (58 %).

A nouveau, la situation des manifestations est différente avec une parité approximative au niveau des rôles communautaires. Parmi les rabbins, 81 % est plus susceptible de participer à des manifestations contre 86 % des dirigeants laïcs et 82 % des professionnels et un peu moins avec 76 % pour les activistes.
Les répondants étaient pessimistes concernant l'antisémitisme à l'avenir. Leur demandant s'ils s'attendaient à une augmentation ou baisse de l'antisémitisme au cours des 5 à 10 prochaines années, 80 % ont prédit qu'il augmenterait, soit une hausse importante par rapport aux 68 % de 2021. Leur pessimisme s'est intensifié. Alors que 28 % des répondants en 2021 prévoyaient une augmentation *importante* de l'antisémitisme, en 2024 il s'agit de 45 % des répondants. En outre, les attentes d'une augmentation *modérée* ont diminué, ainsi, la majorité des personnes prédisant une augmentation de l'antisémitisme pense désormais qu'elle sera importante (45 % importante contre 35 % modérée), à l'inverse de 2021 où une majorité s'attendait à une augmentation modérée (40 % modérée contre 28 % importante).

Les données sur cette question sont une preuve supplémentaire de l'écart dans le domaine de la perception de la sûreté et sécurité entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest. Même si le pessimisme sur cette question a considérablement augmenté dans les deux régions depuis 2021, les répondants de l'Ouest sont plus de deux fois plus susceptibles que ceux de l'Est à prédire une augmentation importante (51 % contre 25 %).

Aucune autre différence n'a été observée à propos de cette question dans les autres sous-groupes.

Réponse du gouvernement en matière de sécurité

Les répondants des deux régions pensent que leurs gouvernements ont répondu correctement aux besoins en matière de sécurité des communautés juives. 78 % des personnes interrogées ont répondu affirmativement lorsque leur a demandé « D'après vous, le gouvernement de votre pays répond-il correctement aux impératifs de sécurité des communautés juives? » , une augmentation de 8 points par rapport à 2021 (70 %). Cette augmentation correspond au nombre plus important de répondants, 79 %

ayant signalé que la sécurité apportée par les agences gouvernementales a été relativement ou significativement renforcée depuis le 7 octobre.

Préparation aux situations d'urgence

Suite à la sombre évaluation de la situation sécuritaire actuelle et future, il a été demandé aux répondants d'évaluer dans quelle mesure leurs communautés sont préparées à faire face à une situation d'urgence. De façon intéressante, les réponses suggèrent une évaluation de la préparation en cas d'urgence légèrement moins optimiste qu'en 2021. Dans l'ensemble, 41 % de l'échantillon de 2024 ont déclaré que leurs communautés étaient préparées à un *haut* ou *très haut* niveau – une légère baisse par rapport aux 43 % ayant répondu de façon similaire il y a trois ans – un peu plus (19 % en 2024 contre 17 % en 2021) ont déclaré que leurs communautés étaient peu ou pas préparées du tout. Bien que sans impact important sur les statistiques, ces changements peuvent refléter une reconnaissance des limites des communautés dans la gestion de l'urgence actuelle.

"Nous devons comprendre clairement le problème de la part des agences gouvernementales et mieux coordonner la coopération avec les agences gouvernementales."

(Professionnel communautaire, Estonie)

"Nous devons prévoir les scénarios d'urgence (attaques physiques/verbales sur la communauté et/ou ses membres, discours haineux ou partial ou déclarations nettement anti-juives, discrimination institutionnelle, discrimination sur les lieux de travail etc.)."

(Représentant élu, Espagne)

"Il serait peut-être nécessaire d'enseigner à un plus grand nombre de membres de la communauté la façon de réagir en cas d'urgence sans être submergé par la peur."

(Rabbin, Italie)

VI. Emigration

L'enquête de cette année posait à nouveau deux questions sur l'émigration, l'une concernant les projets personnels des répondants et l'autre sur leur réflexion à l'égard de l'émigration dans leurs communautés. Malgré les inquiétudes accrues concernant la sécurité et l'antisémitisme croissant, ainsi que la hausse du pessimisme exprimé par les dirigeants, les réponses concernant l'émigration sont pratiquement identiques à celles de 2021.

Un pourcentage inchangé de 24 % déclarent avoir eux-mêmes envisagé d'émigrer en raison de l'insécurité dans leur pays en tant que Juifs. Par comparaison, 47 % des répondants en 2024 s'attendent à une émigration juive accrue de leur pays, contre 48 % en 2021. Un changement est cependant survenu dans l'évaluation par les dirigeants des motivations de leurs compatriotes Juifs à émigrer, l'antisémitisme étant désormais cité comme raison principale de 43 % contre 36 % en 2021.

Bien qu'Israël reste le premier choix de destination pour les dirigeants ayant eux-mêmes envisagé l'émigration (59 %), il est en légère baisse par rapport à 2021 (62 %), avec l'UE comme bénéficiaire apparent (11 % en 2024 contre 7 % en 2021). Lorsqu'interrogés sur l'émigration de la communauté dans l'ensemble, la proportion citant Israël est restée presque inchangée avec 50 % contre 49 % en 2021.

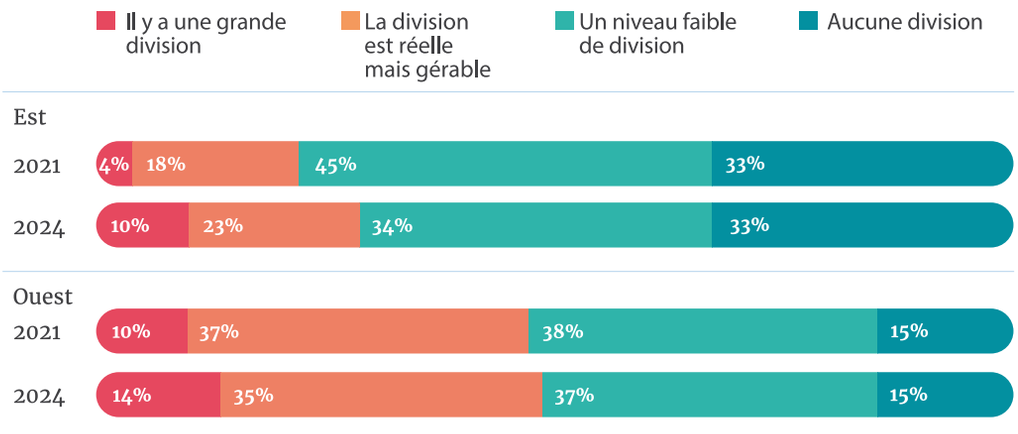
VII. Israël et la communauté juive européenne

Alors qu'Israël a toujours été une question fondamentale pour les Juifs européens, le 7 octobre et ses conséquences l'ont placé au premier plan de leur conscience et de leur vie en tant que Juifs. Plus que jamais, l'attitude des dirigeants à l'égard d'Israël est donc essentielle pour comprendre la dynamique des résultats de cette année et l'histoire nuancée qu'ils racontent sur la relation entre les Juifs d'Europe et l'État juif en cette période de crise commune.

Reconnaissant le fait que cette relation est de plus en plus complexe et émotionnelle, il a été demandé aux répondants: *dans quelle mesure ressentez-vous qu'il y a une division au sujet d'Israël dans votre communauté aujourd'hui?* Dans l'ensemble, 13 % ont signalé un grand niveau de division, alors que 19 % n'ont signalé *absolument aucune division*. La majorité des réponses se concentrent sur *il y a peu de division au sujet d'Israël* (36 %), et *la division existe, mais elle est raisonnable* (32 %). Les seules différences importantes entre les différents sous-groupes étaient régionales et confessionnelles. Comme dans les enquêtes précédentes, les répondants de l'Europe de l'Ouest ont indiqué que les divisions communautaires étaient un problème, bien plus que pour les dirigeants de l'Est, avec 14 % répondant de l'Est déclarant qu'il y avait *un une grande division au sujet d'Israël*, contre 10 % à l'Est. À l'inverse, 67 % des répondants en Europe de l'Est ont signalé *des divisions mineures*, voire *inexistantes*, contre 52 % de celles de l'Ouest.

Il est intéressant de noter que bien que les divisions à l'Ouest restent stables par rapport à 2021 (49 % contre 48 % ont décrit des divisions importantes ou gérables), à l'Est, elles semblent avoir fortement augmenté. En 2021, seuls 22 % ont signalé l'existence de divisions importantes ou gérables, alors qu'en 2024, ce chiffre a bondi de moitié pour atteindre 33 % (Figure 13)

Figure 13. « Dans quelle mesure ressentez-vous qu'il y a une division au sujet d'Israël dans votre communauté aujourd'hui ? » Est versus Ouest, 2021 versus 2024.



L'écart entre les confessions semble également s'être creusé cette année. Le rapport MLR fait état de niveaux de division très élevés à propos d'Israël, avec 55 % le qualifiant d'important ou gérable, contre 40 % parmi les dirigeants orthodoxes et 43 % parmi les dirigeants culturels/laïcs. Il n'est cependant pas clair si les divisions signalées existent au sein des propres courants confessionnels des répondants, s'ils témoignent d'un fossé grandissant entre les confessions, ou de l'alliance des deux.

En dépit de la complexité évidente de la présence d'Israël dans leur vie, le lien des dirigeants avec Israël – déjà fort en 2021 – s'est renforcé en 2024. Les dirigeants Juifs ont fait état d'un plus grand niveau d'accord avec presque toutes les déclarations sur l'État juif qui leur ont été présentées.

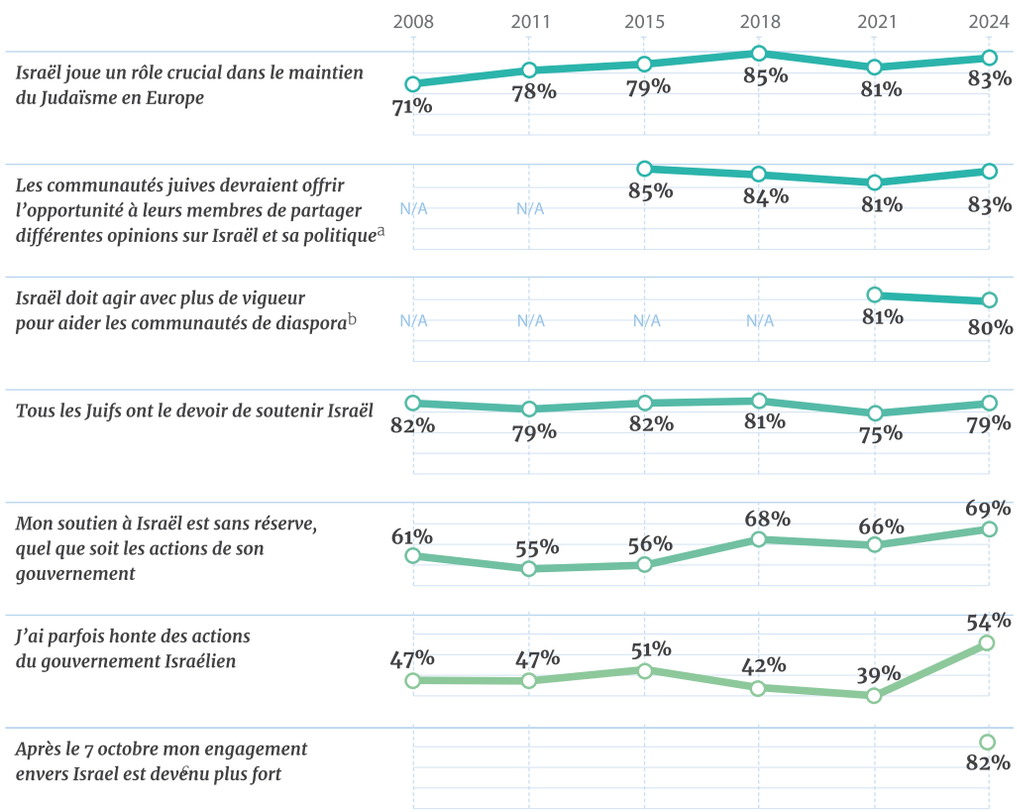
Comme présenté dans la figure 14, 83 % des répondants de cette année sont d'accord (*tout à fait d'accord* ou *plutôt d'accord*) avec le fait qu'*Israël joue un rôle crucial dans le maintien du Judaïsme en Europe* comparé à 81 % pour l'enquête précédente. De même, 79 % consent que *tous les Juifs ont le devoir de soutenir Israël*, une hausse de 4 points par rapport aux 75 % de 2021, tandis que 70 % déclarent *soutenir Israël sans réserve, quel que soit les actions de son gouvernement*, également 4 % de plus qu'en 2021 (66 %). 82 % d'entre eux sont en outre d'accord sur le fait que leur engagement envers Israël est devenu plus fort après le 7 octobre, contre seulement 13 % qui ne sont pas d'accord.

Simultanément, les dirigeants sont beaucoup plus sensibles aux événements en Israël que par le passé. Plus de 9 personnes sur 10 – 93 % – déclarent désormais que *les événements en Israël génèrent parfois une montée d'antisémitisme dans mon pays*, soit une augmentation marquée de 12 % par rapport aux 81 % il y a trois ans, tandis que 75 % sont d'accord avec le fait que *les médias de mon pays donnent régulièrement une mauvaise image d'Israël*, contre 70 % en 2021. Cependant, le nombre de personnes estimant qu'*Israël doit agir avec plus de vigueur pour aider les communautés de diaspora* est resté stable, baissant même de 81 % à 80 % en 2024.

Plus important encore, ceux reconnaissant avoir *parfois honte des actions du gouvernement israélien* ont bondi de 14 points, passant de 39 % en 2021 à 53 % en 2024. Ce n'est que la deuxième fois que c'est survenu depuis

le début des enquêtes, une fois en 2008 – l'autre en 2015 (51 %) – une majorité des répondants sont d'accord avec cette affirmation. Ceci s'accompagne d'une légère hausse (à 70 % contre 66 %) du nombre de ceux qui déclarent *soutenir Israël, quelle que soit le comportement de son gouvernement*, ce qui peut suggérer une reconnaissance croissante du fait que les actions d'Israël sont souvent déformées par les médias et ne sont pas la cause du retrait du soutien des dirigeants.

Figure 14. Réponses aux sujets sélectionnés concernant Israël : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes à propos d'Israël ? » Tout à fait d'accord et plutôt d'accord. Comparaison 2008-2024.



a. Elément introduit dans l'enquête de 2015 b. Elément introduit dans l'enquête de 2021 c. Elément introduit dans l'enquête de 2024

Les différences régionales concernant cette question sont particulièrement marquées dans trois affirmations. Deux concernent la sensibilité respective des dirigeants aux événements en Israël. Une minorité des répondants vivant à l'Est, 43 %, sont *tout à fait d'accord* avec le fait *que les événements en Israël génèrent parfois une montée d'antisémitisme dans mon pays*, contre 71 % des répondants de l'Ouest. En comparaison, seuls 12 % de répondants de l'Est contre 53 % de l'Ouest, sont tout à fait d'accord avec le fait que l*es médias de mon pays donnent régulièrement une mauvaise image d'Israël*. La troisième affirmation, qui a donné lieu à des réponses régionales très différentes, est *qu'on peut être un bon Juif aussi bien en Europe qu'en Israël*. Près de deux fois plus de répondants d'Europe de l'Ouest que de l'Est sont tout à fait d'accord avec cette affirmation (52 % contre 27 %).

Les répondants de l'Est sont également beaucoup plus susceptibles que ceux de l'Ouest (54 % contre 42 %) à *être tout à fait d'accord* avec l'affirmation selon laquelle I*sraël doit agir avec plus de vigueur pour aider les communautés de diaspora*. Cependant, ils sont également moins susceptibles d'être *tout à fait d'accord avec l'idée qu'Israël joue un rôle crucial dans le maintien du Judaïsme en Europe* (47 % contre 56 % à l'Ouest), qu'ils *soutiennent Israël sans réserve, quel que soit les actions de son gouvernement* (32 % contre 43 %), ou que *leur engagement envers Israël* s'est renforcé après le 7 octobre (44 % contre 56 %).

Les plus jeunes répondants, traditionnellement parmi les groupes démographiques moins favorables à Israël, continuent de se montrer plus disposés à critiquer Israël que les groupes plus âgés. Le nombre de moins de 40 ans qui sont *tout à fait d'accord pour soutenir Israël, quel que soit les actions de son gouvernement*, a diminué de 5 % depuis 2021, passant de 28 % à 23 %.

Ce groupe affiche le niveau le plus faible de soutien inconditionnel, il est le seul groupe d'âge dont le soutien à cette affirmation a baissé depuis l'enquête précédente. Parmi les dirigeants âgés de 41 à 54 ans, le soutien est passé de 31 % en 2021 à 38 % en 2024, et parmi ceux âgés de 55 ans et plus, de 43 % à 47 %. En outre, alors que tous les groupes d'âge ont affiché un pourcentage en hausse chez ceux qui sont *tout à fait d'accord* avec le fait qu'ils ont *parfois honte des actions du gouvernement israélien*, l'augmentation parmi les moins de 40 ans a été significativement plus élevée, 34 % en 2024 contre 20 % en 2021. Pour comparer, les groupes plus âgés ont également considérablement augmenté leur *fort accord*, mais restent alignées à des niveaux relativement modérés. Ainsi, alors que le nombre de personnes *tout à fait d'accord* avec cette affirmation a doublé par rapport aux 12 % des 41-54 ans et des plus de 55 ans en 2021, 25 % et 24 % de ces groupes respectivement déclarant le faire, restent une petite minorité.

En même temps, le groupe d'âge plus jeune réaffirme son lien avec Israël. Le nombre de personnes *tout à fait d'accord* avec l'idée *qu'Israël joue un rôle crucial dans le maintien du Judaïsme en Europe* est passé de 25 % en 2021 à 44 %. Bien qu'il s'agisse encore du groupe d'âge présentant un taux inférieur aux autres *d'accord* avec cette affirmation (41-54 ans = 47 %; 55 ans et plus = 60 %), la hausse de 19 points enregistrée dépasse de loin les hausses de 5 % et de 7 % signalées par les dirigeants âgés de 41 à 54 ans et ceux âgés de 55 ans et plus respectivement.

La majorité des moins de 40 ans – 53 % – sont désormais tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle *Israël doit agir avec plus de vigueur pour aider les communautés de diaspora*, contre seulement 39 % lors de l'enquête précédente. Cette augmentation de 14 points fait passer cette tranche d'âge de la parité avec les groupes plus âgées en termes de forte adhésion à cette affirmation en 2021 (< 40 = 39 %; 41-54 = 39 %; + de 55= 38 %) à une avance de 10 points (53 % contre 44 % contre 43 %).

Bien qu'ils soient toujours les moins susceptibles d'être tout à fait d'accord avec l'idée que *tous les Juifs ont le devoir de soutenir Israël* (28 % contre 33 % contre 48 %), le soutien à cette affirmation parmi les jeunes dirigeants a augmenté de 4 % par rapport à l'enquête de 2021 (24 %), correspondant à l'augmentation enregistrée par les plus de 55 ans, tandis que le groupe des 41-54 ans reste stable.

De plus, alors que les moins de 40 ans étaient également le groupe le moins susceptible d'être *tout à fait d'accord* avec l'affirmation selon laquelle *après le 7 octobre mon engagement envers Israel est devenu plus fort*, un pourcentage non négligeable de 37 % estime néanmoins que leur engagement a certainement augmenté (contre 48 % et 63 %).

Pour tenter de concilier les contradictions apparentes entre une plus grande critique d'une part et un rapprochement plus profond d'autre part, il est intéressant d'examiner les réponses des jeunes dirigeants dans le contexte des changements de relations signalées après le 7 octobre. Ils représentent le groupe le plus susceptible de déclarer s'être éloignés de leurs amis non Juifs (47 % contre 40 % et 35 %) et d'organisations non juives (38 % contre 26 % et 25 %), payant donc le prix social le plus élevé pour leur identification à Israël.

En donnant leur réponse sur le sentiment de honte et de soutien inconditionnel, les jeunes dirigeants semblent nous dire qu'il est devenu beaucoup plus difficile de soutenir Israël. Si tel est le cas, la montée de l'affirmation qu'*Israël joue un rôle crucial dans le maintien du Judaïsme en Europe* pourrait refléter une nouvelle prise de conscience du degré auquel la vie en Diaspora est étroitement liée aux événements en Israël, et la hausse de l'affirmation selon laquelle *Israël doit agir avec plus de vigueur pour aider les communautés de diaspora*, une attente d'aide d'Israël à gérer l'impact sur leurs communautés.

Les données affichent un aperçu des tendances observées dans d'autres sous-groupes. Les répondants orthodoxes soutiennent le plus Israël, avec 65 % d'entre eux déclarant être *tout à fait d'accord* avec le fait qu'*Israël est essentiel à la vie juive en Diaspora* (contre 55 % des répondants MLR et 46 % des répondants culturels/laïcs), 51 % déclarant qu'*ils soutiennent Israël sans réserve, quel que soit les actions de son gouvernement* (42 % contre 46 %) et 51 % déclarant que *tous les Juifs ont le devoir de soutenir Israël* (38 % contre 35 %). À l'inverse, les répondants orthodoxes sont également les moins susceptibles d'être tout à fait d'accord avec le fait qu'ils *ont parfois honte des actions du gouvernement israélien* (16 % contre 32 % parmi les répondants MLR et 31 % parmi les répondants culturels/laïcs).

Au premier abord, les femmes dirigeantes semblent être légèrement moins favorables à Israël que les hommes. Elles sont systématiquement moins nombreuses à affirmer *qu'Israël joue un rôle crucial dans le maintien du Judaïsme en Europe* (51 % des femmes contre 56 % des hommes), à affirmer *le soutien à Israël quel que soit les actions de son gouvernement* (39 % contre 42 %), à affirmer que *tous les Juifs ont le devoir de soutenir Israël* (37 % contre 42 %) et à affirmer en particulier qu'Israël doit soutenir activement les Juifs de Diaspora (37 % contre 51 %).

En revanche, les femmes semblent plus conscientes de l'impact d'Israël sur leur vie. Elles sont plus susceptibles d'être tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle *les médias de mon pays donnent régulièrement une mauvaise image d'Israël* (45 % contre 40 %) et que *les événements en génèrent parfois une montée d'antisémitisme dans mon pays* (67 % contre 62 %). Ceci peut être lié avec leur plus forte affirmation selon laquelle elles ont *parfois honte des actions du gouvernement israélien* (30 % contre 22 %). Cependant, les femmes sont également plus susceptibles que les hommes de dire que leur *engagement envers Israël s'est renforcé après le 7 octobre* (55 % contre 52 %).

VII. L'Europe et ses Juifs : Une perspective continentale

Cette année encore, l'enquête a demandé aux répondants leur opinion sur l'Europe en tant que continent et sur le rôle de leurs communautés juives. Cette section offre un aperçu de la mesure dans laquelle les dirigeants juifs regardent au-delà de leurs communautés vers le reste de l'Europe à une période où l'expansion vers l'Est et, plus récemment, la guerre en Ukraine, ont renforcé un sentiment d'objectif laïc commun à travers le continent. L'enquête de cette année reflète bien entendu également les retombées antisémites du 7 octobre ressenties par les Juifs dans toute l'Europe, bien que, comme nous l'avons vu, beaucoup plus par les répondants de l'Ouest que de l'Est.

Il a été demandé aux dirigeants d'indiquer leur niveau de consentement avec sept affirmations concernant les relations entre les Juifs en Europe. Il leur a également été demandé d'évaluer la situation future de l'Europe et de ses communautés juives.

Les liens entre les communautés juives d'Europe

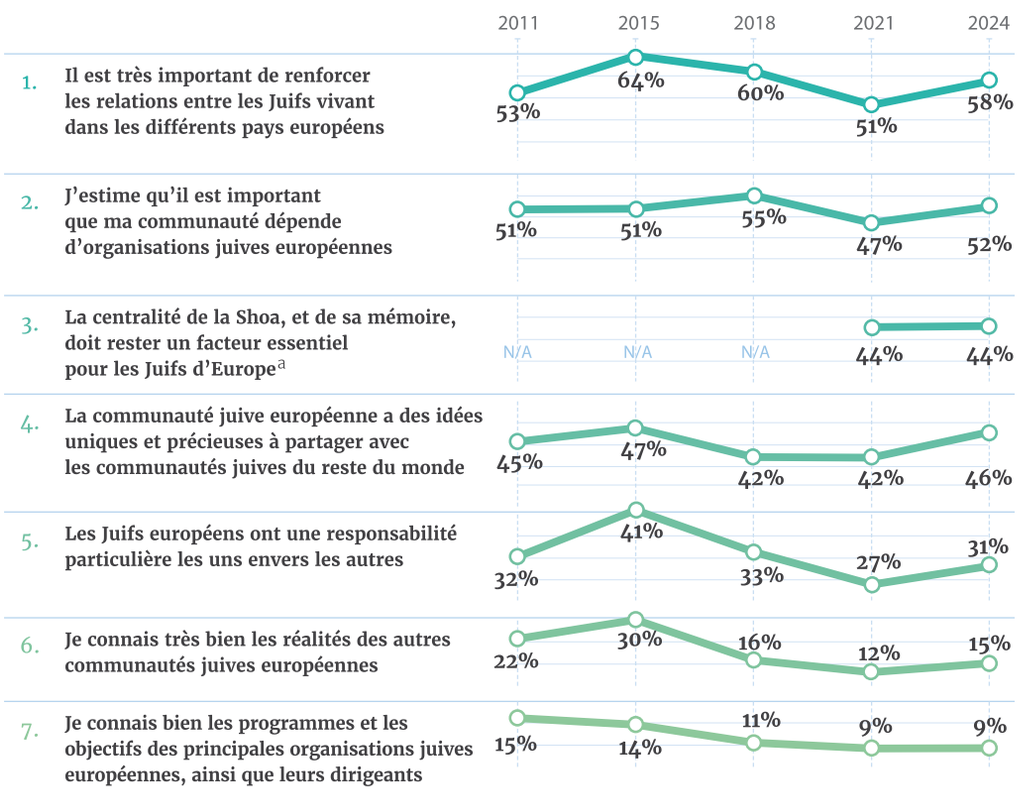
Les dirigeants étaient tout à fait d'accord avec les affirmations concernant l'importance de liens forts et de la responsabilité mutuelle entre les Juifs européens. Les répondants étaient presque unanimes (97 %) à convenir qu'il *est très important de renforcer les relations entre les Juifs vivant dans les différents pays européens*, avec une large majorité également d'accord sur le fait *qu'il est important que ma communauté dépende d'organisations juives européennes* (89 %) et que *les Juifs européens ont une responsabilité particulière les uns envers les autres* (84 %).

En pratique, la situation décrite par les dirigeants est toutefois moins évidente. Seuls 60 % des répondants déclarent avoir *une connaissance directe de la situation dans d'autres communautés juives d'Europe* et moins de la moitié – 46 % – déclarent connaître *les programmes et les objectifs des principales organisations juives européennes.*

Étant donné que la majorité de répondants est d'accord avec la plupart des affirmations, avec une tendance à des réponses dans la catégorie *plutôt d'accord*, se concentrer sur ceux ayant répondu être *tout à fait d'accord* permet d'avoir une analyse plus différenciée. Vu sous cet angle, les résultats de 2024 indiquent un renversement frappant de la baisse de l'accord avec ces affirmations observée dans les enquêtes précédentes (Figure 15). Cette année, 58 % des répondants étaient tout à fait d'accord avec l'idée qu'il *est très important de renforcer les relations entre les Juifs vivant dans les différents pays européens*, après que le soutien fort à cette affirmation ait diminué de 64 % en 2015 à 60 % en 2018, et à 51 % en 2021. 31 % étaient *tout à fait d'accord* avec l'idée que *les Juifs européens ont une responsabilité particulière les uns envers les autres*, ce qui représente une hausse pour la première fois depuis 2015 (41 % contre 33 % en 2018 et 27 % en 2021).

Après des années de déclin, on constate également une hausse, à 15 %, du nombre de personnes qui sont tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle elles ont une connaissance directe de la situation dans d'autres communautés juives européennes. Néanmoins, ce chiffre reste nettement inférieur aux 30 % qui étaient *tout à fait d'accord* en 2015 (16 % en 2018 et 12 % en 2021). Le pourcentage de personnes *tout à fait d'accord* avec l'affirmation selon laquelle *elles connaissent les principales organisations juives européennes* est resté inchangé par rapport à 2021 à 9 %, ce qui met fin à une baisse de longue date.

Figure 15. Réponses sur les affirmations concernant les Juifs d'Europe sont exprimées dans la catégorie de réponse « tout à fait d'accord » (%). Comparaison 2011-2024.



a.Elément introduit dans l'enquête de 2021

Comme dans d'autres régions, on observe des différences régionales notables lorsque les répondants de l'Est accordent beaucoup plus d'importance à l'appartenance à des organisations juives européennes, plus des deux tiers (69 %) d'entre eux étant *tout à fait d'accord* avec le fait que leur communauté appartienne à de telles organisations, contre moins de la moitié (47 %) à l'Ouest. Les répondants de l'Est sont également plus susceptibles (55 % contre 44 %) d'être *tout à fait d'accord* avec le fait que *les Juifs européens ont des idées uniques et précieuses à partager avec les communautés juives du reste du monde*. Pour la plupart des questions de cette section, les différences sont relativement faibles entre les différents sous-groupes démographiques. Pour la question de savoir s'ils ont une connaissance directe de la situation des autres communautés, les Juifs culturels/laïcs sont les moins susceptibles d'être tout à fait d'accord avec cette affirmation (10 % contre 20 % pour les Juifs massorti/libéral/réformistes (MLR) et 18 % pour les Juifs orthodoxes). Les

femmes sont plus susceptibles que les hommes d'être tout à fait d'accord avec cette affirmation (17 % contre 13 %) et les rabbins plus que les autres acteurs communautaires (27 % contre 13 % pour les dirigeants laïcs, 17 % des professionnels et 15 % des militants).

L'importance de la Shoah

L'enquête a permis d'obtenir des informations intéressantes sur l'attitude à l'égard de l'importance de la Shoah. Alors que le nombre de personnes est *tout à fait d'accord* pour que *la Shoah reste un facteur important pour les Juifs d'Europe* est resté stable à 44 % depuis 2021, les plus jeunes répondants soutiennent moins cette affirmation que les plus âgés, avec 37 % des moins de 40 ans qui sont tout à fait d'accord contre 40 % des 41-54 ans et 47 % des plus de 55 ans.

Les Juifs culturels/laïcs sont également plus susceptibles d'être tout à fait d'accord avec cette affirmation que les dirigeants d'autres courants (47 % contre 42 % des MLR et 41 % des orthodoxes). De façon intéressante, parmi les dirigeants occupant divers postes, les dirigeants non rémunérés (49 % des représentants élus ou nommés et 46 % des bénévoles/militants) sont plus susceptibles d'être tout à fait d'accord avec le fait que la Shoah doit rester un facteur clé, que ceux rémunérés (34 % des professionnels et 30 % des rabbins).

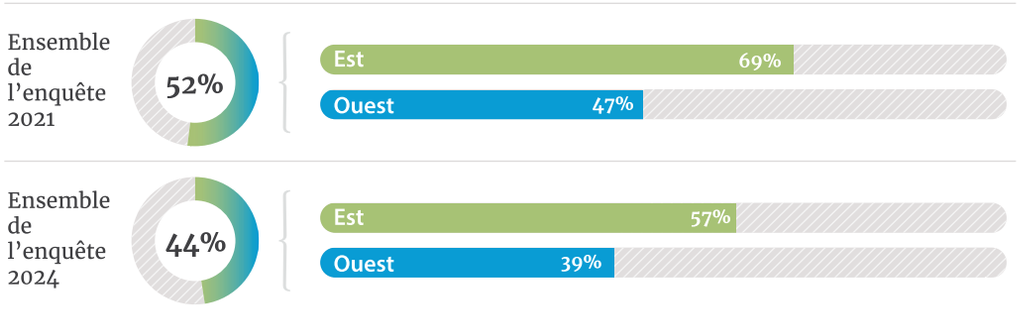
L'avenir de l'Europe et de ses Juifs : optimisme et pessimisme

La plupart des dirigeants juifs européens interrogés sont pessimistes quant à l'avenir, bien qu'un peu moins quant à l'avenir du judaïsme européen (54 % de pessimistes contre 46 % d'optimistes) que concernant l'Europe dans son ensemble (56 % contre 44 %).

Il convient de noter que malgré l'augmentation des menaces depuis le 7 octobre, l'estimation des dirigeants concernant l'avenir des Juifs en Europe n'est que légèrement plus pessimistes aujourd'hui (54 %) qu'en 2021 (53 %). En revanche, alors que les répondants de 2021 étaient légèrement plus optimistes quant à l'avenir de l'Europe dans son ensemble (52 % contre 48 % pessimistes), une variation de 8 % a renversé la situation, de sorte que les pessimistes sont désormais plus nombreux que les optimistes, dans une proportion de 56 % contre 48 % (Figure 16).

Ces chiffres généraux montrent une division nette entre l'Est et l'Ouest. Alors que les répondants d'Europe de l'Ouest sont très pessimistes à l'égard des Juifs européens (59 %), leurs homologues de l'Est sont optimistes, avec 61 % se déclarant optimistes. On observe une différence similaire concernant l'avenir de l'Europe de manière plus générale, même si, à 57 %, les répondants de l'Est sont légèrement moins optimistes quant à l'avenir de l'Europe qu'ils ne le sont à l'égard des Juifs européens (61 %).

Figure 16. Optimisme quant à l'avenir de l'Europe : comparaison Est/Ouest, 2021/2024. Plutôt d'accord et Tout à fait d'accord.



La guerre en Ukraine étant désormais une préoccupation majeure, l'« europtimisme » des répondants de l'Est a fortement diminué de 12 %, passant de 69 % en 2021 à 57 % en 2024. Simultanément, ils sont devenus plus optimistes quant à l'avenir des Juifs d'Europe, les optimistes ayant augmenté de 4 %, passant de 57 %.

Les dirigeants de l'Ouest, déjà pessimistes en 2021, le sont devenus encore plus, alors que 56 % des répondants se montraient pessimistes quant à l'avenir de la communauté juive européenne lors de l'enquête précédente, cette année, ce chiffre a grimpé à 59 %. Leur pessimisme à l'égard de l'Europe en général s'est encore accru, atteignant les 60 % en 2024 contre 54 % en 2021.

Il est possible d'observer également des différences importantes entre les groupes d'âge concernant l'avenir de l'Europe et de ses Juifs. Les répondants les plus jeunes (moins de 40 ans) sont le seul groupe à être optimiste, à la fois à l'égard des Juifs européens (57 % contre 43 % pour les 41-54 ans contre 47 % pour les 55 ans et plus) et à l'égard de l'Europe en général (55 % contre 39 % contre 43 %). Malgré une majorité des optimistes, leur part a diminué depuis 2021, à la fois concernant les Juifs européens (passant de 64 % en 2021 à 57 % en 2024) et en Europe (passant de 62 % à 55 %).

VIII. Enjeux internes de la communauté

1. Le statut des Juifs

La question de l'enquête sur les critères d'appartenance au judaïsme est destinée à évaluer l'intensité du débat sur « Qui est Juif ? ».

Dans l'ensemble, les réponses à cette question reflètent la répartition confessionnelle de l'échantillon. Parmi les répondants, 36 % étaient orthodoxes, 25 % MLR et 39 % culturels/laïcs, avec une légère majorité, 54 %, se définissant comme *religieux* ou *quelque peu religieux*, contre 46 % se considérant comme *pratiquants* ou *plutôt pratiquants*.

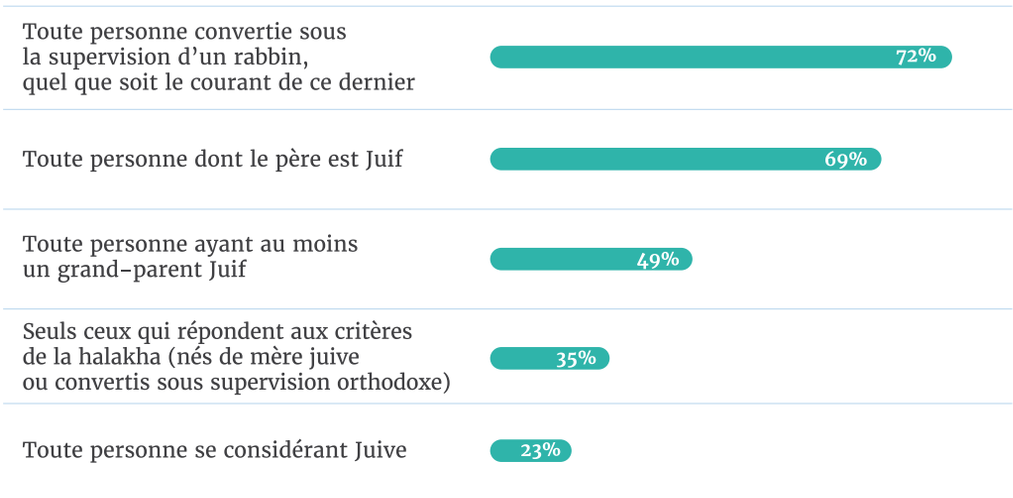
Les résultats de 2024 confirment une remarquable cohérence des attitudes sur cette question. Dans les sondages récents, les dirigeants ont à plusieurs reprises préféré des critères plus accommodants lorsqu'ils ont eu le choix entre cinq options. Pour décider qui devrait être autorisé à rejoindre la communauté juive, de larges majorités – 72 % en 2024, 72 % en 2021, 81 % en 2018 et 70 % en 2015 – ont préféré accepter *toute personne convertie sous la supervision d'un rabbin, quel que soit le courant de ce dernier*. Plus des deux tiers (69 % en 2024, vs 69 % vs 73 % vs 67 %) accepteraient *toute personne ayant un père Juif*, et environ la moitié (49 % vs 51 % vs 58 % vs 54 %), *toute personne ayant au moins un grand-parent Juif*.

Le soutien à l'application des *critères halakhiques* (être né d'une mère juive ou être converti sous les auspices de l'orthodoxie) est également resté stable dans les derniers sondages. En 2024, 35 % des personnes interrogées étaient favorables à une adhésion limitée à ceux qui répondent aux critères halakhiques, contre 38 % en 2021 et 35 % en 2018.

Le seul critère permettant de constater un changement important est l'autodéfinition. Malgré une tendance à l'accommodement, l'acceptation de *toute personne se considérant comme Juive* est depuis un certain temps l'approche la moins favorisée dans l'ensemble. Dans les enquêtes récentes, elle a encore diminué, passant de près d'un tiers en 2018 (32 %) à 27 % en 2021 et à moins d'un quart (23 %) en 2024.

Il existe également d'importantes différences régionales sur cette question découlant en grande partie de leurs histoires différentes. Les répondants d'Europe de l'Est sont beaucoup plus susceptibles de se considérer laïcs que leurs collègues de l'Ouest (58 % contre 42 %). Les dirigeants de l'Est affichent également un consensus net sur trois critères libéraux : 89 % sont favorables à l'acceptation de *toute personne ayant un père Juif*; 87 %, à *toute personne ayant au moins un grand-parent Juif*; et 80 %, à *toute personne convertie sous la supervision d'un rabbin, quel que soit le courant de ce dernier*. Bien que moins préféré, un tiers des répondant d'Europe de l'Est (33 %) soutiennent également *l'autodéfinition,* avec *les critères halakhiques* arrivant loin derrière (13 %). Ces niveaux de soutien sont restés largement constants au fil du temps. Les attitudes sur cette question sont beaucoup moins monolithiques à l'Ouest, où une hiérarchie des préférences est évidente.

Figure 17. « Qui doit être accepté comme membre de la communauté juive ? » Tout à fait d'accord et plutôt d'accord. 2024.



Des différences sont également observées parmi les autres sous-groupes. Les répondants plus jeunes sont beaucoup plus susceptibles que leurs collègues plus âgés d'accepter *toute personne ayant un père Juif* (82 % des moins de 40 ans contre 65 % des 41-54 ans et 68 % des plus de 55 ans) ou *au moins un grand-parent Juif* (67 % contre 46 % et 46 %). Ils sont également beaucoup moins susceptibles de soutenir *l'approche halakhique* que leurs aînés (16 % contre 38 % et 38 %). Il est intéressant de noter que les moins de 40 ans et les plus de 55 ans sont tous deux plus tolérants à l'égard de l'autodéfinition, avec respectivement 27 % et 26 % qui la favorisent, contre 19 % des 41-54 ans.

Parmi les rôles communautaires, les professionnels sont plus susceptibles et les rabbins moins susceptibles de privilégier les critères plus libéraux. Ainsi, 80 % des professionnels, mais seulement 46 % des rabbins, soutiennent l'acceptation de toute personne convertie par un rabbin de toute confession, contre 73 % des représentants élus et 70 % des militants. Les répondants hommes sont également plus susceptibles que les femmes de privilégier les *critères halakhiques* (38 % contre 30 %).

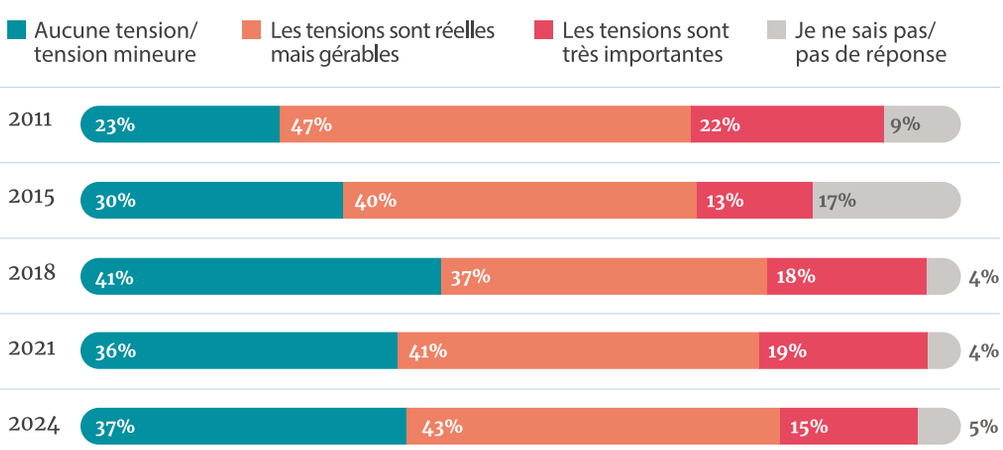
Les données mettent également en évidence la division des communautés en termes de vision religieuse. Comme on pouvait s'y attendre, les dirigeants orthodoxes sont beaucoup moins susceptibles de soutenir des critères libéraux, 54 % d'entre eux étant favorables à l'adhésion de t*oute personne convertie*, et sont beaucoup plus susceptibles (60 %) de favoriser l'application de *critères halakhiques.* Simultanément, les dirigeants MLR et culturels/laïcs sont plus en phase les uns avec les autres pour soutenir des critères plus libéraux (86 % et 82 % respectivement sont favorables à l'acceptation de *toute personne convertie*), et seulement 21 % et 22 % respectivement soutiennent *l'approche halakhique.*

Tensions confessionnelles présentes et futures

Invités à caractériser le niveau de tensions entre les confessions au sein de leur communauté, les évaluations des dirigeants de 2024 ont à peine changé par rapport à celles de 2021, 80 % d'entre eux décrivant les tensions comme *mineures* ou *réelles mais gérables.*

Le changement le plus important est la légère baisse – passant de 19 % en 2021 à 15 % en 2024 – du nombre de personnes décrivant ces tensions comme *très importantes*, ce qui a contribué à une hausse du nombre de personnes déclarant que les tensions sont *mineures* ou *réelles mais gérables.* Cette baisse s'inscrit dans la continuité d'une tendance à long terme, qui a vu la proportion de personnes décrivant les tensions comme t*rès importantes* diminuer de 22 % en 2011 à 18 % en 2018 pour atteindre les 15 % en 2024.

Figure 18. « Dans quelle mesure ressentez-vous, aujourd'hui, des tensions entre les différents courants religieux au sein de votre communauté ? » Comparaison 2011-2024.



Parmi les sous-groupes, 63 % des répondants d'Europe de l'Ouest (contre 43 % des répondants d'Europe de l'Est) ont signalé des niveaux plus élevés de tensions communautaires. Les rabbins, quotidiennement confrontés à des problèmes confessionnels dans leur vie professionnelle, ont répondu de la même façon, 72 % d'entre eux qualifiant les tensions de plus graves.

Concernant la question de savoir si les tensions diminueront ou augmenteront dans les 5 à 10 années à venir, les dirigeants se sont montrés pessimistes. Plus de la moitié (53 %) prédisent que les tensions liées aux questions de statut vont s'aggraver, 44 % d'entre eux affirmant qu'*elles deviendront plus problématiques* et 9 % qu'*elles constitueront un danger pour la continuité de la communauté*. Les jeunes dirigeants sont particulièrement pessimistes, 63 % s'attendant à ce que la situation se détériore (50 % qu'elle deviendra *plus problématique* et 13 % pense qu'*elle est susceptible de mettre en danger la continuité de la communauté*), contre 54 % de la tranche d'âge des 41-54 ans et 5 % des plus de 55 ans.

Les dirigeants de l'Ouest se montrent plus pessimistes que ceux de l'Est (56 % contre 45 %). Cependant, les dirigeants de l'Est sont presque deux fois plus susceptibles – 13 % contre 8 % – de penser que les problèmes de statut mettront en danger l'avenir de leur communauté juive.

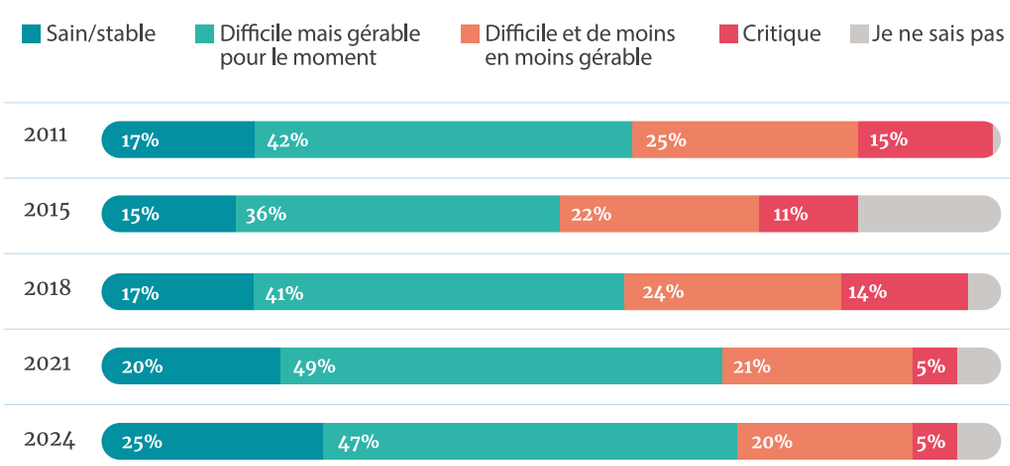
2. La situation financière

Les répondants ont été invités à évaluer la situation financière de leur communauté et de leur organisation. Il leur a également demandé de prédire si la situation allait s'améliorer ou se détériorer au cours des 5 à 10 prochaines années.

L'évaluation de la situation actuelle par les dirigeants est en général assez positive, un peu plus pour leur propre organisation que pour leur communauté au sens large. Une majorité substantielle estime que la situation est soit *saine*, soit *tendue mais gérable* pour leur communauté (72 %) et pour leur organisation (77 %). Dans les deux cas (47 % pour les communautés et 45 % pour les organisations), la tendance est *tendue mais gérable.*

Une fois de plus, les données comparatives permettent une analyse plus approfondie et des enseignements instructifs. Alors que l'estimation des communautés par les répondants n'a guère changé par rapport à 2021, leur opinion sur les finances de leurs organisations est moins optimiste. Alors que 81 % des personnes interrogées ont déclaré que les finances de leur organisation étaient saines ou serrées mais gérables en 2021 – et ce au plus fort de la pandémie de Covid avec toute l'incertitude économique qui l'accompagne – ce chiffre est tombé à 77 % cette année. Plus d'un cinquième (21 %) déclarent désormais que leur situation est ingérable ou critique, contre 16 % il y a trois ans.

Figure19. « Comment décririez-vous à l'heure actuelle, la situation financière générale de votre communauté ? ». Comparaison 2011-2024.



L'échantillon des dirigeants de cette année se sont également montrés plus pessimistes quant aux perspectives financières, bien qu'un peu moins pour leur organisation que pour leur communauté. Plus de 4 sur 10 (43 %) s'attendent désormais à ce que les finances de leur communauté se détériorent dans les années à venir, contre 39 % en 2021.

Concernant leur organisation, plus d'un tiers (36 %) prévoit une détérioration, contre 30 % en 2021.

> *"Avec l'augmentation du coût de la vie et les crises mondiales, la philanthropie juive américaine se déplace, ce qui pourrait s'avérer une menace pour la survie financière de notre communauté. "*
>
> *(Représentant élu, Pologne)*

Bien que les dirigeants soient moins pessimistes à l'égard de leur organisation que de leur communauté, l'écart pourrait se réduire. L'attente d'une détérioration financière a augmenté de 4 % entre 2021 et 2024 lorsqu'on considère les finances futures de leur communauté (43 % contre 39 %), mais de 6 % lorsqu'on évalue celles de leur organisation (36 % contre 30 %).

Selon les régions, les dirigeants de l'Ouest décrivent un paysage financier quelque peu meilleur que ceux de l'Est. Plus des trois quarts des répondants de l'Ouest (78 %) ont déclaré que la situation financière de leur organisation était actuellement *saine* ou *gérable*, contre 72 % de ceux de l'Est. L'écart est légèrement plus grand (8 % contre 6 %) en ce qui concerne l'estimation des dirigeants de leur communauté, avec 74 % des dirigeants de l'Ouest décrivant la situation comme *saine* ou *difficile mais gérable*, contre 66 % de leurs homologues de l'Est.

> *"Je pense qu'en dehors de l'élite de la communauté, les structures financières de la vie communautaire juive ne sont pas bien comprises et il existe une présomption selon laquelle les synagogues et autres structures communautaires majeures pourront continuer à exister sans le niveau de soutien financier que les générations précédentes ont apporté"*
>
> *(Professionnelle communautaire, Royaume-Uni)*

3. Planification et leadership

La planification stratégique et la succession des dirigeants sont des aspects cruciaux du développement organisationnel. Les dirigeants ont signalé que leurs organisations sont légèrement moins engagées dans la planification stratégique aujourd'hui qu'il y a trois ans. Bien que 63 % d'entre eux déclarent que leur organisation a élaboré ou est en train d'élaborer un plan stratégique, il s'agit d'une baisse par rapport aux 66 % de 2021. On constate une augmentation correspondante, de 24 % à 27 %, du nombre de personnes déclarant que leur organisation n'élabore pas un tel plan. En revanche, les dirigeants font état d'un engagement accru dans la planification de la succession des dirigeants. Une majorité, 52 %, déclare désormais que leur organisation travaille actuellement à la planification de la succession ou l'a déjà fait, contre 49 % en 2021.

En termes de leadership, les données affichent une certaine amélioration de la représentation des femmes au sein des conseils d'administration des organisations. Le nombre de personnes déclarant que les femmes représentent moins de la moitié des membres des conseils est passé de 65 % à 59 %, tandis que 33 % déclarent que les femmes sont désormais représentées de manière égale ou supérieure, contre 27 % il y a trois ans.

> *"Les organisations ont du mal à recruter des membres pour leur conseil d'administration ainsi que des bénévoles, et il existe un grand nombre de membres passifs."*
>
> *(Représentante élue, Finlande)*

X. Profile des répondants

Tableau 1. Pays de résidence 2008-2024.

	2008	2011	2015	2018	2021	**2024**
Allemagne	23	24	27	114	169	151
Autriche	2	5	7	6	18	15
Belgique	17	14	9	30	35	36
Bosnie et Herz.	3	2	3	16	8	9
Bulgarie	6	4	17	21	15	20
Croatie	3	2	7	9	9	5
Danemark	3	3	2	8	34	12
Espagne	7	12	19	40	36	53
Estonie	5	4	2	7	9	8
Finlande	2	1	3	5	8	3
France	33	48	34	134	295	145
Grèce	3	6	7	24	19	20
Hongrie	18	10	19	43	43	41
Irlande	0	0	0	0	4	3
Italie	11	21	13	96	89	120
Lettonie	7	7	5	12	10	7
Lituanie	8	9	3	6	8	5
Luxembourg	1	2	2	3	0	0
Macédoine	0	0	0	0	1	3
Monténégro	0	0	0	0	5	2
Norvège	1	2	0	5	4	12
Pays-Bas	11	10	11	43	19	24
Pologne	0	0	0	27	24	24
Portugal	1	2	1	3	2	3
République Tchèque	10	12	9	34	24	16
Roumanie	7	12	20	65	40	38
Royaume-Uni	25	47	32	52	63	54
Serbie	3	4	2	19	7	6
Slovaquie	4	8	9	21	22	8
Suède	11	12	7	10	7	8
Suisse	7	17	14	17	20	17
Turquie	10	18	7	23	7	11
Total	250	329	314	893	1054	879

L'enquête de 2024 auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens est la sixième d'une série qui remonte à 2008[2]. L'enquête de cette année a été tenue en ligne dans 10 langues entre le 5 mars et le 24 avril 2024, auprès d'un échantillon de 879 dirigeants de la communauté juive de 32 pays. Ce chiffre est légèrement inférieur à celui de 2021, qui s'élevait à 1 054 personnes. Après avoir connu un pic dans l'enquête de 2021, probablement en raison de l'augmentation du temps passé devant un écran par les répondants pendant la pandémie de Covid, la taille de l'échantillon est revenue aux niveaux de 2018.

Le taux de réponse global a été de 50 % dont les taux les plus élevés – plus de 70 % – proviennent de Bulgarie, d'Estonie et d'Italie. Comme par le passé, l'enquête de 2024 nous permet d'analyser les réponses aux questions avec des catégories ordinales continues pour différents sous-groupes de l'échantillon. Ces sous-groupes sont stratifiés en fonction de leurs caractéristiques de base (lorsqu'elles sont fournies), telles que la région (Europe de l'Est ou de l'Ouest), le sexe, le groupe d'âge et l'appartenance ou la vision religieuse. Le cas échéant, l'analyse est également segmentée en fonction du rôle du répondant au sein de la communauté (représentant élu ou nommé ou professionnel communautaire). Ce processus permet d'identifier, de tester et de signaler des réponses différentielles importantes au point de vue statistique entre les sous-groupes, à la fois dans le présent et au fils du temps[3].

Répartition par pays et par région

Compte tenu des histoires différentes de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, l'analyse par région permet d'identifier les domaines dans lesquels persistent des différences d'attitude et d'approche.

Pour ce faire, les répondants ont été répartis en deux groupes : l'Europe de l'Est (N=192) et l'Europe de l'Ouest (N=687). La région de l'Est comprend la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Macédoine, Monténégro, la Pologne, la Roumanie, la Serbie et la Slovaquie. Les pays de la région de l'Europe de l'Ouest sont l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni.

Sur le total de cette année, 78 % des dirigeants (N=687) venaient de l'Ouest et 22 % de l'Est (N=192), soit une répartition presque inchangée par rapport à 2021 (Ouest=79 %, Est=21 %).

2. Toute évaluation de l'évolution des priorités et des opinions des dirigeants européens au cours des 16 dernières années doit tenir compte des différences dans la taille de l'échantillon entre les six enquêtes. L'échantillon de 2024, bien que plus petit que celui de 2021, est conforme aux bassins de répondants plus larges qui différencient les trois enquêtes récentes (2018=891, 2021=1054, 2024=879) des trois premières (2008=250, 2011=329, 2015=314).

3. Pour ces sous-groupes, une analyse statistique a été réalisée en comparant l'enquête actuelle à ses cinq éditions précédentes. L'analyse comprenait la comparaison du taux moyen de différents éléments du questionnaire entre les différents sous-groupes au cours des années de l'enquête. Les tests statistiques utilisés étaient le t-test, l'ANOVA à un facteur et le test du Chi carré, selon le type de données disponibles. La signification statistique des résultats est indiquée lorsque la valeur p est inférieure à 0,05 (confiance d'au moins 95 %).

Cette prédominance des dirigeants d'Europe de l'Ouest dans l'échantillon reflète largement les populations juives des deux régions. Ainsi, les pays ayant les échantillons les plus importants sont tous de l'Ouest – l'Allemagne avec 151, la France avec 145, l'Italie avec 120 et le Royaume-Uni avec 54 – mais abritent ensemble plus de la moitié de la population juive totale du continent. Les grands échantillons de ces trois premiers pays sont le résultat d'un partenariat entre le JDC-ICCD et les organisations/fédérations communautaires nationales de France, d'Allemagne et d'Italie - le *Fonds Social Juif Unifié*, le *Zentralrat der Juden in Deutschland* et l'*Unione delle comunità Ebraiche Italiane* (UCEI) – pour atteindre un plus grand nombre de répondants. Ces échantillons nationaux solides fournissent aux partenaires des informations fiables et actualisées pouvant être utilisées dans leur planification et leur élaboration de politiques. Pour comparaison, le plus grand nombre de réponses d'Europe de l'Est est venu de Hongrie (41), de Roumanie (38) et de Pologne (24).

Cependant, la baisse globale de la taille de l'échantillon par rapport à 2021 n'a pas été répartie de manière uniforme. La participation de la France a diminué de moitié par rapport à 2021 (295), revenant à peu près à son niveau d'avant le Covid-19 en 2018 (N=134). La participation allemande, quant à elle, n'a diminué que marginalement par rapport à 2021 (169), mais reste nettement plus élevée qu'en 2018 (N=114). En conséquence, l'Allemagne constitue désormais le plus grand échantillon national, détrônant la France, qui avait fourni le plus grand nombre de réponses depuis le début de l'enquête en 2008.

Il convient également de noter deux augmentations substantielles dans l'échantillon occidental. La participation italienne a augmenté d'un tiers, passant de 89 en 2021 à 120 aujourd'hui, tandis que celle de l'Espagne a bondi de près de moitié, passant de 36 à 53 (2018=40), soit un de moins que le Royaume-Uni.

Parallèlement à ces changements au niveau de la taille des échantillons de ces pays occidentaux, la participation des pays de l'Est a été plus stable. Le nombre de dirigeants hongrois ayant répondu a à peine changé par rapport aux deux dernières enquêtes (2024=41; 2021=43; 2018=43), tandis que la Roumanie est également restée stable depuis la dernière enquête (2024=38; 2021=40), bien qu'en baisse par rapport à 2018 (65). La participation de la Slovaquie a baissé à 8, passant de 22 en 2021 et 21 en 2018.

Il convient de noter qu'en dépit de la stabilité du rapport entre les régions, les échantillons des plus grands pays dans la dernière enquête ont un impact important. Ils donnent proportionnellement plus de voix aux petites communautés de l'Ouest, ce qui représente un facteur clé dans notre décision de ne pas effectuer de pondération de l'échantillon[4].

4. En dépit de cette surreprésentation, nous avons décidé de ne pas procéder à une pondération de l'échantillon, pour les raisons suivantes :

a. Une pondération précise nécessite de connaître la taille de la population cible de l'enquête, les dirigeants et professionnels de la communauté juive, par pays. Malheureusement, cette information n'était pas directement disponible. Théoriquement, ce chiffre pourrait être déduit de la taille de la population Juive de chaque pays, en supposant un rapport uniforme entre le nombre de dirigeants et la taille de la communauté. Cependant, cette hypothèse contredirait le fait que ces rapports varient considérablement d'un pays à l'autre.

b. La nécessité de comparer les résultats de l'enquête de 2024 avec ceux des enquêtes précédentes a également rendu la pondération de l'échantillon de 2024 indésirable. Les cinq vagues précédentes de l'enquête auprès des dirigeants et professionnels des communautés juives européennes n'ont pas été pondérées. Par conséquent, afin de maintenir la cohérence, la continuité et la comparabilité, l'échantillon actuel de 2024 n'a pas non plus été pondéré.

Il est possible d'observer une légère différence entre les régions en termes de sexe, avec 41 % de femmes répondantes en Europe de l'Ouest contre 37 % en Europe de l'Est. Toutefois, les dirigeants d'Europe de l'Est sont nettement plus jeunes, avec 26 % d'entre eux âgés de moins de 40 ans, contre 10 % pour ceux d'Europe de l'Ouest. Les dirigeants d'Europe de l'Ouest sont proportionnellement plus âgés, avec 61 % ayant 55 ans et plus, contre 35 % chez les dirigeants d'Europe de l'Est.

Le judaïsme religieux est également plus fort en Europe de l'Ouest dont les dirigeants sont plus orthodoxes (41 % contre 17 % à l'Est), légèrement moins susceptibles d'être des Juifs massorti, libéraux ou réformistes (22 % contre 26 %) mais beaucoup moins susceptibles de s'identifier comme Juifs culturels/laïcs (33 % contre 61 %).

Sexe

Les réponses des participants hommes (N=541) et femmes (N=399) auto-déclarés ont été étudiés afin de déceler des différences substantielles dans leurs approches de la vie communautaire et ses enjeux.

L'enquête a reçu davantage de réponses autodéclarées d'hommes (59,4 %) que de femmes (40,4 %) ce qui indique un léger agrandissement de l'écart entre les sexes, de 14 % en 2021 (58 % d'hommes contre 42 % de femmes) à 19 % en 2024. Ces réponses ont été analysées pour déceler des différences au niveau des perspectives et de l'approche des problèmes communautaires.

Âge

Les participants qui se sont identifiés par âge ont été classés en trois groupes d'âge : 40 ans ou moins (les « moins de 40 ans », N=108), entre 41 et 54 ans (N=245) et 55 ans et plus (les « plus de 55 ans /55+ »), N=438).

L'échantillon de cette année est légèrement plus âgé qu'en 2021, les dirigeants de moins de 40 ans représentent 14 % au total, soit un peu moins que dans l'enquête précédente (17 %), et ceux âgés de 41 à 54 ans représentent 31 %, en hausse par rapport aux 28 % de l'échantillon précédent. La part des plus de 55 ans est restée inchangée à 55 %.

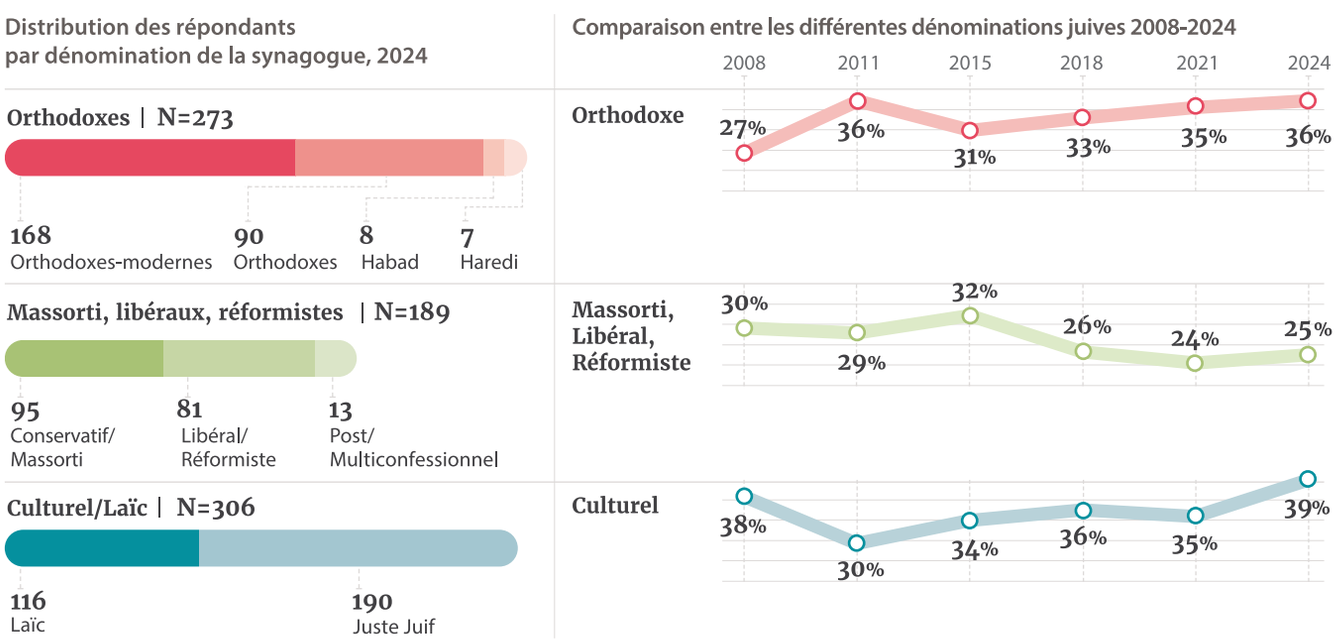
Courant Juif

Les répondants s'auto-identifiant en fonction de leur religion ou de leur point de vue ont été classés en trois groupes : les membres de synagogues orthodoxes (N=273), les membres de synagogues massorti, libérales, réformistes (MLR) (N=189) et les Juifs culturels/laïcs non affiliés religieusement (N=306), afin de permettre une étude des différences entre les confessions.

Les répondants étaient libres de choisir les questions auxquelles répondre, et certains n'ont pas indiqué leur appartenance confessionnelle. Les 768 personnes ayant donné cette information en 2024 étaient à peu près proportionnelles à la représentation des courants en 2021. Un peu plus d'un tiers, soit 35 %, étaient orthodoxes, 24 % étaient MLR et 39 % étaient culturels/laïcs (figure 20, à gauche). Quant à leur vision religieuse, ceux qui se définissaient comme *religieux* ou *quelque peu religieux* (54 %) étaient légèrement majoritaires par rapport aux 46 % qui se définissaient comme *non-pratiquants* ou *plutôt non-pratiquants quelque peu laïcs.*

La figure 20 montre que le profil religieux global des répondants à l'enquête a peu varié au cours des six enquêtes menées jusqu'à ce jour malgré les changements de profil des pays et de la taille de l'échantillon. Cependant, si le pourcentage de répondants MLR est resté inchangé depuis 2018, on constate une légère augmentation chez les répondants orthodoxes (33 % en 2018, 35 % en 2021 et 36 % en 2024) et pour le groupe culturel/laïc (36 % en 2018, 35 % en 2021 et 39 % en 2024).

Figure 20. Répartition des répondants par confession juive, 2024 (à gauche) et comparaison des confessions juives, 2008-2024 (à droite).



Toutefois, lorsqu'on a demandé aux répondants de définir leur vision personnelle plutôt que simplement leur adhésion ou leur « appartenance », le pourcentage de répondants s'identifiant comme *religieux* ou *plutôt religieux* a dépassé celui des répondants s'identifiant comme *non-pratiquants* ou *plutôt non-pratiquants*, 55 % contre 45 %. Cette proportion est restée presque inchangée depuis 2021 (56 % contre 44 %). Un pourcentage constant de 18 % se sont définis comme *religieux*, et 36 % (contre 38 % en 2021), ont déclaré être *plutôt religieux*. De même, un pourcentage inchangé de 25 % se sont définis comme *plutôt non-pratiquants* tandis que 21 % (contre 19 % en 2021) se sont décrits comme *non-pratiquants.*

Rôles communautaires

Comme en 2021, les répondants de 2024 étaient également répartis de manière similaire en fonction de leur rôle au sein de leurs communautés. Les représentants élus ou nommés prédominaient avec 55 %, suivis des professionnels communautaires (28 %) et plus loin, les rabbins (9 %) et les militants (8 %). Ce dernier groupe comprend ceux qui se définissent comme bénévoles ou « entrepreneurs juifs » menant des initiatives ou des programmes locaux indépendants. La représentation des rabbins a modérément augmenté par rapport aux 5 % de l'enquête précédente, les autres rôles connaissant des baisses correspondantes d'un à deux points.

XI. Analyse comparative de l'échantillon français

Conclusions principales

Profil de l'échantillon

Avec 145 répondants sur 879, les dirigeants juifs de France sont les plus représentés dans l'enquête, représentant 16,5 % des répondants. Avec une répartition de 54 % d'hommes et 46 % de femmes, l'échantillon français est mieux équilibré au niveau des sexes que l'ensemble de l'échantillon (59 % contre 41 %). Avec une moyenne d'âge de 59,5 ans, l'échantillon français est de trois ans plus âgés que l'ensemble des répondants (atteignant les 56,4 ans).

L'échantillon français est plus religieux que l'ensemble de l'enquête, avec 60,5 % (contre 54 %) se décrivant comme religieux. Les dirigeants orthodoxes forment la part la plus importante de l'échantillon français que l'ensemble (42 % contre 34,5 %), alors que le groupe des Massorati, libéraux, réformistes (MLR) est bien plus petit (avec 16,8 % contre 24 %) et la proportion des dirigeants laïcs quelque peu inférieure (35,3 % contre 38,7 %).

Priorités et menaces

Les priorités des répondants français sont largement conformes avec celles de leurs homologues européens. *Combattre l'antisémitisme* est en tête des priorités avec une note élevée de 9,1 (contre 8,9 pour l'ensemble), alors que la question du *soutien aux Juifs en précarité dans leur communauté* est classée en seconde place, aussi bien chez les répondants français que dans le reste de l'Europe avec une note de 8,8. Cependant les dirigeants français ont placé le soutien de l'Etat d'Israël en 3ème position (avec une note de 8,6) comparé à la 5ème place pour l'ensemble de l'enquête (8,2). Ils ont également classé le fait de *soutenir l'éducation juive* en 6ème position (8,0) contre 3ème position pour l'ensemble de l'enquête). Une autre différence importante est de *développer la solidarité et la justice sociale* que les répondants français ont placé en 5ème position (8,3) occupant la 11ème place générale (7,5).

Les priorités les plus importantes et les moins importantes pour les dirigeants français restent constantes depuis 2018 bien que *soutenir l'Etat d'Israël* est passé de la 8ème place en 2018 (7,5) à la 3ème place (8,6) en 2024.

Les perceptions de menace en France sont plus accentuées que la moyenne dans presque la moitié (8 sur 17) des menaces que nous avons demandé de classer, particulièrement celles liées à la sécurité. 92 % ont classé *l'antisémitisme* comme une menace grave contre 79 % pour l'ensemble et 89 % (contre 64 %) ont classé *le terrorisme et la violence contre les Juifs* de la même manière. Les dirigeants français sont plus enclins à être préoccupés par les efforts de bannir certaines pratiques religieuses, avec 75 % (contre 56 %) les considérant comme une menace grave.

Les dirigeants français considèrent également de façon plus sérieuse la question financière, 57 % (contre 41 %) considèrent que la question *des Juifs en précarité dans la communauté* comme une menace sérieuse, en hausse par rapport à 47 % en 2021. La moitié des dirigeants français définissent de la même façon *la pauvreté dans*

la communauté par rapport à un tiers de l'ensemble (50 % contre 32 %), l'inquiétude des Français restant à un niveau élevé après avoir doublé, passant de 25 % en 2018 à 54 % en 2021. *Le manque de durabilité économique* est considéré comme une menace sérieuse par 60 % des répondants français, bien que cela soit plus proche de la moyenne de 56 %, avec une inquiétude en hausse, après un pic de 61 % en 2021, après avoir été à 42 % en 2018.

Les écarts sont évidents entre les dirigeants français et les autres dirigeants occidentaux concernant *l'antisémitisme* (92 % contre 86 %), *le terrorisme et la violence contre les Juifs* (89 % contre 72 %) et *les efforts pour bannir certaines pratiques religieuses* (75 % contre 63 %) et *la question de la précarité économique des membres* (57 % contre 40 %), *la pauvreté au sein de la communauté* (50 % contre 33 %) et *le manque de pluralité dans la pratique juive dans les Institutions de la communauté* (53 % contre 43 %).

En revanche, les dirigeants français sont moins inquiets que leurs homologues européens concernant *l'exclusion des Juifs de la vie de communauté juive* (60 % contre 74 % au total contre 74 % des répondants de l'Ouest), *ignorance/ déclin des connaissances concernant le judaïsme* (57 % contre 68 % contre 69 %), *déclin démographique* (46 % contre 64 % contre 74 %) et *manque d'observance religieuse* (24 % contre 34 % contre 34 %).

Sûreté et sécurité

Plus de la moitié (56 %) des dirigeants français juifs disent *se sentir en sécurité à vivre en tant que Juifs dans leur ville de résidence*, pourcentage bien inférieur à l'ensemble des répondants (73 %) et des européens de l'Ouest (67 %). Malgré le 7 octobre, cette évaluation est restée stable depuis 2024 (58 %) ayant même augmenté depuis 2018 (51 %).

Simultanément, 76 % disent *se sentir moins en sécurité depuis le 7 octobre*, moins que l'ensemble atteignant les 81 % et 85 % des dirigeants de l'Ouest. De même, 30 % disent que *leur organisation souffre d'incidents antisémites depuis le 7 octobre* (contre 38 % pour l'ensemble et 40 % pour ceux de l'Ouest). La plupart des répondants français (76 % contre 78 % au total) pense que *leur gouvernement a correctement répondu aux besoins sécuritaires de la communauté Juive,* 72 % dit que *la sécurité a été renforcée* à un certain degré.

Les dirigeants français sont plus pessimistes que leurs prédécesseurs concernant l'antisémitisme pour les années à venir. Le nombre s'attendant à une *augmentation importante* de l'antisémitisme a atteint les 63 % en 2024, pour 54 % en 2021 et 37 % en 2018. Les dirigeants français sont bien plus pessimistes que leurs homologues d'Europe de l'Ouest (53 %) et pour l'ensemble (47 %).

Reflétant un sentiment de sécurité affaibli, les dirigeants français signalent des changements dans la façon dont ils affichent leur identité juive depuis le 7 octobre. Les changements les plus importants sont dans l'apparence qui les expose physiquement aux attaques, avec 35 % (contre 32 %) déclarants être *moins susceptibles de porter un collier/Tee Shirt avec signes juifs*. La baisse est moins évidente lorsqu'il s'agit d'un affichage plus médiatisé (17 % contre 18 % sont moins susceptibles de *s'identifier comme Juif sur les réseaux sociaux*) et s'inverse lorsqu'ils s'identifient comme groupe avec 47 % (contre 48 %) déclarant être

plus susceptibles de *participer à des manifestations pro-israéliennes*.

80 % des dirigeants français (cotre 79 %) déclarent que leur communauté est préparée à un certain niveau à faire face à des cas d'urgence.

L'impact de l'après 7 octobre

Les 69 % des dirigeants français ayant déclaré que *des nouveaux besoins sont apparus au sein de leurs communautés depuis le 7 octobre* sont inférieurs aux 76 % des répondants d'Europe de l'Ouest ayant répondu de manière similaire mais comparable aux 71 % à l'échelle européenne. 81 % ont déclaré que leur organisation a entrepris de nouvelles activités pour répondre à ces besoins (contre 83 % et 84 %).

Les Français sont moins nombreux que la moyenne à déclarer avoir constaté une augmentation de la fréquentation des événements communautaires depuis le 7 octobre (24 % contre 33 % des répondants d'Europe de l'Ouest contre 30 % au total), cette augmentation perçue étant presque entièrement compensée par les 22 % qui déclarent que la fréquentation a diminué (contre 20 % par rapport à 19 %). Les dirigeants français sont également plus susceptibles de ne signaler aucun changement dans la fréquentation (42 % contre 34 % et 36 %).

Près de la moitié des dirigeants français (45 % contre 38 % au total) déclarent s'être *éloignés de leurs amis non Juifs depuis le 7 octobre*, alors que 30 % (contre 27 %) déclarent avoir pris *leurs distances avec les organisations non juives*. Les dirigeants français sont également plus nombreux à déclarer avoir noué des liens plus étroits avec d'autres Juifs, 64 % (contre 54 %) déclarant s'être *rapprochés de leurs amis Juifs* et 60 % (contre 54 %) déclarant s'être *rapprochés de leur communauté juive*.

Attitude envers Israël

Les dirigeants français sont plus susceptibles que la moyenne d'être d'accord avec le fait que *les médias de mon pays présentent régulièrement Israël sous un mauvais jour* (95 % contre 75 %) et sont presque unanimes (98 % contre 93 %) à convenir que *les événements en Israël génèrent parfois une montée d'antisémitisme dans mon pays*. Ils sont moins susceptibles (45 % contre 53 %) de dire qu'ils ont *parfois honte des actions du gouvernement israélien*, mais sont également plus susceptibles de *ne pas être d'accord* (35 % contre 28 %) avec l'affirmation selon laquelle ils *soutiennent Israël est sans réserve, quel que soit les actions de son gouvernement*.

Les répondants français déclarent un niveau de division au sujet d'Israël légèrement inférieur à celui de leurs homologues. 54 % des dirigeants français (contre 52 % sur l'ensemble) estiment que l*es divisions au sujet d'Israël sont mineures ou inexistantes*, tandis que 36 % (contre 32 %) estiment qu'elles sont *réelles mais gérables*. Seuls 10 % (contre 13 %) estiment qu'il existe un *degré élevé de division.*

Les dirigeants français étaient moins susceptibles que la moyenne de dire qu'*Israël joue un rôle crucial dans le maintien du Judaïsme en Europe* (75 % contre 83 % sur l'ensemble) ou qu'*Israël doit activement soutenir les communautés de la Diaspora* (65 % contre 80 %) et plus susceptibles de dire que l'*on peut être un bon Juif aussi bien en Europe qu'en Israël* (88 % contre 82 %).

Europe

A l'instar de leurs homologues, une forte majorité de dirigeants juifs français (96 % contre 97 % sur l'ensemble) estiment qu'*il est très important de renforcer les liens entre les Juifs des différentes parties de l'Europe*, et 83 % (contre 85 %) conviennent que *les Juifs européens ont une responsabilité particulière les uns envers les autres*. Ils sont cependant moins susceptibles que la moyenne de mettre en pratique ces convictions. Seuls 59 % (contre 89 %) pensent qu'*il est important que leur communauté appartienne à des organisations juives européennes* et seulement 49 % (contre 60 %) disent connaître *la situation dans les autres communautés juives européennes*.

Les dirigeants français sont plus pessimistes à l'égard de l'Europe qu'en 2021 et bien plus que leurs homologues. Le consentement des Français avec l'affirmation *l'avenir de la communauté juive européenne est dynamique et positive* est passée de 34 % à 28 % en 2024, soit nettement en dessous de la moyenne de 46 %. De même, seuls 31% des dirigeants français se sont montrés *optimistes quant à l'avenir de l'Europe* (contre 34 % en 2021), contre 44 % au total.

Emigration

Un pourcentage net de 80 % des dirigeants français déclarent s'attendre à une augmentation de l'émigration juive en provenance de France pour les années à venir, contre 47 % au total. 56 % des dirigeants français (contre 43 %) citent l'antisémitisme comme cause principale, et 53 % pensent qu'Israël sera la destination privilégiée, les États-Unis (18 %) et le Canada (17 %) étant également cités en grand nombre.

Plus d'un tiers des dirigeants français (35 %) ont personnellement envisagé d'émigrer au cours des cinq dernières années. Bien que ce chiffre soit supérieur à la moyenne européenne (24 %), il est en légère baisse par rapport aux 37 % de 2021. Les trois quarts (75 %) de ceux qui ont envisagé d'émigrer ont choisi Israël comme destination privilégiée.

Problèmes de statut/ Tensions confessionnelles

Bien que l'échantillon français soit plus « orthodoxe » que la moyenne (42 % contre 34,5 %), il se rapproche à l'ensemble de l'enquête en faveur de critères plus inclusifs d'adhésion à la communauté juive. 68 % (contre 72 %) sont favorables à l'admission de *toute personne convertie par un rabbin de tout courant*, et le même nombre (68 % contre 69 %) accepterait au sein de la communauté *toute personne ayant un père Juif*. Seuls 33 % sont favorables à l'application des critères halakhiques. 33 % supplémentaires autoriserait *toute personne se définissant comme juive* de rejoindre la communauté.

Si le soutien à des critères plus inclusifs est resté relativement constant depuis le dernier sondage, le soutien aux critères plus stricts et plus libéraux a diminué. Le soutien *aux critères halakhiques* est passé de 65 % en 2018 à 48 % en 2021 et à 33 % en 2024, tandis que les partisans de *l'autodéfinition* sont passés de 53 % à 38 % en 2021 et à 33 % en 2024.

Une large majorité (82 %) reconnaît l'existence de tensions entre les différents courants en France, même si seulement 16 % les jugent sérieuses. Ils sont toutefois 78 % à s'attendre à ce que les tensions s'aggravent et 10 % à penser qu'elles constituent un danger pour la pérennité de la communauté juive.

Situation financière

Les dirigeants français sont plus optimistes quant aux finances de leur organisation que de celles de leur communauté. Quatre sur cinq (80 %) estiment que les finances de leur organisation sont *saines* ou *difficiles mais gérables*, alors que seulement 72 % pensent la même chose de celles de leur communauté. De plus, alors que 63 % pensent que la situation financière de leur organisation restera *la même* ou *s'améliorera* dans les 5 à 10 prochaines années, 54 % pensent que les finances de leur communauté vont se détériorer.

Leadership Communautaire et planification

Les dirigeants français font état d'un équilibre hommes-femmes supérieur à la moyenne dans la direction de leurs organisations, 39 % d'entre eux déclarant que les femmes représentent la moitié ou plus de leurs conseils d'administration, contre 33 % au total.

Les institutions Juives françaises sont plus nombreuses que la moyenne à avoir élaboré un plan stratégique et de succession de leadership (respectivement 40 % contre 32 % et 36 % contre 25 %), mais l'écart se réduit. Seuls 8 % des dirigeants français déclarent *travailler actuellement à un plan stratégique*, contre 31 % au total, et 6 % et 27 % déclarent *travailler actuellement à la planification du leadership*. Au total, 48 % des Français, contre 63 % de l'ensemble des répondants, déclarent que leur organisation a *élaboré un plan stratégique* ou t*ravaille actuellement à l'élaboration d'un tel plan*, tandis que 42 % contre 52 % déclarent la même chose à propos de la planification du leadership.

Lorsqu'il a été demandé aux personnes d'évaluer le degré d'unité ou de fragmentation de leur communauté, les dirigeants français ont donné une note presque équilibrée de 5,3, légèrement moins unifiée que la moyenne européenne de 5,6.

Profil des répondants français

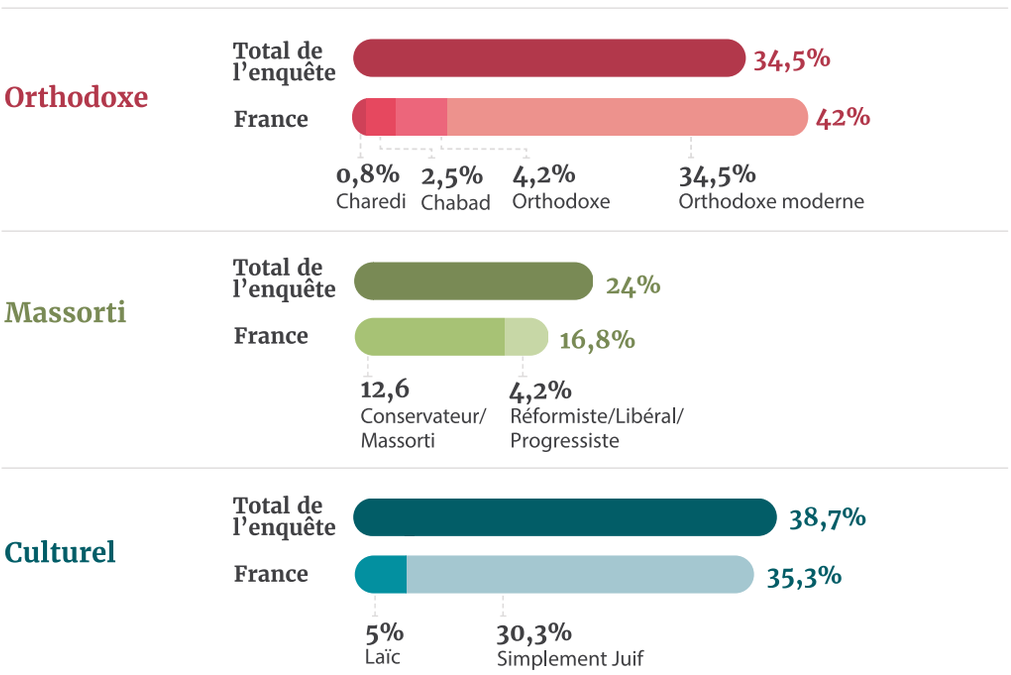
Avec 145 répondants sur 879, les dirigeants juifs français représentent 16, 5 % du total des répondants. L'échantillon français est un peu plus équilibré que la moyenne, avec 54 % d'hommes et 46 % de femmes, contre 59 % d'hommes et 41 % de femmes pour l'ensemble.

Avec une moyenne d'âge de 59,5 ans, l'échantillon français est de trois ans plus âgé que l'ensemble des répondants de l'enquête (56,4 ans). Les dirigeants plus âgés représentent également une part plus importante que la moyenne de l'échantillon français. Les deux tiers (67 %) étaient âgés de 55 ans et plus (contre 55 % au total), avec une représentation proportionnellement plus faible des dirigeants âgés de 41 à 54 ans (24 % des Français contre 31 % au total) et de 40 ans et moins (9 % contre 14 %).

Les répondants français interrogés sont plus religieux que la moyenne européenne, 60,5 % se déclarant comme tels, contre 54 % au total. Les dirigeants *orthodoxes* représentent en outre une proportion beaucoup plus importante du total, 42 % d'entre eux étant affiliés à ces institutions contre 34,5 % au total. La grande majorité d'entre eux sont affiliés à des institutions *orthodoxes modernes/consistoriales*, égal à la moyenne globale de tous les répondants orthodoxes (34,5 %).

En revanche, les personnes affiliées aux institutions *Massorti/libérales/progressistes* représentent une proportion bien plus faible que dans l'ensemble (16,8 % contre 24 %). Un tiers substantiel des dirigeants français (35,3 %) ont déclaré leur appartenance comme *laïcs* ou *Simplement Juif*, même si ce chiffre est également légèrement inférieur à celui de l'ensemble des répondants (38,7 %)

Figure 21. Distribution des répondants par dénomination de la synagogue. 2024.



En ce qui concerne leur rôle au sein de la communauté, les répondants français étaient largement en phase avec l'échantillon plus large. La majorité n'étaient pas rémunérés, les représentants élus 53 % (contre 5 % dans l'ensemble) et les bénévoles/ activistes, 9 % (contre 8 %). Alors que les 38 % de répondants français occupant des postes rémunérés sont presque identiques à la moyenne générale de 37 %, les rabbins représentent une proportion plus faible des répondants français (4 % contre 9 %), et les autres professionnels une part plus importante (34 % contre 28 %).

Priorités et menaces

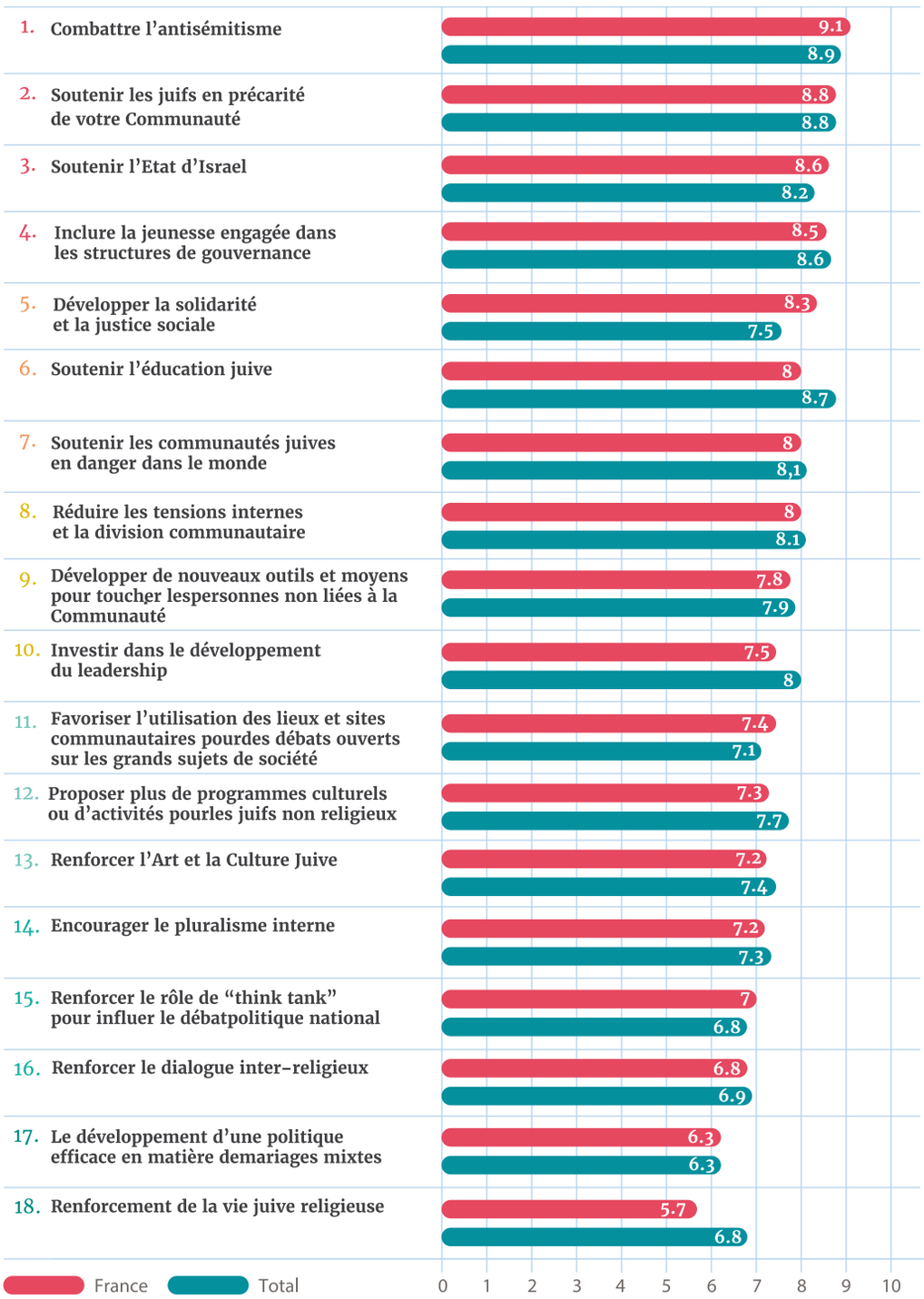
Priorités

Comme le montre la figure 22, les priorités des répondants français sont très proches de celles de leurs collègues du reste du continent. Comme dans l'échantillon plus large, la lutte contre l'antisémitisme arrive en tête des priorités des dirigeants français, avec une note de 9,1, encore plus marqué que la moyenne de 8,9. Soutenir les Juifs en précarité dans votre communauté est la deuxième priorité la plus élevée, avec une note de 8,8 pour les échantillons français et européens.

Il existe cependant des différences notables entre les priorités françaises et celles de l'ensemble des répondants. Les dirigeants français ont classé le soutien à l'État d'Israël en 3ème place, contre la 5ème place sur le classement général (8,2). Les deux échantillons ont obtenu une note de 8,8 pour l'inclusion de la jeunesse engagée dans les structures de gouvernance, mais le renforcement de l'éducation juive n'a été classé qu'à la 6ème place (8,0) parmi les répondants français, alors qu'à l'échelle européenne, il s'est classé à la 3ème place (8,7).

Les répondants français accordent une grande priorité au développement de la solidarité et de la justice sociale, la plaçant en 5ème position (8,3), contre 11ème place (7,5) pour l'ensemble des répondants. En revanche, les dirigeants français accordent une moins grande importance à l'investissement dans le développement du leadership, lui attribuant une note inférieure d'un demi-point à la moyenne (7,5 contre 8,0) et le classant en 10ème position contre la 8ème position pour l'ensemble de l'échantillon. Le renforcement de la vie juive religieuse a également reçu une note nettement inférieure de la part des répondants français (5,7 contre 6,8).

Figure 22. « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous pensez que les éléments suivants devraient être prioritaires dans les 5 à 10 prochaines années. » Enquête France vs Total, réponses sur une échelle de 1 à 10.



Au fil des ans, les priorités des dirigeants français sont restées globalement constantes depuis 2018, les priorités les plus importantes et les plus faibles restant constantes.

Le soutien à l'État d'Israël constitue une exception notable. Il est devenu une priorité absolue, passant de 7,5 en 2018 à 8,6 en 2024, soit une hausse de plus d'un point. Simultanément, *proposer*

plus de programmes culturels ou d'activités pour les Juifs non religieux a perdu près d'un point (de 0,9 points passant de 8,2 en 2018 à 7,3 en 2024) et investir dans le développement du leadership a perdu un demi-point (8,0 contre 7,5) au cours de la même période.

Menaces

Comparé à l'échantillon global, les répondants français se montrent nettement plus préoccupés que leurs homologues, près de la moitié (8 sur 17), des menaces qu'ils ont été invités à évaluer (figure 23, zone rouge). La différence est particulièrement marquée en ce qui concerne les menaces liées à leur sécurité. Un pourcentage important de 92 % des dirigeants français ont qualifié *l'antisémitisme* de menace sérieuse (en lui attribuant une note de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5), soit bien plus que les 79 % du total qui restent substantiels. Presque autant de personnes – 89 % – ont qualifié de manière similaire *le terrorisme et la violence contre les Juifs*, contre 64 % de l'échantillon total. Les dirigeants français sont également beaucoup plus préoccupés par *une laïcité détournée vers un antireligion en Europe (interdiction de la Brith Mila, viande casher)*, les trois quarts (75 % contre 56 %) considérant ceci comme une menace sérieuse.

Les dirigeants français sont beaucoup plus préoccupés que leurs homologues par les enjeux économiques. Plus de la moitié, 57 %, considèrent que la *précarité économique de leurs membres* constitue une menace sérieuse, un chiffre nettement supérieur à la moyenne générale de 41 %. Cette préoccupation se reflète dans les réponses à *la pauvreté au sein de votre communauté*, que la moitié des dirigeants français, 50 %, considèrent comme une menace sérieuse, contre seulement un tiers, 32 %, dans l'ensemble. *Le manque d'outils économiques pérennes pour fournir des aides communautaires essentielles* est également considéré comme une menace sérieuse par les répondants français, bien que les 60 % qui le citent soient beaucoup plus proches de la moyenne de 56 %.

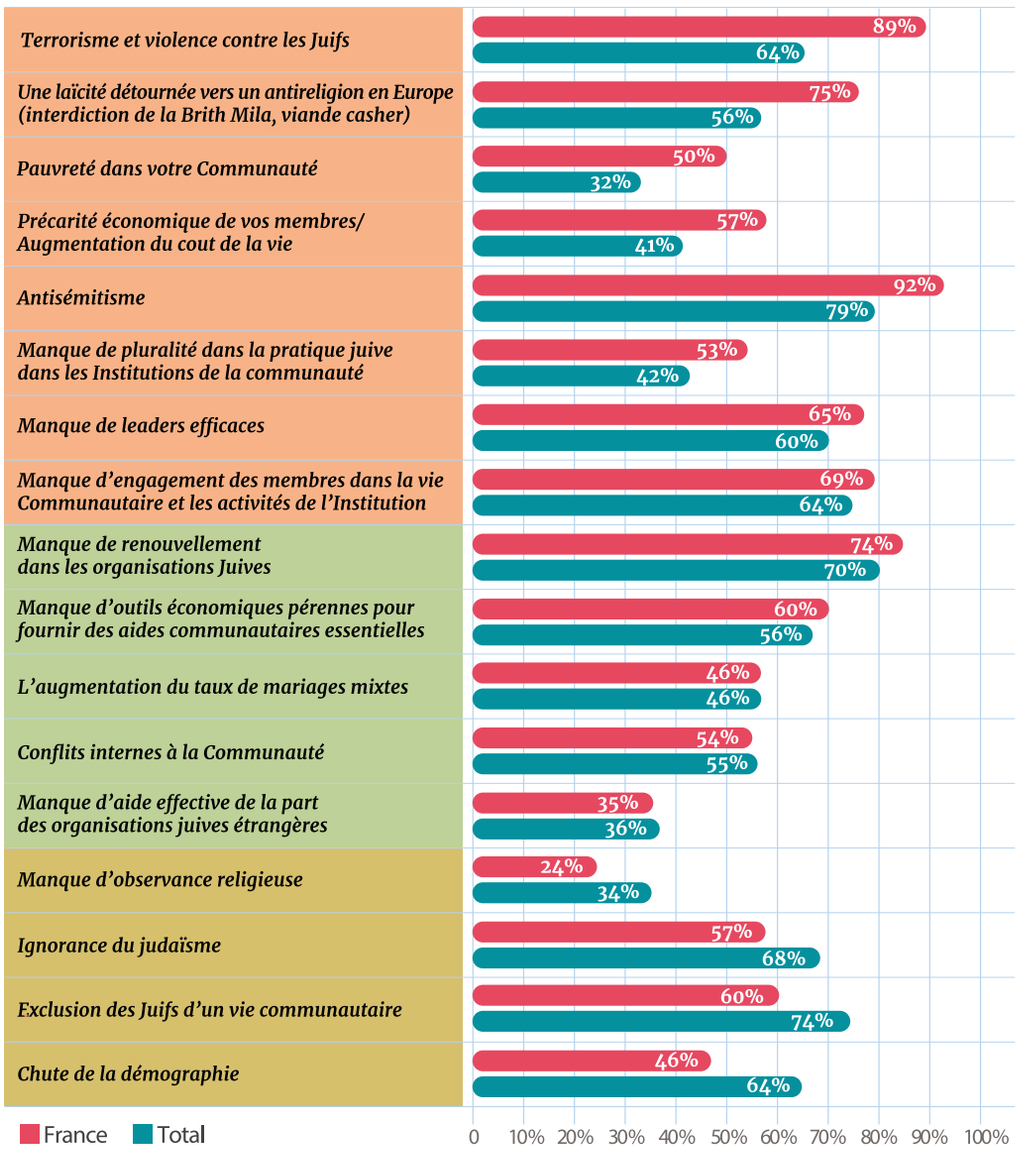
Les questions communautaires internes constituent le troisième domaine qui préoccupe le plus les répondants français. *Le manque de pluralité dans la pratique juive dans les institutions de la communauté* est considéré comme une menace sérieuse par 53 % des dirigeants français contre 42 % pour l'ensemble. Les Français sont également plus susceptibles de considérer *le manque de leaders efficaces* (65 % contre 60 %) et *le manque d'engagement dans la vie communautaire* (69 % contre 64 %), ainsi que *le manque de renouvellement des organisations juives* (74 % contre 70 %) comme des menaces sérieuses.

Comme on pouvait s'y attendre, bien que les perceptions des menaces par les dirigeants français soient plus proches de celles des Européens de l'Ouest dans leur ensemble, les écarts sont ici évidents. Les dirigeants français sont plus préoccupés que l'échantillon occidental par *l'antisémitisme* (92 % contre 86 %), et beaucoup plus par l*e terrorisme et la violence contre les Juifs* (89 % contre 72 %) et *une laïcité détournée vers un antireligion en Europe* (75 % contre 63 %). Ils sont également plus préoccupés par *la précarité économique de leurs membres* (57 % contre 40 %), *la pauvreté au sein de leur communauté* (50 % contre 33 %) et *le manque de de pluralité dans la pratique juive* (53 % contre 43 %).

Les dirigeants français se montrent beaucoup moins préoccupés que les répondants d'Europe de l'Ouest par *l'ignorance/le déclin des connaissances*

du judaïsme (57 % contre 69 %), *le déclin démographique* (46 % contre 65 %) et *le manque d'observance religieuse* (24 % contre 34 %).

Figure 23. « Lesquelles des menaces suivantes sont les plus sérieuses pour le futur d'une vie juive dans votre pays ? » Pourcentage de répondants donnant un score de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5. Points communs et différences entre la France et l'enquête totale.



Cette année, de nombreuses réponses semblent confirmer les perceptions des menaces ressenties par les répondants français il y a trois ans. Ainsi, le nombre de personnes citant l'antisémitisme comme une menace sérieuse n'a que légèrement augmenté, passant de 89 % en 2021 à 92 % en 2024, après une hausse de 80 % par rapport à 2018. Les inquiétudes concernant *le terrorisme et la violence contre les Juifs* ont montré une tendance similaire (89 % en 2024 contre 88 % en 2021 contre 82 % en 2018), tandis que la proportion de personnes citant *une laïcité détournée vers un antireligion en Europe* est restée essentiellement stable, passant de 79 % en 2021 à 75 %, la première fois que cette option a été incluse dans l'enquête.

La précarité économique des membres

est l'une des rares menaces que les répondants français de 2024 prennent beaucoup plus au sérieux, passant de 47 % en 2021 (la première année où elle a été prise en compte). *La pauvreté dans votre communauté,* étant passé de 25 % en 2018 à 54 % en 2021, a atteint un plateau en 2024, 50 % des personnes interrogées la considérant comme une menace sérieuse. De même, *manque d'outils économiques pérennes pour fournir des aides communautaires essentielles* s'est stabilisé à des niveaux élevés, 60 % le considérant comme grave en 2024 après avoir fortement augmenté, passant de 42 % en 2018 à 61 % en 2021.

> *"Un nombre croissant de jeunes Juifs ne se reconnaissent pas dans les institutions communautaires, ne les fréquentent pas, ne s'y engagent pas. Elles doivent donc se réformer, donner plus de responsabilité à la jeunesse, aux femmes, être plus ouverte au pluralisme et à différentes pratiques du judaïsme."*
>
> *(Représentant élu)*

Les inquiétudes concernant d'autres menaces sont restées largement constantes. Le pourcentage de 74 % citant le *manque de renouvellement des organisations juives* est resté presque inchangé par rapport à 76 % en 2021 et 74 % en 2018, tout comme le pourcentage de personnes qui considèrent comme de graves menaces *le manque d'engagement des membres dans la vie communautaire et les activités de l'institution* (69 % en 2024 contre 68 % en 2021 et 66 % en 2018), *le manque de leaders efficaces* (65 % contre 66 % contre 66 %) et *le manque de pluralité dans la pratique juive dans les institutions de la communauté* (53 % contre 52 % contre 56 %).

> *"Il y a une crise de l'engagement des membres dans la vie communautaire. Il y a aussi, de la part des décisionnaires des communautés un manque de capacité à savoir déléguer et inclure les membres dans les processus de décision."*
>
> *(Professionnel communautaire)*

Parmi les menaces considérées comme moins graves figuraient *l'ignorance du judaïsme*, qui est tombée à 57 % en 2024, contre 67 % en 2021 et 62 % en 2018. *L'exclusion des Juifs d'une vie communautaire* a poursuivi sa tendance à la baisse, atteignant 60 % en 2024 contre 66 % en 2021 et 68 % en 2018. L'inquiétude concernant *les conflits internes à la Communauté* a également continué de s'atténuer, tombant à 54 % en 2024 (contre 56 % en 2021 contre 60 % en 2018), tout comme celle concernant *le déclin démographique* (46 % contre 50 % contre 52 %) et *le manque d'observance religieuse* (24 % contre 27 % contre 29 %). *L'augmentation des taux de mariages mixtes* a également diminué, retombant à des niveaux antérieurs après avoir atteint un pic dans l'enquête précédente (46 % contre 58 % contre 40 %).

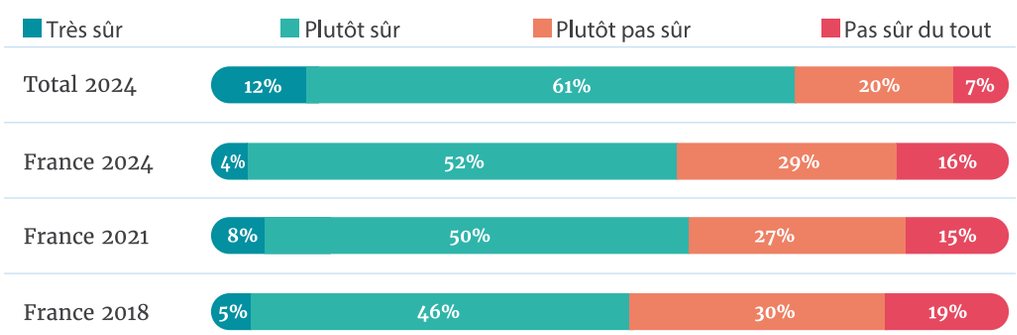
> *"La communauté se divise entre riches et pauvres et une perte de classe moyenne. Le sujet de la pauvreté n'est pas très « bankable » et est surtout géré en charité et non en programmes. "*
>
> *(Représentant élu)*

Sécurité et sûreté

Comme le décrit la figure 24, un peu plus de la moitié des dirigeants juifs français, représentant 56 %, déclarent *se sentir en sécurité de vivre et pratiquer en tant que Juif dans leur ville de résidence* (52 % déclarent se sentir *plutôt en sécurité* et 4 % se sentent *très en sécurité*). Bien que ce chiffre soit nettement inférieur aux 73 % relevés pour l'ensemble de l'enquête (61 % se sentent *plutôt en sécurité* et 12 % *très en sécurité*) et aux 67 % observés sur l'ensemble de l'Europe de l'Ouest (59 % contre 8 %), l'évaluation des Français n'a pas radicalement changé au cours des trois dernières enquêtes.

Malgré la montée de l'antisémitisme après le 7 octobre, 56 % des répondants français déclarant se sentir en sécurité, pourcentage à peine inférieur aux 58 % qui se sentaient en sécurité en 2021, même si la proportion de ceux qui se disent *très en sécurité* a diminué de moitié, passant de 8 % à 4 %. Les répondants de 2024 ont en effet déclaré se sentir plus en sécurité que ceux de 2018, où 51 % déclaraient se sentir en sécurité (46 % *plutôt en sécurité* et 5 % *très en sécurité*).

Figure 24. « Dans quelle mesure pensez-vous qu'à l'heure actuelle, il est possible de vivre son judaïsme en toute sécurité dans la ville ou vous résidez ? » Comparaison de l'ensemble de l'enquête par rapport à la France en 2024 versus France 2021 et France 2018.



Bien que, ou peut-être parce que, les dirigeants français signalent systématiquement des niveaux de sécurité relativement faibles, les 76 % déclarant se sentir moins en sécurité depuis le 7 octobre (42 % *moins en sécurité* / 3 % *quelque peu moins en sécurité*) sont inférieurs aux 81 % (35 % *moins en sécurité* / 46 % *quelque peu moins en sécurité*) des répondants à l'échelle européenne et bien inférieurs aux 85 % des dirigeants occidentaux qui signalent de même, les niveaux plus élevés de *quelque peu moins en sécurité* parmi les Occidentaux en général (43 % contre 34 % des dirigeants français) compensant la différence.

De plus, un tiers (30 %) des répondants ont déclaré que leur organisation avait subi des incidents antisémites depuis le 7 octobre, soit bien moins que les 40 % des répondants d'Europe de l'Ouest et des 38 % de l'échantillon total ayant signalé de tels incidents. Avec 76 %, la plupart des répondants français pensent que leur gouvernement a répondu de manière adéquate aux besoins de sécurité de la communauté juive – ce qui correspond à 78 % des répondants dans l'ensemble – la moitié (48 %) déclarant que *la sécurité a définitivement été renforcée* et un autre quart (24 %) déclare qu'elle a *été quelque peu renforcée*.

Les dirigeants français sont plus pessimistes que leurs prédécesseurs des enquêtes précédentes et que leurs homologues d'aujourd'hui quant à l'évolution de l'antisémitisme au cours des 5 à 10 prochaines années. Bien que les chiffres généraux prévoyant une *augmentation de l'antisémitisme* dans une certaine mesure soient assez cohérents (*augmentation légère* ou *augmentation considérable*), le nombre de répondants français prévoyant une augmentation de l'antisémitisme augmente de façon constante, passant de 37 % en 2018 à 54 % en 2021 et 63 % en 2024. Alors que près des deux tiers prévoient désormais à une hausse importante, les dirigeants français sont bien plus pessimistes que leurs homologues d'Europe de l'Ouest, avec 53 % prédisant une hausse importante contre un taux de 47 % pour l'ensemble.

Reflétant le sentiment de sécurité en baisse depuis le 7 octobre, les dirigeants français – comme leurs homologues du continent – signalent des changements dans la manière dont ils affichent leur identité juive. Les plus grands changements concernent les affichages qui les identifient individuellement comme Juifs et les exposent donc personnellement aux attaques antisémites. Ainsi, 31 % déclarent être *moins susceptibles de porter une kippa*, soit un peu plus que les 25 % de l'ensemble des répondants, et 35 % (contre 32 %) sont *moins susceptibles de porter un collier ou un t-shirt avec des signes juifs*.

Eviter des symboles juifs est moins marqué lorsque l'affichage est plus discret ou modéré, de sorte que 17 % (contre 15 % au total) déclarent qu'ils sont moins susceptibles *d'avoir une mezouza sur le montant de leur porte*, tandis que 17 % déclarent également qu'ils sont moins susceptibles de *s'identifier comme Juifs sur les réseaux sociaux* (contre 18 %). Dans le même temps, 11 % déclarent qu'ils sont plus susceptibles de s'identifier comme juifs sur les réseaux sociaux, bien que ce chiffre soit inférieur aux 18 % de l'enquête totale, compensant presque entièrement la diminution.

> *"Nous sommes plus vigilants. Parfois les gens ont peur. Malgré le soutien des pouvoirs publiques, nous nous sentons seuls lorsqu'il s'agit de comprendre notre douleur. A l'inverse, nous ressentons aussi la responsabilité de comprendre l'autre, le jeu en devient souvent inégal. Une polarisation semble s'opérer avec ceux avec qui on peut dialoguer, et ceux avec qui cela devient impossible. "*
>
> *(Professionnel communautaire)*

Comme leurs homologues, près de la moitié des Français interrogés (47 % contre 48 % au total) se disent plus susceptibles *de participer à des manifestations en faveur d'Israël ou contre l'antisémitisme*, où l'exposition est collective et la protection et l'entraide intégrées.

Un pourcentage important de 80 % des dirigeants français estiment que leur communauté est préparée à divers degrés à faire face à une situation d'urgence. Un tiers d'entre eux, 33 %, déclarent que leur communauté est préparée à un degré élevé (27 %) ou très élevé (6 %), et près de la moitié (47 %) déclarent qu'elle est préparée à un degré modéré. Ces chiffres sont conformes aux opinions exprimées à l'échelle européenne (79 % au total, dont 6 % déclarent que leur communauté est préparée à un degré très élevé, 35 % qu'elle est préparée à un degré élevé et 41 % qu'elle est préparée à un degré modéré).

Les questions particulières sur l'impact de l'après 7 octobre

Comme en 2021 lors de la pandémie du Covid, l'enquête de cette année comprend une section spéciale sur l'impact du 7 octobre. Ici, les rapports français sur l'impact reflètent des tendances similaires à celles de leurs homologues à l'échelle régionale et européenne, bien qu'avec quelques différences notables.

> *"Après le 7 octobre il y a un désir d'être entouré parmi les siens, de fréquenter des lieux où l'on se sent à l'aise, de ne pas avoir à se justifier sans cesse."*
>
> *(Représentante élue)*

A l'instar de leurs collègues, une large majorité des dirigeants français – 69 % – ont déclaré que de nouveaux besoins étaient apparus dans leurs communautés depuis le 7 octobre. Ce chiffre est légèrement inférieur aux 76 % des répondants d'Europe de l'Ouest qui ont répondu de la même manière, mais comparable aux 71 % de l'échantillon européen. Quant à savoir si leurs organisations ont entrepris de nouvelles activités pour répondre à ces besoins, 81 % des dirigeants français ont déclaré l'avoir fait, ce qui correspond à 83 % des dirigeants d'Europe de l'Ouest et à 84 % de l'ensemble des dirigeants.

Les dirigeants français sont moins nombreux que la moyenne à signaler des changements dans la fréquentation des événements communautaires depuis le 7 octobre, avec 42 % d'entre eux déclarant que la fréquentation est la même qu'auparavant, contre 34 % des Occidentaux et 36 % dans l'ensemble. De plus, les répondants français sont moins nombreux à déclarer avoir constaté une augmentation de la fréquentation (24 % contre 33 % des Occidentaux contre 30 % dans l'ensemble), cette augmentation perçue étant presque entièrement compensée par les 22 % qui déclarent que la fréquentation a diminué (contre 20 % contre 19 %). Cela produit une augmentation nette perçue de la fréquentation (% déclarant une augmentation - % déclarant une diminution) de +2 % parmi les dirigeants français, bien inférieure aux +13 % des répondants occidentaux et aux +11 % dans l'ensemble.

> *"Au premier abord rien n'a changé avec les « hors communauté » et surtout les amis politiques. Pourtant ! il est évident qu'un silence s'est installé et que l'on ne parle plus que de la pluie et du beau temps. Israël ... uniquement dans l'entre soi hélas."*
>
> *(Représentante élue)*

Les dirigeants français étaient également légèrement moins susceptibles de dire que les Israéliens vivant dans leurs villes avaient contacté leurs organisations, 40 % d'entre eux déclarant l'avoir fait, contre 45 % chez les répondants d'Europe de l'Ouest et pour l'ensemble.

Le changement dans les relations sociales que les dirigeants français déclarent avoir connu après le 7 octobre est similaire à celui observé dans l'ensemble, bien que légèrement plus prononcé. Alors que 38 % de l'échantillon européen déclarent s'être éloignés (*plus éloignés* ou *beaucoup plus éloignés*) de leurs amis non Juifs et 27 % déclarent s'être éloignés des organisations non juives auxquelles ils appartiennent, 45 % des dirigeants français déclarent s'être *éloignés davantage de leurs amis non Juifs* et 30 % déclarent s'être *éloignés de manière similaire des organisations non juives*.

Les dirigeants français sont nettement plus susceptibles que leurs collègues européens de signaler que leurs liens avec d'autres Juifs s'étaient resserrés depuis le 7 octobre, avec 64 % déclarant s'être *rapprochés de leurs amis Juifs* (contre 54 % au total), 60 % qu'ils s'étaient *rapprochés de leur communauté juive* (contre 54 %), et 43 % qu'ils s'étaient *rapprochés de leur famille* (contre 36 %).

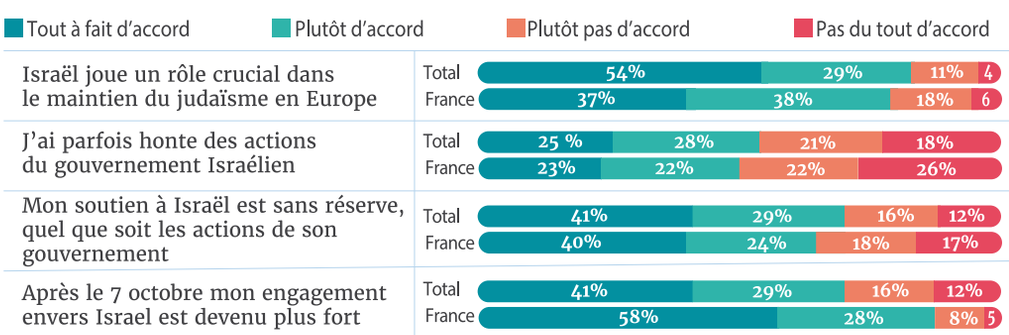
> *" Ce qui s'est passé le 7 octobre a bouleversé ma façon de vivre mon identité ."*
>
> *(Professionnelle communautaire)*

Attitudes envers Israël

Les dirigeants français se montrent plus sensibles que leurs homologues à l'impact des événements en Israël. Ils sont beaucoup plus nombreux que la moyenne à admettre que *les médias de mon pays donnent régulièrement une mauvaise image d'Israël* (95 % contre 75 %) et sont presque unanimes (98 % contre 93 %) à admettre que les événements en Israël conduisent parfois à une *augmentation de l'antisémitisme dans mon pays.*

En dépit de cette pression environnementale, les répondants français sont plus enclins à ne pas être d'accord (48 % contre 39 %) avec l'affirmation *j'ai parfois honte des actions du gouvernement israélien*, mais sont également plus enclins (35 % contre 28 %) à ne pas être d'accord avec l'affirmation « *mon soutien à Israël est sans réserve, quel que soit les actions de son gouvernement* ». Sur d'autres affirmations, les réponses françaises sont proches de la moyenne européenne, reflétant le sentiment fort que tous *les Juifs ont le devoir de soutenir Israël* (80 % des Français sont d'accord contre 79 % dans l'ensemble) et que *leur engagement envers Israël s'est renforcé après le 7 octobre* (86 % contre 82 %).

Figure 25. Déclarations choisies sur Israël. France vs. Total de l'enquête.



Les dirigeants français font état de niveaux de divisions au sein de leur communauté au sujet d'Israël légèrement inférieurs à ceux de leurs homologues. Plus de la moitié (54 % des répondants français contre 52 % de l'ensemble) estiment que *les divisions au sujet d'Israël sont mineures ou inexistantes*, tandis que 36 % (contre 32 %) estiment que *les divisions sont réelles mais gérables*, et 10 % (contre 13 %) déclarent qu'il existe un *degré élevé de division.*

Reflétant peut-être le statut de leur communauté, qui est la plus grande du continent, les dirigeants français sont moins susceptibles que leurs collègues d'être d'accord avec l'idée qu'*Israël joue un rôle crucial dans le maintien du Judaïsme en Europe* (75 % contre 83 % dans l'ensemble) et sont beaucoup

moins susceptibles d'être tout à fait d'accord avec cette affirmation (37 % contre 54 %). Les dirigeants français sont également beaucoup moins susceptibles d'être d'accord avec l'idée qu'*Israël doit agir avec plus de vigueur pour aider les communautés de Diaspora* (65 % contre 80 %, avec 28 % contre 45 % qui sont tout à fait d'accord), mais plus susceptibles d'affirmer qu'on *peut facilement être un aussi bon Juif en Europe qu'en Israël* (88 % des dirigeants français contre 82 % dans l'ensemble, avec 58 % contre 46 % qui sont tout à fait d'accord).

> *"Au lendemain du 7 octobre les israéliens se sont découverts JUIFS dans la souffrance, et nous, Juifs de diaspora, nous nous sommes découverts ISRAÉLIENS de nature de fait, de devoir, de responsabilité... "*
>
> *(Représentante élue)*

Europe

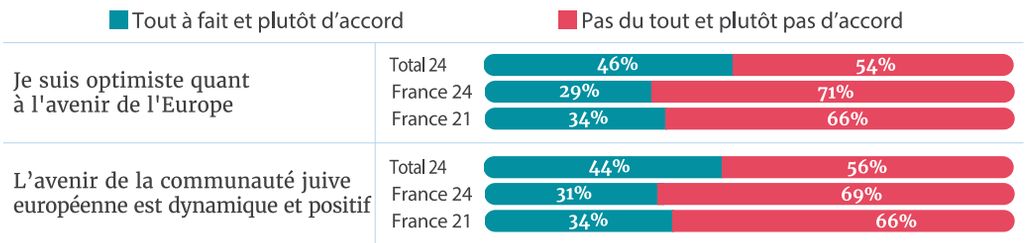
À bien des égards, les dirigeants juifs français ont des positions similaires à celles de leurs homologues européens concernant l'Europe. Une forte majorité de 96 % (contre 97 % au total) estiment qu'il est très important de *renforcer les relations entre les Juifs vivant dans différentes parties de l'Europe*, avec plus de la moitié (52 % contre 58 %) tout à fait d'accord avec cette affirmation. De même, 83 % des dirigeants français (contre 85 %) estiment que *les Juifs européens ont une responsabilité particulière les uns envers les autres.*

Sur certaines affirmations, l'alignement global cache une différence d'intensité. Les dirigeants français sont largement d'accord avec leurs homologues sur le fait que *la Shoah doit rester un facteur important pour les Juifs européens* (81 % des Français contre 86 % de l'ensemble des observateurs), mais sont beaucoup moins susceptibles d'être tout à fait d'accord avec cette affirmation (32 % contre 44 %). On retrouve un « différentiel d'intensité » similaire avec l'affirmation selon laquelle *les Juifs européens ont des perspectives uniques et précieuses à partager avec le reste des Juifs du monde*, avec 31 % des Français contre 46 % de l'ensemble des observateurs tout à fait d'accord.

Les différences sont particulièrement visibles dans l'application pratique de ces attitudes. Alors que 89 % des répondants à l'échelle européenne estiment *qu'il est important que leur communauté appartienne aux organisations juives européennes*, seuls 59 % des répondants français ressentent la même chose. En outre, alors que 60 % des répondants déclarent avoir *une connaissance directe de la situation dans les autres communautés juives européennes*, seuls 49 % des dirigeants français déclarent en avoir connaissance, la moitié des dirigeants français déclarant connaître *les objectifs des principales organisations juives européennes* (23 % contre 46 %).

Les dirigeants français sont également devenus plus pessimistes à l'égard de l'Europe depuis 2021 avec une vision beaucoup plus sombre que la moyenne des répondants. Le nombre de répondants français qui pensent que *l'avenir de la communauté juive européenne est dynamique et positif* a quelque peu diminué, passant de 34 % à 29 % en 2024, ce qui est nettement inférieur au chiffre légèrement pessimiste de 46 % à l'échelle européenne. De même, 31 % des répondants français de 2024 étaient *optimistes quant à l'avenir de l'Europe*, en légère baisse par rapport aux 34 % de 2021 et bien inférieur aux 44 % de l'échantillon plus large dont l'évaluation était optimiste.

Figure 26. Optimisme à l'égard de l'Europe. Total de l'enquête vs. France 24 vs. France 21.



Émigration

Plus d'un tiers des dirigeants français (35 %) ont personnellement envisagé d'émigrer au cours des cinq dernières années, dont 6 % ayant activement préparé leur départ. Bien que ce chiffre soit supérieur à la moyenne européenne de 24 %, il est légèrement inférieur aux 37 % de dirigeants français qui ont déclaré en 2021 avoir envisagé de partir. Les trois quarts, soit 75 %, de ceux qui ont envisagé d'émigrer ont choisi Israël comme destination privilégiée.

Lorsque la question se pose de savoir s'ils prévoient *une augmentation de l'émigration juive de leur pays* en général, les répondants français sont beaucoup plus nombreux à prévoir une hausse des départs que leurs pairs. Parmi les dirigeants français, 80 % ont déclaré s'attendre à une augmentation de l'émigration (53 % dans une mesure limitée et 27 % dans une large mesure), contre 47 % (39 % contre 8 %) dans l'ensemble. Une majorité (56 %) citent *l'antisémitisme* comme cause principale, ce qui est nettement plus que la pluralité de 43 % de l'échantillon plus large qui a répondu de la même manière.

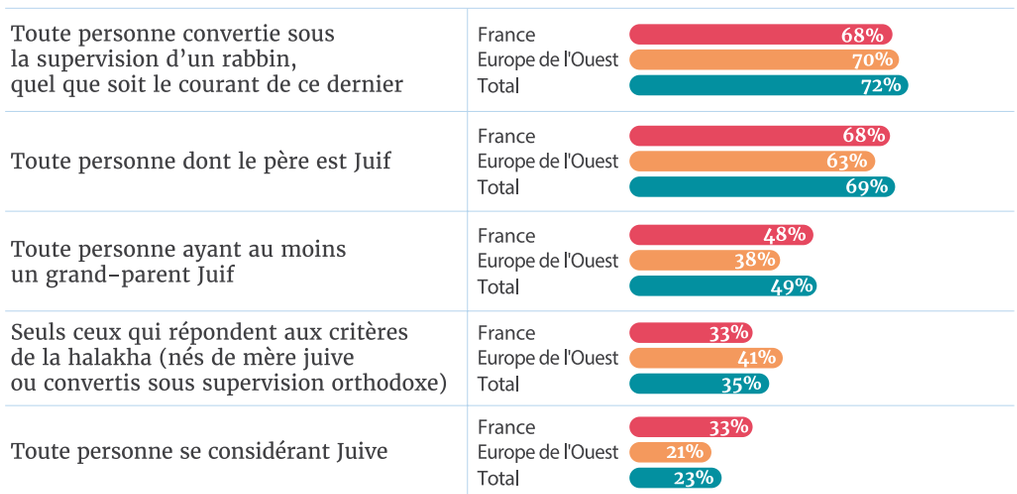
Bien que la moitié (53 %) des dirigeants français pensent qu'Israël sera la destination de l'émigration juive française, cette préférence est beaucoup moins marquée que celle des dirigeants eux-mêmes (75 %). Les États-Unis (18 %) et le Canada (17 %) sont également cités par un nombre important de répondants français comme destinations de l'émigration juive de France.

Problèmes de statut/ Tensions confessionnelles

Les Français interrogés se montrent remarquablement proches de leurs homologues européens sur les critères d'appartenance à la communauté juive. Elles sont évidentes même si, à 42 % (contre 34,5 %), les répondants français sont plus nombreux que la moyenne à adhérer à des institutions orthodoxes et 60,5 % (contre 54 %) à se déclarer religieux.

Comme leurs homologues, plus des deux tiers des répondants français (68 % contre 72 % au total) sont favorables à l'admission de toute personne convertie par un rabbin de toute confession, tandis que le même nombre (68 % contre 69 % au total) est favorable à l'admission de toute personne ayant un père Juif dans la communauté, et la moitié (48 % contre 49 %) est favorable à l'admission de toute personne ayant au moins un grand-parent Juif.

Figure 27. « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas avec les affirmations suivantes concernant les critères d'adhésion. » Réponses plutôt d'accord et tout à fait d'accord. France vs. Europe de l'Ouest vs. Total de l'enquête.



Le soutien à la restriction de l'adhésion à ceux qui répondent *aux critères halakhiques* est également proche de la moyenne de l'enquête, bien qu'avec 33 % (contre 35 % dans l'ensemble), ce chiffre soit inférieur à la représentation orthodoxe parmi les répondants français (42 %). Simultanément, un tiers des répondants (33 %) sont favorables à l'approche plus « sociologique » consistant à admettre *toute personne se considérant comme juive*, ce qui est le seul critère sur lequel les réponses françaises se sont significativement différentes de celles de l'ensemble des répondants (24 %).

Les critères les plus inclusifs sont restés relativement constants depuis la dernière enquête en 2021. Ainsi, 68 % des répondants français de 2024 étaient favorables à l'admission de t*oute personne convertie par un rabbin de toute confession*, contre 66 % en 2021, avec des chiffres identiques soutenant *toute personne ayant un père Juif*, et le soutien à *toute personne ayant au moins un grand-parent Juif* également stable (48 % en 2024 contre 52 % en 2021). Cette stabilité fait suite à un changement marqué par rapport à 2018, qui peut refléter des changements dans la composition de l'échantillon.

En revanche, le soutien aux critères les plus stricts comme les plus libéraux semble décliner. La proportion de personnes soutenant les *critères halakhiques* est passée de 65 % en 2018 à 48 % en 2021 et à 33 % en 2024, tandis que celles en faveur de *l'autodéfinition* sont passées de 53 % à 38 % en 2021, atteignant un minimum de 33 % lors du dernier sondage.

Une large majorité des Français interrogés, 82 %, reconnaissent l'existence de tensions entre les différents courants religieux, même si seulement 16 % les considèrent comme graves. Cependant, les dirigeants français sont très pessimistes quant à la trajectoire de ces tensions au cours des 5 à 10 prochaines années. Plus des trois quarts (78 %) prévoient que les tensions interreligieuses s'aggraveront, et un sur dix (10 %) estime qu'elles constitueront un danger pour la continuité de la communauté juive. Seuls 3 % s'attendent à ce que les tensions deviennent moins problématiques, tandis que 19 % prévoient à ce qu'elles restent les mêmes.

> *"Quand aborderons-nous la question du dialogue et la responsabilité que détient le leadership des différents courants au sein du judaïsme sur l'influence auprès de leur membre qui résulte en un refus toujours plus assumé d'accepter une forme différente de pratiquer son judaïsme ? "*
>
> *(Professionnel Communautaire)*

Situation financière

Les dirigeants juifs français sont plus optimistes quant à la situation financière de leur organisation que de celle de leur communauté. Quatre sur cinq – 80 % – estiment que les finances de leur organisation sont *saines* (40 %) ou *difficiles mais gérables* (40 %), alors que seulement 72 % pensent la même chose de celles de leur communauté (29 % contre 43 %). La différence d'évaluation est encore plus marquée concernant l'avenir. Une majorité, 63 %, pense que la situation financière de leur organisation restera *la même* (37 %) ou *s'améliorera* (26 %) au cours des 5 à 10 prochaines années, tandis qu'une majorité de 54 % pense que les finances de leur communauté vont *se détériorer* (46 %) ou *se détériorer considérablement* (8 %).

Leadership et stratégies communautaires

Les répondants français font état d'un meilleur équilibre hommes-femmes que la moyenne au sein de la direction de leur organisation, 39 % d'entre eux déclarant que les femmes représentent la moitié ou plus de leur conseil d'administration, contre 33 % dans l'ensemble.

Les répondants français indiquent que leurs organisations sont en avance sur leurs collègues en ce qui concerne la planification stratégique et la succession des dirigeants, mais que l'écart se réduit. Ainsi, alors que 40 % des dirigeants français déclarent que leurs organisations ont engagé une planification stratégique, contre 32 % dans l'ensemble, seuls 8 % des dirigeants français déclarent travailler actuellement sur un tel plan, tandis que 31 % des répondants à l'échelle européenne le font actuellement. Au total, 48 % des répondants français déclarent que leurs organisations ont élaboré un plan stratégique ou y travaillent actuellement, contre 63 % des répondants sur l'ensemble de l'enquête.

Le constat est le même concernant la planification de la succession des dirigeants. Alors que les 36 % de dirigeants français déclarent que leur organisation a élaboré un plan de succession sont nettement plus nombreux que la moyenne continentale de 25 %, si l'on ajoute à cela ceux qui déclarent que leur organisation travaille actuellement sur un plan (6 % des répondants français contre 27 % au total), la France semble prendre du retard (42 % contre 52 %).

Les personnes invités à évaluer, sur une échelle de 1 à 10, le degré d'unité ou de division de leur communauté, les dirigeants juifs de France ont donné une note presque équilibrée de 5,3, légèrement moins unifiée que la moyenne européenne de 5,6.

Le Centre International pour le Développement des Communautés du JDC (JDC-ICCD est l'entité de recherche et d'évaluation en Europe du American Jewish Joint Distribution Commitee (JDC). Fondé en 2005, le JDC-ICCD a vocation de fournir des perspectives approfondies sur les phénomènes au niveau de la communauté juive, de l'identité et des œuvres sociales juives. A travers des projets de recherche appliquée, le JDC-ICCD analyse les tendances et les changements en cours dans le monde Juif tout en mesurant et en évaluant l'impact des initiatives communautaires sur le terrain. Le Centre génère des données significatives et scientifiquement construites susceptibles d'influencer les processus de prise de décision pour les communautés juives et d'autres parties prenantes, y compris le JDC à travers l'Europe.

www.jdc-iccd.org